Commission européenne

L'Europe en mai 2019:
poser les jalons d'une Union plus unie, plus forte et plus démocratique dans un monde de plus en plus incertain

Contribution de la Commission européenne à la réunion informelle des dirigeants de l'UE à 27 à Sibiu (Roumanie) le 9 mai 2019

FR

L'AVENIR DE L'EUROPE

Avant-propos

Dans mon discours sur l'état de l'Union de 2017, j'ai suggéré, dans le cadre de notre feuille de route pour une Union plus unie, plus forte et plus démocratique, que les dirigeants européens se réunissent pour préparer notre avenir à 27 à Sibiu, en Roumanie, une ville ayant une histoire unique, représentant l'Europe de l'Est et de l'Ouest, le passé et l'avenir. Notre réunion qui s'y tiendra le 9 mai sera l'occasion de montrer ce qu'une Union unie peut réaliser à l'avenir, et ce juste avant les élections au Parlement européen qui auront lieu du 23 au 26 mai.

Au cours des cinq dernières années, nous avons été mis à l'épreuve en étant aux prises avec une multitude de crises. Mais nous en sommes sortis plus forts chaque fois. Et malgré tout, nous n'avons cessé de nous concentrer sur la concrétisation des promesses faites il y a cinq ans, lorsque les dirigeants, à la lumière des résultats des élections au Parlement européen, ont défini un programme stratégique pour la période 2014-2019, que j'ai intégré en parallèle dans les 10 priorités politiques de ma Commission.

À l'époque, j'ai dit qu'il s'agissait de notre dernière chance de montrer aux Européens que leur Union travaille pour eux. La Commission que j'ai l'honneur de présider a consacré toute son énergie à cette mission, en écoutant les espoirs, les craintes et les attentes des Européens. Du retour de l'emploi, de la croissance et de l'investissement après la crise au renforcement de la solidarité et de la responsabilité au sein de notre Union en passant par la garantie de la même rémunération pour les travailleurs accomplissant le même travail au même endroit, nous avons agi là où cela compte le plus.

Nous devons à présent nous tourner vers l'avenir, en tirant les leçons de nos expériences et en nous appuyant sur nos réussites. Nous devons être encore plus ambitieux et plus précis que jamais. Les dirigeants européens commenceront cette réflexion à Sibiu avant de s'accorder sur le prochain programme stratégique lors du Conseil européen de juin. Le présent document constitue la contribution de la Commission à ce processus.

Le devoir de chaque génération est de changer le destin des Européens, en mieux. De tenir notre promesse durable de paix, de progrès et de prospérité. Cela a été ma vocation et le travail de ma vie. Et c'est ce qui doit continuer à nous pousser à aller de l'avant. Lorsque je serai à Sibiu avec 27 dirigeants européens à l'occasion de la Journée de l'Europe, l'anniversaire de la déclaration Schuman, j'agirai fier de notre passé, mais encore plus déterminé et optimiste pour notre avenir.

Jean-Claude Juncker

président de la
Commission européenne

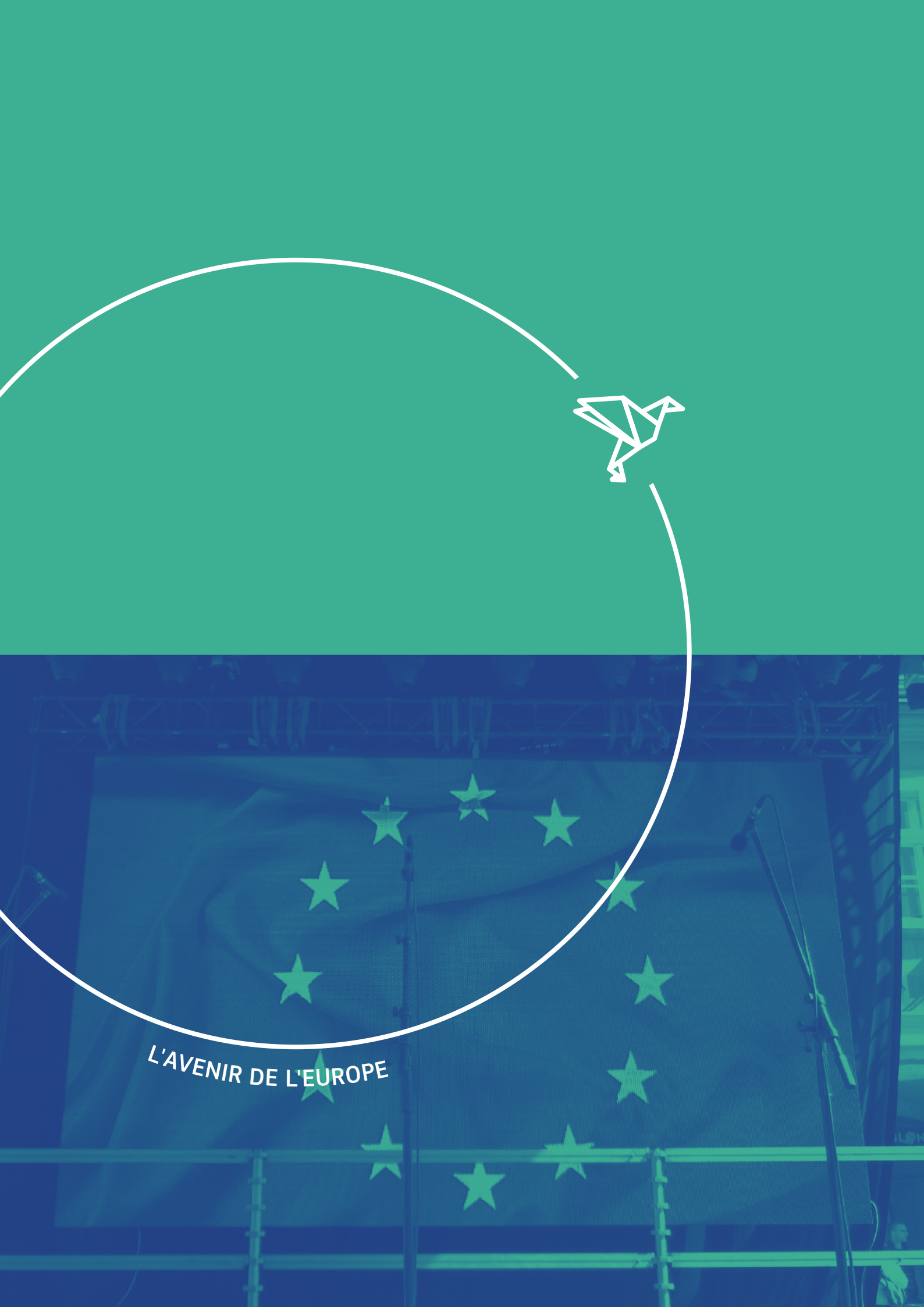

L'AVENIR DE L'EUROPE

Table des matières

01

Introduction

6

02

Contribution de la Commission européenne au programme stratégique de l'UE pour la période 2019-2024

8

03

Communiquer l'Europe, un enjeu unique. Comment communiquer efficacement sur l'ensemble d'un continent à une époque de fragmentation et de désinformation croissantes?

36

04

Conclusion

52

05

Annexes

56 | Annexe I
Évolution de la situation économique

62 | Annexe II
L'opinion publique de l'UE 2014-2019

66 | Annexe III
Les 20 principales réalisations de l'UE entre 2014 et 2019

72 | Annexe IV
Ce qui reste à faire: les 10 principaux dossiers européens en attente d'un accord final

75 | Annexe V
Chiffres-clés sur l'UE pour la période 2014-2019

01

L'AVENIR DE L'EUROPE

Introduction

Le 9 mai 2019, les dirigeants de l'UE se réuniront à Sibiu, en Roumanie, afin de réfléchir aux aspirations politiques de notre Union et de préparer le «programme stratégique» pour les cinq prochaines années. Nous serons alors à la veille des élections au Parlement européen, lors desquelles 400 millions d'Européens se rendront aux urnes pour le plus grand exercice démocratique transnational au monde. Trente ans se seront par ailleurs écoulés depuis la fin du communisme et la chute du mur de Berlin et quinze ans depuis l'élargissement sans précédent de notre Union qui a mis fin à la division douloureuse de notre continent.

Aujourd'hui, **notre Union assure la paix, la stabilité et la prospérité dans toute l'Europe et au-delà,** en dépit de nos nombreuses difficultés internes et externes. Notre Union défend résolument ses principes que sont la démocratie, l'état de droit et les droits fondamentaux, même si les appels en faveur d'hommes forts et d'un repli sur soi nationaliste se font de plus en plus entendre. Notre histoire commune nous permet de rester fermes face à de tels appels. Il s'agit là de la qualité durable du projet européen et c'est ce qui rend notre modèle unique en son genre et digne d'être défendu.

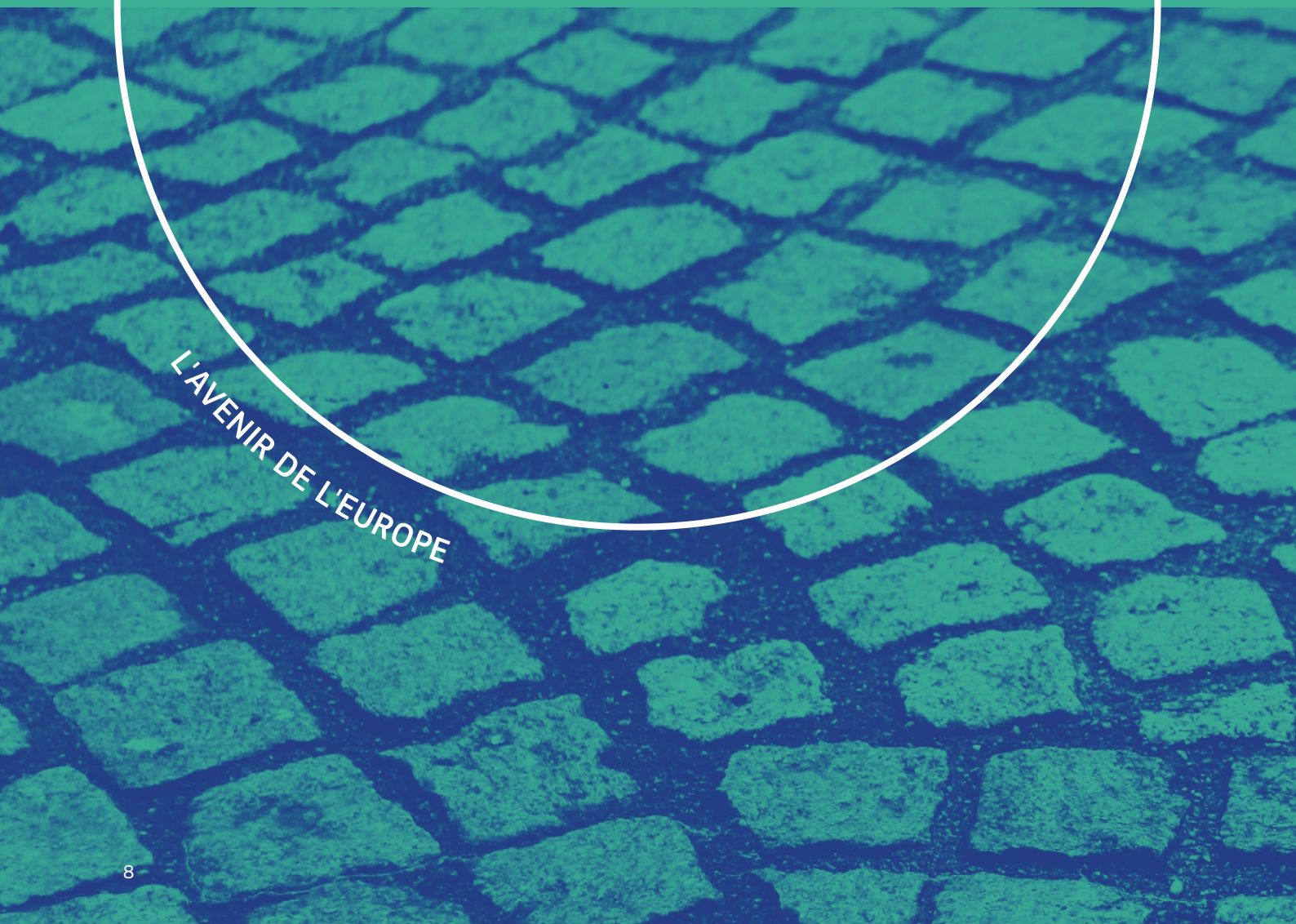
Après des années de crise, **l'Europe se redresse.** 240 millions de personnes ont un emploi en Europe, un chiffre jamais atteint jusqu'ici. Les consommateurs et les entreprises peuvent bénéficier d'un marché unique qui leur offre un choix plus large et des prix plus bas. Notre monnaie unique renforcée nous protège des turbulences financières. L'Europe n'a pas d'équivalent dans le monde s'agissant de faire bénéficier l'ensemble de la population des avantages de notre économie sociale de marché. L'Europe s'emploie à préserver la sécurité de ses citoyens et, dans le domaine de la gestion de la migration, de la protection des frontières et de la sécurité, elle a réalisé plus de progrès ces quatre dernières années qu'au cours des vingt années précédentes. L'Europe est en outre une puissance mondiale responsable, qui donne l'exemple dans la lutte contre le changement climatique, milite en faveur de la paix et du développement durable à l'échelle du globe, favorise le commerce libre et équitable et fixe les normes en matière de droits de l'homme, de conditions de travail, de sécurité alimentaire et de protection des données.

Alors que les fractures et l'instabilité du monde qui nous entoure augmentent encore, il n'a jamais été aussi important et pourtant aussi difficile de préserver et de promouvoir ces avancées. Les défis auxquels nous Européens sommes confrontés collectivement se multiplient de jour en jour, des flux migratoires mondiaux aux périls écologiques sans cesse plus graves en passant par les menaces accrues pour la sécurité et l'état de droit, le renforcement des pressions concurrentielles sur des secteurs économiques clés et le rythme de l'évolution démographique et technologique. Dans le même temps, l'ordre international fondé sur des règles, qui constitue depuis si longtemps le cadre indispensable à la prospérité et à la sécurité de l'Union européenne, est aujourd'hui remis en question voire délibérément mis à mal par des acteurs essentiels.

Ces tendances représentent autant de possibilités que de défis. Elles constituent une sévère mise en garde: **le succès de l'Europe passe par une action collective des États membres de l'UE.** Ils doivent agir de concert s'ils veulent préserver notre mode de vie européen, protéger notre planète et renforcer notre influence à l'échelle mondiale. **Ce n'est qu'en trouvant de la force dans l'unité que l'Europe pourra influer sur le cours des événements mondiaux.** Sibiu offre donc aux dirigeants de l'UE l'occasion de faire la démonstration de leur unité et de donner de nouvelles perspectives à notre continent, et ce en montrant qu'ils ont écouté les espoirs, les préoccupations et les attentes des citoyens et qu'ils sont disposés à agir de manière résolue et collective pour y répondre.

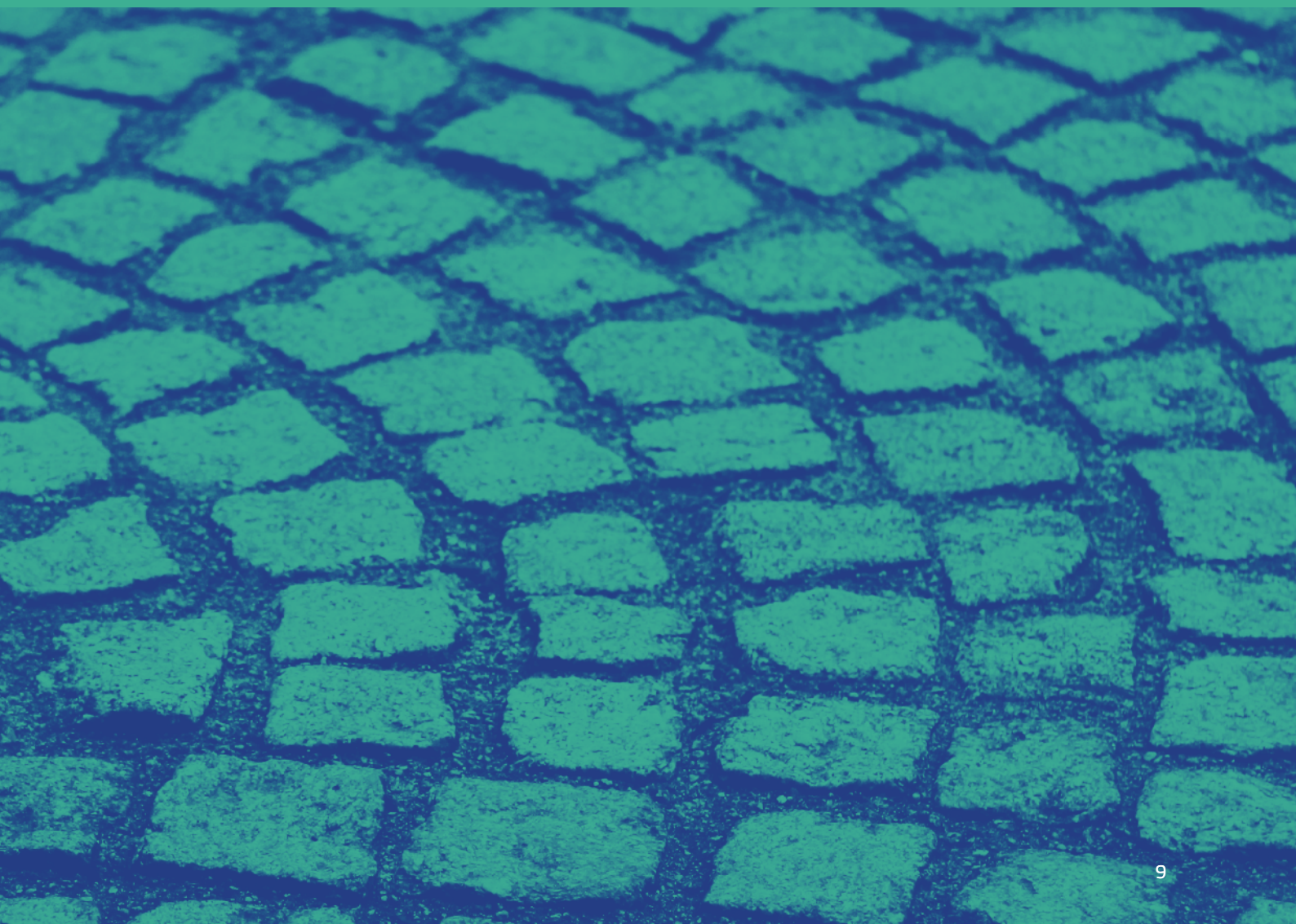
La Commission formule aujourd'hui un certain nombre de recommandations pour le prochain programme stratégique qui aidera notre Union précisément à cet effet. **Politique et communication étant les deux faces d'une même médaille**, nous présentons également des suggestions sur la manière de mieux communiquer nos décisions collectives au service des citoyens européens et de la démocratie. Tant les priorités que nous avons définies que la manière dont nous les expliquerons et dont nous dialoguerons avec les Européens seront décisives pour rendre notre Union plus unie, plus forte et plus démocratique.

02



L'AVENIR DE L'EUROPE

Contribution de la Commission européenne au programme stratégique de l'UE pour la période 2019-2024



Contribution de la Commission européenne au programme stratégique de l'UE pour la période 2019-2024

Au cours d'une décennie caractérisée en permanence par les changements et les difficultés, l'Europe a montré qu'elle était en mesure de tenir sa promesse de paix, de prospérité et de progrès pour ses citoyens, contredisant les nombreux prophètes de malheur. L'économie et la société européennes sont sorties plus fortes de ces temps difficiles, même s'il reste beaucoup à faire pour que nos citoyens se sentent en sécurité et protégés et que nos politiques communes profitent à toutes les parties de notre Union.

L'incertitude et l'instabilité croissantes du monde qui nous entoure rendent cette tâche plus difficile. Alors que de nouvelles puissances s'élèvent et que les anciennes empruntent de nouvelles voies, les arguments en faveur d'une coopération européenne et d'une intégration ciblée n'ont jamais été aussi impérieux ni aussi urgents.

Avec les élections au Parlement européen qui se tiendront du 23 au 26 mai 2019 et le changement de direction politique des institutions de l'UE qui s'ensuivra, l'heure est venue de fixer de nouvelles orientations, de nouvelles priorités et une nouvelle dynamique de réforme. Ce n'est que si l'Union européenne se révèle capable de relever ses défis communs que notre continent maîtrisera le monde de demain. Ce n'est que si nous sommes en mesure d'adopter nos décisions communes et de les mettre en œuvre rapidement et efficacement que nous pourrons répondre aux attentes des citoyens. Il faudra pour ce faire un effort collectif de la part des institutions de l'UE et de tous ses États membres, agissant aux niveaux national, régional et local.

Dans la section suivante, nous analyserons où l'Europe en est aujourd'hui et comment elle peut s'adapter aux changements en cours et façonner ceux qui sont encore à venir. Sur la base de l'expérience acquise au cours des cinq dernières années, nous formulerons ensuite un certain nombre de recommandations sur l'action à mener afin de nous aider à atteindre ces objectifs.

La situation de l'UE aujourd'hui

Il y a cinq ans, le Conseil européen a défini un vaste programme stratégique pour l'Union à l'ère du changement[1]. Ce programme a ensuite pris forme dans les 10 priorités politiques du président Jean-Claude Juncker[2], élaborées pendant sa campagne électorale et en concertation avec les États membres et le Parlement européen. Ces priorités étaient axées sur les éléments qui comptent le plus pour les Européens: recréer de l'emploi, de la croissance et de l'investissement, renforcer l'équité sociale, gérer les migrations, atténuer les menaces pesant sur la sécurité, libérer le potentiel des transitions numérique et énergétique, faire de l'UE un acteur mondial plus fort et renforcer la transparence et la légitimité démocratique.

Ces **efforts ont donné des résultats tangibles pour les citoyens,** en dépit de nombreuses difficultés inattendues, qui continuent de poser de graves problèmes à notre Union.

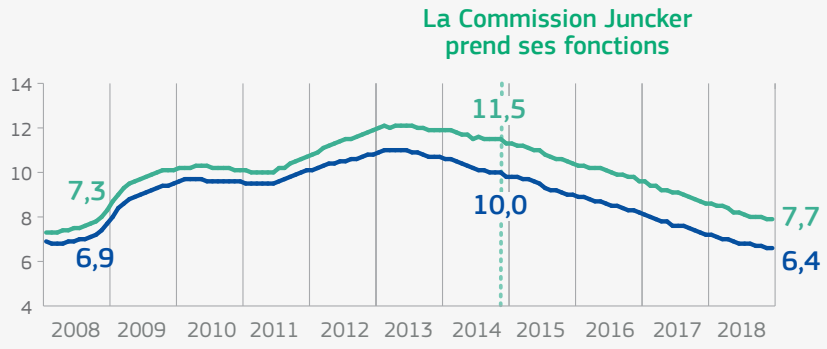
L'économie européenne

L'ambitieux programme de l'UE en faveur de l'emploi, de la croissance et de l'investissement, de même que les efforts d'approfondissement du marché unique et la politique monétaire accommodante de la Banque centrale européenne, ont contribué à une reprise économique solide. L'économie européenne a connu la croissance pendant six années consécutives. 240 millions de personnes ont aujourd'hui un emploi en Europe – un chiffre jamais atteint jusqu'ici – et le chômage est à un niveau historiquement bas pour ce siècle, bien qu'il reste encore élevé dans certains États membres, notamment pour les jeunes. Les finances publiques se sont améliorées dans tous les domaines. La pauvreté et l'exclusion sociale sont à présent en recul et on observe une plus grande convergence entre les États membres. Cette situation résulte notamment de l'incidence positive des politiques structurelles et d'investissement de l'UE. Un secteur financier européen plus fort soutient le crédit et l'investissement.

[1] «Programme stratégique pour l'Union à l'ère du changement», conclusions du Conseil européen des 26/27.6.2014, annexe I.
[2] «Un nouvel élan pour l'Europe: mon programme pour l'emploi, la croissance, l'équité et le changement démocratique – Orientations politiques pour la prochaine Commission européenne», Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, 15.7.2014.

Le chômage est en baisse

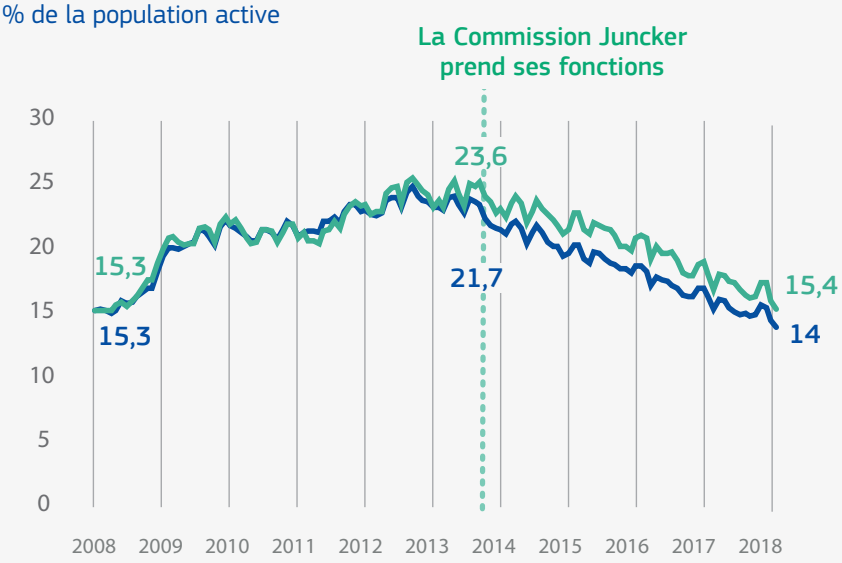
% de la population active



Source: Commission européenne.

Le chômage des jeunes est en baisse

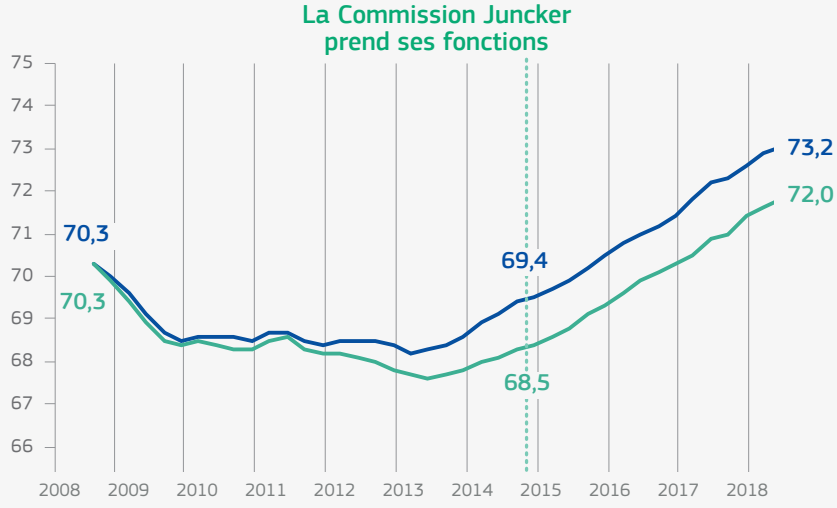
% de la population active



Source: Commission européenne.

Le taux d'emploi est en hausse

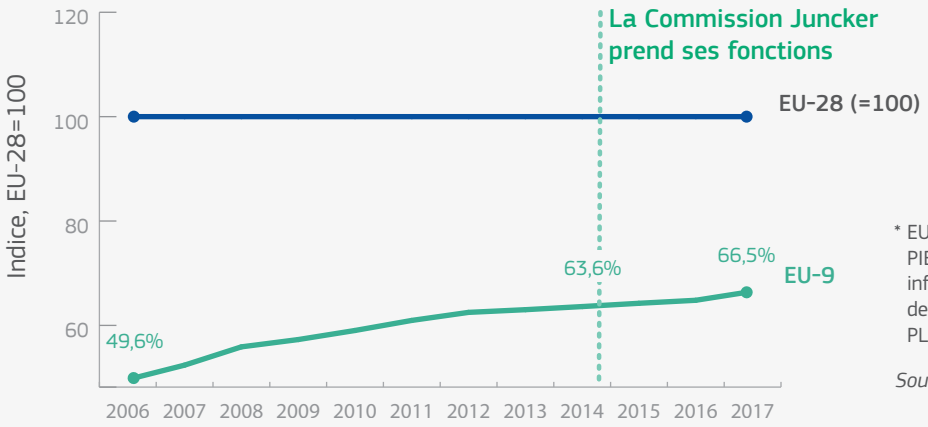
% de la population en âge de travailler



Source: Commission européenne.

Les États membres moins développés rattrapent leur retard sur le reste de l'UE. Entre 2006 et 2017, leur produit intérieur brut (PIB) par habitant a augmenté à un taux annuel de 4,5 % contre 1,4 % dans les États membres plus développés.

PIB par habitant de l'EU-9* en % de la moyenne de l'UE 2006-2017



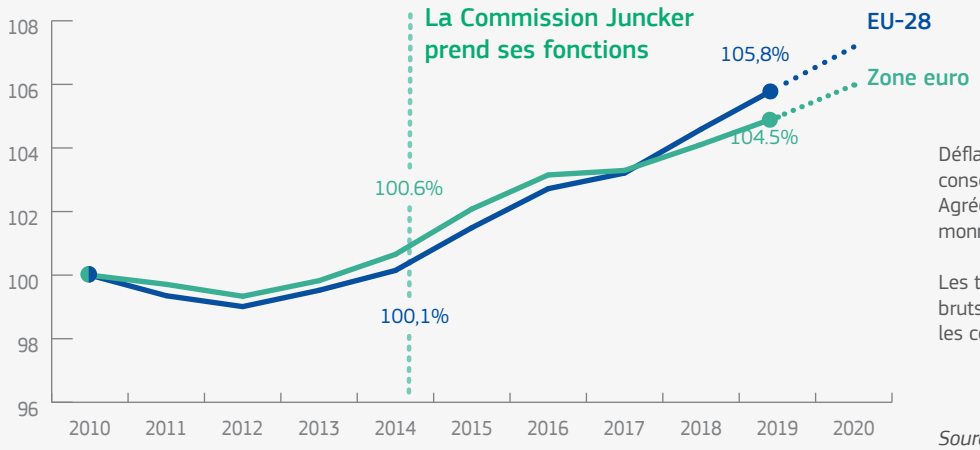
* EU-9: États membres dont le PIB par habitant en 2006 était inférieur à 75 % de la moyenne de l'EU-28; BG, EE, HU, HR, LT, LV, PL, RO et SK.

Source: Eurostat.

Après une baisse des salaires à la suite de la crise, on assiste aujourd'hui à une forte tendance à la hausse pour l'UE comme pour la zone euro, en particulier depuis 2017. Les salaires devraient encore augmenter en 2019 dans tous les États membres de l'UE.

Il s'agit là d'une base très solide pour un renforcement de la consommation intérieure et successivement de la croissance intérieure, moins dépendante de l'évolution de la situation extérieure.

Traitements et salaires bruts réels par salarié (2010 = 100)



Déflateur de la consommation privée. Agrégats pondérés en monnaie commune.

Les traitements et salaires bruts incluent les impôts et les cotisations sociales.

Source: Commission européenne.

Le **Fonds européen pour les investissements stratégiques,** lancé en 2014 et connu sous le nom de Fonds Juncker, a déclenché près de 400 milliards d'euros d'investissements supplémentaires, dépassant ainsi son objectif initial de plus de 70 milliards d'euros. Il a permis de **créer de l'emploi pour 750 000 personnes** en Europe, d'améliorer l'accès au financement pour 945 000 petites et moyennes entreprises et d'accroître le PIB de l'Europe de 0,6 %. Le Fonds Juncker est également un exemple d'une manière innovante et plus efficiente d'utiliser le budget de l'UE pour atteindre plusieurs objectifs tels que l'innovation, la lutte contre le changement climatique, la connectivité ou les emplois de qualité.

Le soutien des citoyens à l'euro n'a jamais été aussi élevé. Notre monnaie unique est une source de protection et d'émancipation économiques, avec une forte position sur le plan mondial. **175 millions de personnes dans 60 pays en dehors de la zone euro utilisent notre monnaie** ou ont des monnaies locales qui y sont liées. La raison en est notamment que l'euro est une monnaie très stable dont **le taux d'inflation n'a été que de 1,7 % en moyenne au cours de ses 20 premières années d'existence.**

Une monnaie forte nécessite une politique économique saine et des efforts continus pour mener à bien des réformes structurelles dans les États membres. C'est la raison pour laquelle le mécanisme de coordination des politiques économiques de l'UE – le «Semestre européen» créé en 2011 – a été renforcé au fil des ans. Il comprend désormais également des recommandations spécifiques pour la zone euro et met davantage l'accent sur les priorités sociales et les besoins d'investissement au niveau des États membres. La Commission a également commencé à fournir un appui technique aux réformes structurelles dans les États membres, englobant plus de 700 projets de réforme dans 26 États membres. Ceux-ci couvrent des projets de réforme tels que la numérisation des administrations publiques ou des procédures d'insolvabilité modernes. L'investissement dans le capital humain est un élément essentiel de la résilience de l'Europe et de sa croissance future. C'est la raison pour laquelle le Fonds social européen a aidé plus de 15 millions de personnes à développer les compétences dont elles ont besoin pour le marché du travail d'aujourd'hui.

Le Fonds Juncker convertit les investissements en emplois et en croissance

945 000 **petites et moyennes entreprises** ont bénéficié d'un **meilleur accès au financement**

750 000 **emplois** soutenus

1,4 million **d'emplois** d'ici à 2020

Augmentation du **PIB de l'UE** de **0,6%**

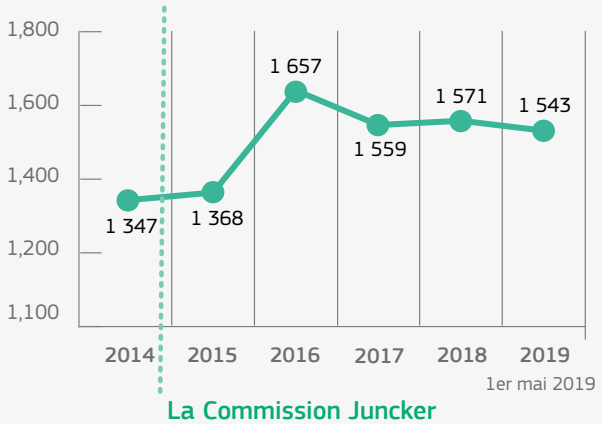
Augmentation du **PIB de l'UE** de **1,3 %** d'ici à 2020

Source: Commission.

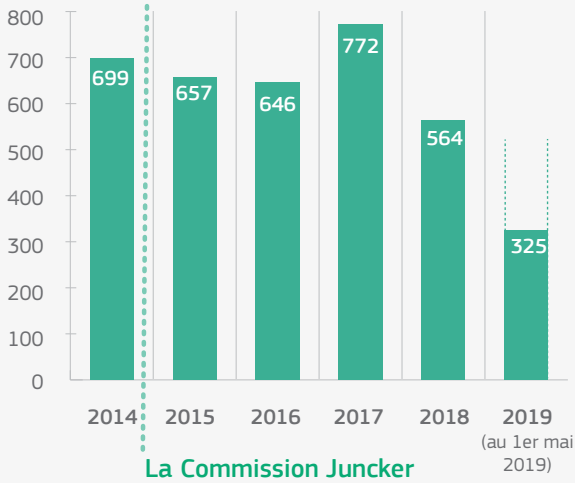
Les risques dans le secteur bancaire ont fortement diminué, grâce à une surveillance plus stricte et au fait que les banques de l'UE détiennent à présent beaucoup plus d'actifs liquides et que les banques de la zone euro ont renforcé leurs coussins de fonds propres de 812 milliards d'euros depuis 2014. Le nombre de prêts non performants est désormais proche des niveaux d'avant la crise. Cela a permis au sommet de la zone euro de décembre 2018 d'ouvrir la voie aux prochaines étapes de l'union bancaire.

Une application stricte des règles de l'UE grâce aux instruments du marché unique et à la politique de concurrence a permis de protéger tant les citoyens que les entreprises et de stimuler la croissance et l'innovation. La Commission a notamment entrepris des actions fortes et efficaces face aux violations du droit de l'Union, en prenant des mesures fermes lorsque ces violations n'ont pas pu être résolues par le dialogue[3]. Cette approche plus stratégique a mis davantage l'accent sur les problèmes systémiques pour lesquels des mesures d'exécution de la Commission peuvent vraiment faire la différence. Il y a actuellement plus de 1 500 dossiers d'infraction ouverts contre les différents États membres. La Commission travaille d'arrache-pied avec les autorités nationales pour trouver une solution, si possible avant de devoir saisir la Cour de justice de l'Union européenne. 500 dossiers d'infraction sont réglés chaque année depuis 2014, soit 90 % du total général.

Évolution du nombre de procédures d'infraction en cours entre la fin de 2014 et le 1er septembre 2018



Procédures d'infraction closes avant la saisine de la Cour de justice



Source: Commission européenne.

[3] Communication de la Commission intitulée «Une meilleure application pour de meilleurs résultats», C(2016) 8600, 13.12.2016.

Cela montre la valeur d'une interaction plus efficace entre la Commission et les autorités nationales avant que ne soit atteinte la phase juridictionnelle, souvent chronophage.

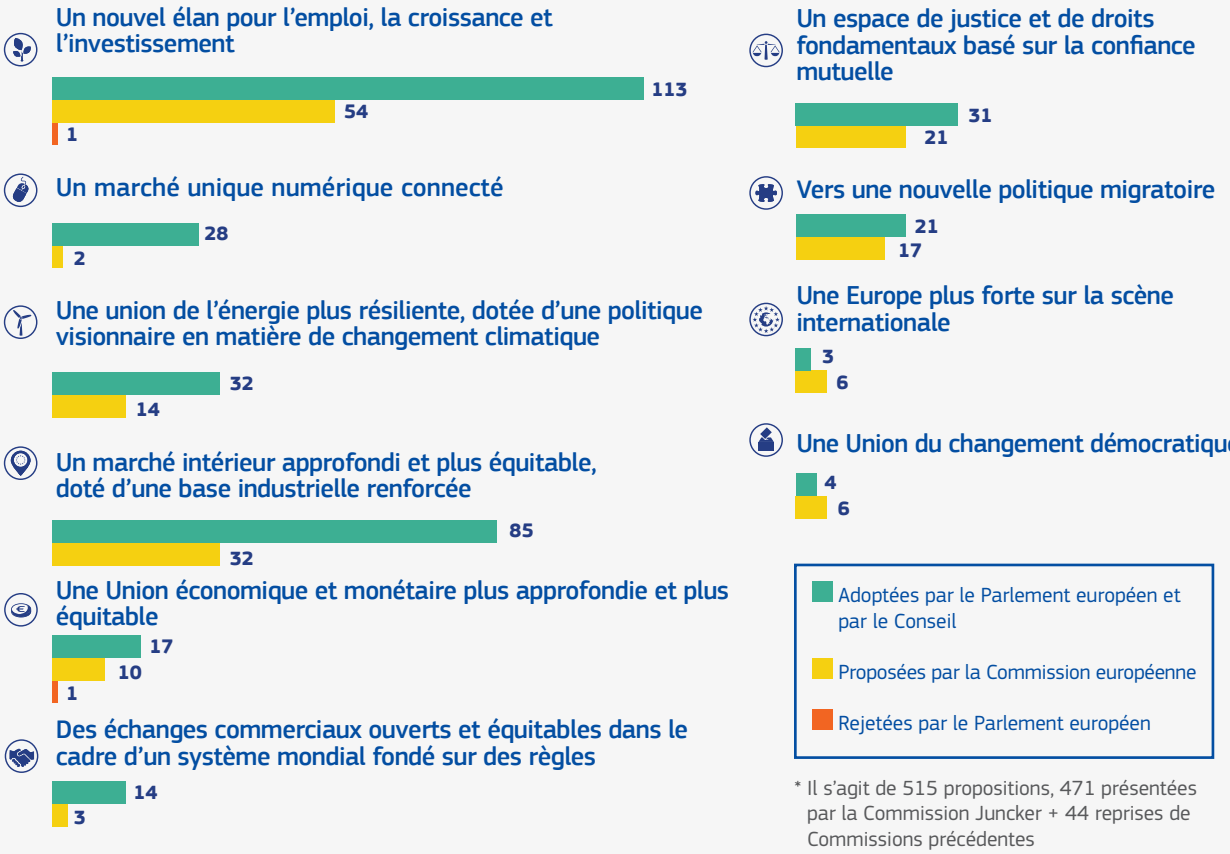
La Commission a également suivi de près l'application des **règles de concurrence** de l'UE arrêtées d'un commun accord. Chaque fois que cela s'est révélé nécessaire, elle a pris des mesures fermes contre les concentrations anticoncurrentielles, les ententes, les abus de position dominante ou les décisions illégales en matière d'aides d'État. Sur la période 2015-2018, les économies totales pour les consommateurs réalisées grâce aux interventions de la Commission en matière de pratiques anticoncurrentielles et de concentrations se sont élevées à des montants compris entre 48 et 78 milliards d'euros. Par exemple, en 2016 et 2017, la Commission a infligé une amende de 3,8 milliards d'euros à l'entente sur les camions et, en 2018, elle a imposé des engagements contraignants à Gazprom afin de permettre la libre circulation du gaz en Europe centrale et orientale à des prix compétitifs. L'application du droit de la concurrence a également joué un rôle essentiel dans la garantie de conditions équitables sur les marchés numériques de l'UE. Entre 2017 et 2019, la Commission a infligé à trois reprises des amendes à Google pour avoir enfreint les règles de l'UE en matière de pratiques anticoncurrentielles, pour un montant total de 8,25 milliards d'euros. Ces infractions empêchaient d'autres entreprises d'exercer une concurrence fondée sur leurs mérites propres et d'innover, et privaient les consommateurs européens des avantages de la concurrence. Enfin, les interventions de la Commission dans le domaine des aides d'État ont également permis de garantir des conditions de concurrence équitables pour tous, y compris dans le domaine de la fiscalité. Par exemple, en août 2016, la Commission a conclu qu'Apple avait bénéficié d'avantages fiscaux illégaux, ce qui a donné lieu à la récupération de 14,3 milliards d'euros par l'Irlande. Dans le même temps, la Commission a autorisé quatre États membres à octroyer des aides d'État d'un montant de 1,75 milliard d'euros à un projet important d'intérêt européen commun, afin de permettre l'innovation dans le secteur de la microélectronique, dans l'intérêt de toute l'économie européenne.

Mise en œuvre du programme stratégique de l'UE pour la période 2014-2019

On dit souvent que l'Union est trop divisée ou trop lente pour que ses politiques publiques produisent des résultats effectifs. Cette critique ne tient pas compte du fait que l'UE n'est pas un État fédéral. Il s'agit d'un système de gouvernance à plusieurs niveaux qui comprend 28 démocraties au niveau national, avec souvent en dessous

Mise en œuvre du programme positif

Propositions législatives présentées par la Commission Juncker ou reprises de Commission précédentes.*



* Il s'agit de 515 propositions, 471 présentées par la Commission Juncker + 44 reprises de Commissions précédentes

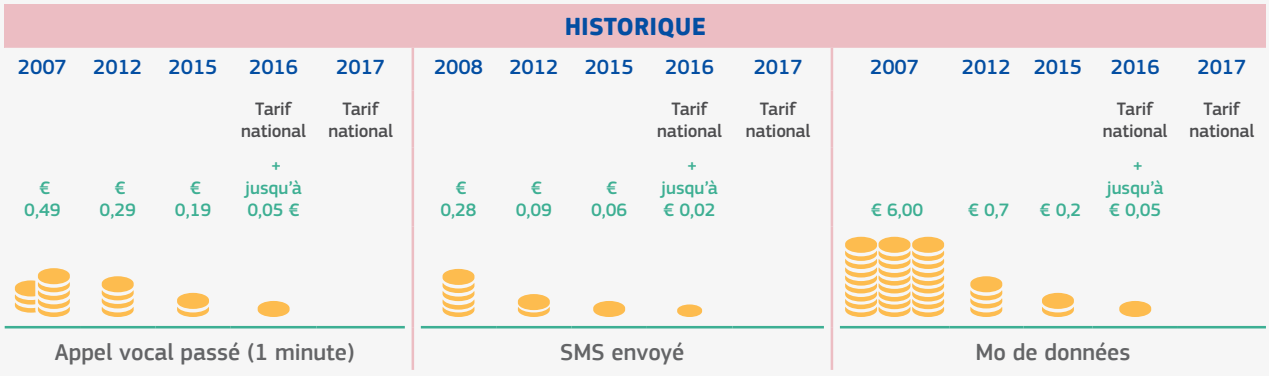
des niveaux démocratiques influents, ainsi que des processus démocratiques entre les institutions de l'UE. Pour parvenir un compromis juste et équilibré, il faut donc souvent du temps et il faut aussi que tous les acteurs soient disposés à faire des concessions. Les décisions de l'UE prennent évidemment plus de temps que celles prises au niveau national. Il n'en demeure pas moins qu'en dépit de ce système politique unique et de bien d'autres difficultés, l'UE est parvenue à honorer les engagements pris en 2014 dans le programme stratégique du Conseil européen et dans les 10 priorités politiques de la Commission Juncker

À l'été 2018, la Commission Juncker avait présenté toutes les propositions législatives qu'elle s'était engagée à élaborer au début de son mandat. Au total, la Commission a présenté 471 nouvelles propositions législatives et poursuivi 44 autres propositions présentées par les Commissions précédentes. Sur celles-ci, 348 propositions ont été adoptées ou approuvées par le Parlement européen et le Conseil au cours du mandat actuel. Cela montre que, dans **348 cas, l'Union a été capable de se mettre d'accord sur la marche à suivre pour faire avancer l'Europe.** Il est très intéressant de relever que, dans environ 90 % des cas, le compromis final a été approuvé par consensus au Conseil des ministres et donc soutenu par l'ensemble des 28 États membres. Cet état de fait s'inscrit dans une tendance claire. Le nombre de dossiers faisant l'objet d'un consensus à 28 a augmenté chaque année depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne[4].

Dans tous les domaines d'action, des progrès significatifs ont été accomplis au cours des cinq dernières années. **20 réalisations clés** sont énumérées à l'annexe III, alors que **10 propositions essentielles qui sont des «chantiers en cours»**, puisqu'elles sont encore pendantes au Parlement et au Conseil, sont énumérées à l'annexe IV. Il conviendra de garder à l'esprit les actions entreprises, mentionnées ci-après, lors de l'élaboration du prochain programme stratégique:

- l'UE a été en mesure de mettre en œuvre son programme stratégique de manière plus rapide et plus efficiente car la Commission Juncker a d'emblée été résolument en faveur d'une amélioration de la réglementation. Ce point a été étayé par la **volonté du président Juncker que l'Europe soit «très visible sur les grands enjeux, mais plus discrète sur les questions de moindre importance»** – un principe qui a ensuite été avalisé par les dirigeants de l'UE dans la déclaration de Rome du 25 mars 2017[5]. Cette approche a permis un programme législatif plus ciblé. Au début de son mandat, dans le cadre d'un exercice de discontinuité politique, la Commission Juncker a retiré **100 propositions législatives** pendantes héritées de la Commission qui l'avait précédée. Dans l'ensemble, elle a présenté **75 % de propositions législatives en moins par an que la Commission précédente.** Elle a également cessé de présenter de nouvelles propositions législatives à partir de l'été 2018, ce qui a permis au Parlement, au Conseil et à la Commission de consacrer toute leur énergie à l'achèvement des procédures législatives en cours. La création du poste de premier vice-président chargé de l'amélioration de la réglementation – et la nomination de M. Frans Timmermans à cette fonction exigeante –, le renforcement du rôle de coordination du secrétariat général de la Commission, la création du comité indépendant d'examen de la réglementation et les travaux de la task-force «Subsidiarité, proportionnalité et "faire moins mais de manière plus efficace"»[6] ont constitué des innovations essentielles qui ont contribué à la mise en œuvre et au respect du principe «très visible sur les grands enjeux» du président Juncker;
- dans le marché unique numérique, l'UE a rencontré un réel succès au cours des cinq dernières années. Libérés des **frais d'itinérance,** les citoyens qui se rendent dans un autre pays de l'UE utilisent aujourd'hui 12 fois

Suppression des frais d'itinérance pour tous les voyageurs dans l'UE



Source: Commission européenne.

[4] Voir l'analyse de Nicolai von Ondarza, Jahrbuch der europäischen Integration 2018, p. 85 et suiv. (p. 91).

[5] Voir la déclaration de Rome. Déclaration des dirigeants de 27 États membres et du Conseil européen, du Parlement européen et de la Commission européenne, 25.3.2017: «Nous voulons que l'Union joue un rôle majeur dans les dossiers de première importance et s'investisse moins dans les dossiers de moindre importance.»

[6] Voir le rapport sur la task-force «Subsidiarité, proportionnalité et "faire moins mais de manière plus efficace"», 10.7.2018, et la communication de la Commission intitulée «Les principes de subsidiarité et de proportionnalité: renforcer leur rôle dans l'élaboration des politiques de l'Union», COM(2018) 703 final, 23.10.2018.

plus de données mobiles qu'auparavant. Ils ne sont plus soumis de manière injustifiée à un **blocage des services en ligne fondé sur la géolocalisation.** À cela s'ajoute que de nouvelles **règles en matière de droit d'auteur** adaptées à l'ère numérique ont été adoptées pour garantir la juste rémunération des créateurs, des droits solides pour les utilisateurs et la responsabilité des plateformes. Les nouvelles règles en matière de portabilité adoptées en avril 2018 permettent aux citoyens d'emporter avec eux leurs abonnements à la télévision ou à des services de diffusion en flux quel que soit l'endroit où ils se rendent dans l'UE. 49 % des abonnés ont déjà fait usage de cette possibilité au cours de la première année ayant suivi l'entrée en vigueur de ces règles. Sur les 30 propositions présentées par la Commission pour achever le marché unique numérique, 28 ont été adoptées par le Parlement européen et le Conseil, alors que seulement deux, portant sur la vie privée et les communications électriques et sur le centre et le réseau de compétences en matière de cybersécurité, sont encore en attente d'adoption;

- des progrès notables ont été accomplis en ce qui concerne l'action pour le climat, la politique énergétique et l'économie circulaire. L'UE a joué un rôle central dans la négociation de **l'accord de Paris de 2015** et a déclenché son entrée en vigueur en le ratifiant. La transition de l'Europe vers une énergie propre est aujourd'hui bien engagée. Par exemple, toutes les **mesures du paquet «Une énergie propre pour tous les Européens»** ont été approuvées par le Parlement européen et le Conseil, ce qui stimulera la transition vers les sources d'énergie renouvelables, vers un accroissement de l'efficacité énergétique et vers un marché européen de l'énergie mieux connecté. Dans le cadre de nos engagements relevant de l'accord de Paris, l'UE réduira les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % d'ici à 2030. Des initiatives de l'UE comme la stratégie sur les matières plastiques et l'interdiction des plastiques à usage unique font de l'Europe un précurseur au niveau mondial dans la transition vers une économie plus circulaire. Les efforts de diversification des importations d'énergie et de renforcement du marché commun de l'énergie de l'UE commencent à porter leurs fruits. Au début du mandat, six États membres (la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Finlande et la Suède) étaient entièrement dépendants d'un seul fournisseur de gaz. Aujourd'hui, seule la Finlande se trouve encore dans cette situation, mais le gaz ne représente qu'une part limitée de son bouquet énergétique total. Ces éléments nous rendront moins dépendants des importations d'énergie, stimuleront la transition énergétique et nous aideront à atteindre nos objectifs en matière de climat;

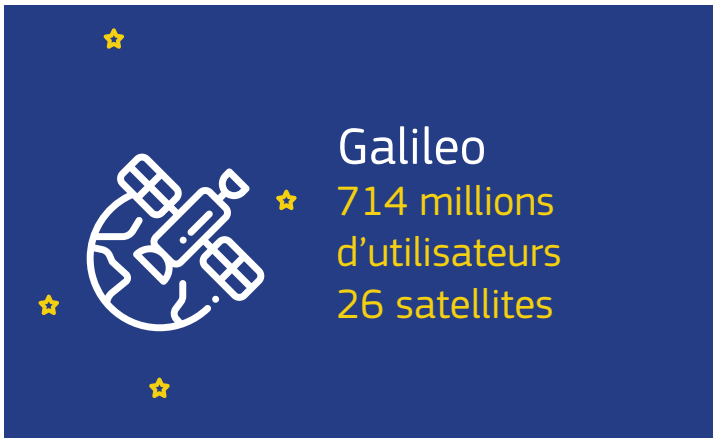
- dans des domaines d'action apparemment controversés, l'UE a été en mesure de réaliser des progrès remarquables au cours des cinq dernières années. Dans le domaine de la **politique sociale**, l'UE a pris des mesures communes et déterminées pour faire en sorte que notre marché du travail et nos institutions de protection sociale puissent relever les défis à venir et soutiennent pleinement notre économie sociale de marché. Sur les 25 propositions présentées par la Commission – de la **réforme de la directive sur le détachement de travailleurs** à l'**accès à la protection sociale** en passant par l'**Autorité européenne du travail,** l'**acte législatif européen sur l'accessibilité,** l'**équilibre entre vie professionnelle et vie privée** et l'**amélioration des conditions de travail** –, 24 ont été approuvées. Seule la proposition relative à la réforme de la coordination de la sécurité sociale est toujours pendante. Le **socle européen des droits sociaux,** proclamé conjointement par le Parlement européen, le Conseil et la Commission à Göteborg le 17 novembre 2017[7], sert de boussole pour une convergence renouvelée vers de meilleures conditions de travail et de vie sur l'ensemble du continent. Des progrès ont également été accomplis dans le **domaine de la fiscalité.** Sur les 21 propositions présentées par la Commission, 14 ont fait l'objet d'un accord, notamment celles sur la transparence fiscale, la lutte contre l'évasion fiscale et la taxe sur la valeur ajoutée. D'autres propositions importantes comme celles relatives à l'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés et à la fiscalité du numérique sont toujours en cours;

- parmi les propositions pendantes à l'heure actuelle, 57 se rapportent au **prochain cadre financier pluriannuel** (2021-2027) et aux programmes de dépenses pour différents domaines d'action. La Commission a présenté toutes ces propositions en mai et en juin 2018. Si des accords partiels ont été dégagés entre le Parlement européen et le Conseil sur 11 de ces propositions, elles restent toutes pendantes car un accord sur le cadre global est requis avant que les différents programmes sectoriels puissent être finalisés. Le Conseil européen de décembre 2018 a conclu qu'un accord devrait être trouvé d'ici à l'automne 2019;

- l'investissement dans le capital humain est une priorité du programme stratégique actuel. Le **programme Erasmus+** et ses prédécesseurs ont déjà permis à 10 millions de personnes d'étudier, de se former ou de faire du volontariat à l'étranger. Lancé il y a juste un peu plus de deux ans, le **corps européen de solidarité** montre le niveau d'engagement et de civisme des jeunes européens: plus de 120 000 d'entre eux ont fait part de leur intérêt et environ 14 000 ont déjà entamé une période de volontariat. Ce chiffre devrait atteindre la barre des 23 000 à la fin de l'année 2019;

- **Copernicus et Galileo,** les services spatiaux européens d'observation de la Terre et de localisation, sont à présent opérationnels et devraient apporter

[7] Proclamation interinstitutionnelle sur le socle européen des droits sociaux, JO C 248 du 13.12.2017, p. 10.



des avantages tangibles au marché unique. Ils contribuent à la croissance économique et soutiennent notre action dans des domaines tels que le changement climatique, l'agriculture, les océans, les transports, la numérisation, la surveillance des frontières, la sécurité et la défense. Le programme spatial Galileo maintient l'Europe dans la course à l'espace et montre la vraie valeur de la souveraineté européenne. **Aucun État membre n'aurait pu à lui seul mettre en orbite 26 satellites dont bénéficient plus de 700 millions d'utilisateurs actuels dans le monde;**

- des progrès substantiels ont été réalisés en ce qui concerne l'**union des marchés des capitaux.** Sur les 13 propositions présentées par la Commission, seulement 2, portant sur le financement participatif et l'opposabilité aux tiers de la cession de créances, sont toujours en cours. Grâce au nouveau **règlement Prospectus,** les entreprises et en particulier les petites et moyennes entreprises pourront plus facilement lever des fonds sur les marchés des capitaux. Le **produit paneuropéen d'épargne-retraite individuelle** et les **mesures destinées à améliorer le marché des investissements transfrontières de l'UE** offrent aux citoyens de nouvelles possibilités d'épargne et d'investissement et contribuent à la mise en place de marchés plus profonds et plus liquides;

- depuis novembre 2014, l'UE a conclu et commencé à mettre en œuvre de **nouveaux accords commerciaux équilibrés,** dont sortent du lot l'accord de partenariat économique avec le Japon – le plus grand accord commercial jamais conclu par l'UE – et l'accord économique et commercial global UE-Canada. Des accords commerciaux avec 13 autres pays sont également entrés en vigueur. Au cours de la même période, l'UE a finalisé des accords commerciaux avec les Communautés d'Afrique de l'Est et de l'Ouest, Singapour, le Viêt Nam et le Mexique, a lancé de nouvelles négociations avec l'Australie, le Chili, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Tunisie et poursuit les négociations avec le Mercosur, l'Indonésie, ainsi qu'avec la Chine[8] au sujet d'un accord global en matière d'investissement. La plus grande transparence des négociations instaurée par la Commission Juncker s'est avérée essentielle pour leur réussite;

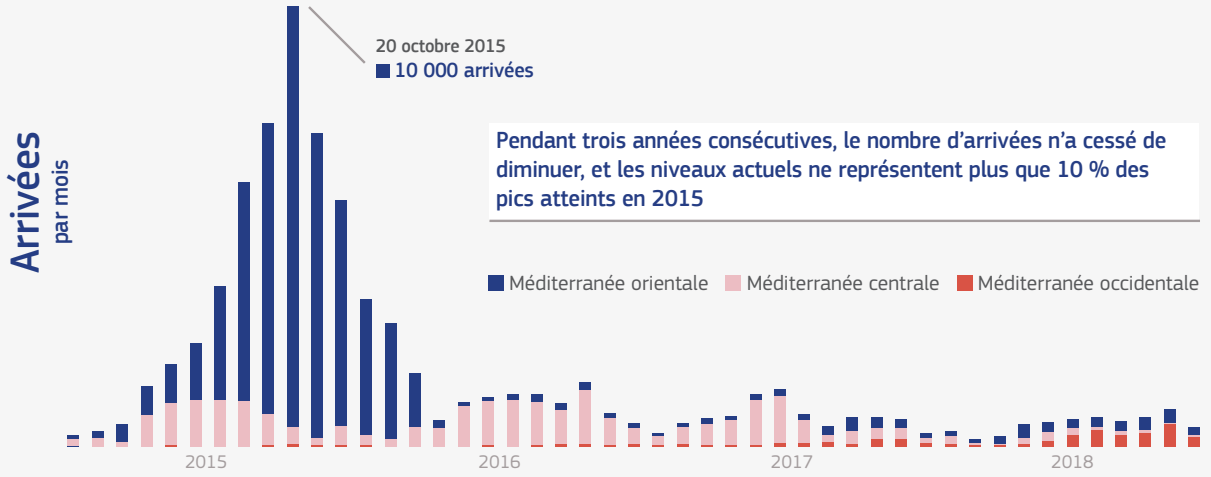
- pour assurer des conditions équitables pour tous dans le commerce mondial, les **instruments de défense commerciale** ont été modernisés. Ceux-ci permettent désormais à l'UE de réagir plus efficacement aux pratiques commerciales déloyales. Le nouveau **mécanisme de coopération pour le filtrage des investissements directs étrangers** nous aide à recenser les cas dans lesquels des investissements étrangers menacent notre sécurité. Seules 3 propositions sur 17 dans le domaine du commerce sont en attente d'adoption (protection contre la législation extraterritoriale, contrôle des exportations de biens à double usage et marchés publics internationaux);

- pour protéger le droit fondamental des citoyens au respect de leur vie privée, l'UE a fixé des normes mondiales en adoptant le **règlement général sur la protection des données.** Afin d'améliorer la sécurité des Européens en ligne et dans le monde réel, les pays de l'UE coopèrent désormais contre la **fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces.** Le **règlement sur la cybersécurité** a introduit des certificats européens pour les produits et les services connectés. De **nouvelles règles relatives à la lutte contre le terrorisme, aux dossiers passagers (Passenger Name Records) pour le transport aérien ainsi qu'aux produits permettant de fabriquer des bombes et aux armes à feu** contribuent à la prévention des actes terroristes et criminels. Le nouveau **Parquet européen,** en cours de création avec 22 États membres, enquêtera sur les dossiers pénaux impliquant des fonds de l'UE ou une fraude transfrontière à la taxe sur la valeur ajoutée;

- L'action de l'UE a produit des **résultats tangibles en matière de migration,** notamment sous la pression de la crise de 2015, non sans susciter des controverses. L'intensification de la coopération avec les pays d'origine et de transit grâce au cadre de partenariat a contribué à la mise en place par l'UE de nouveaux accords de réadmission et aide les pays tiers à s'attaquer aux causes profondes de la migration. La **déclaration UE-Turquie** et l'enveloppe de 6 milliards d'euros consacrée à la **facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Turquie** aident cette dernière à accueillir près de quatre millions de réfugiés. La coopération de l'UE avec la Turquie a également permis de contribuer à la réduction des franchissements irréguliers et dangereux des frontières de l'UE et de diminuer le nombre de vies perdues en mer. Aujourd'hui, **le nombre d'arrivées irrégulières est**

[8] Communication conjointe de la Commission européenne et de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité intitulée «UE-Chine – Une vision stratégique», JOIN(2019) 5 final, 12.3.2019.

La situation aujourd'hui: franchissements irréguliers des frontières le long des trois principales routes migratoires



Source: Commission européenne.

revenu aux niveaux enregistrés avant la crise. Les arrivées ont reculé de 80 % en Méditerranée centrale par rapport à 2016, et de 90 % en Méditerranée orientale par rapport aux pics atteints en 2015. Les opérations de l'UE ont contribué à sauver 730 000 vies depuis 2015. Grâce aux **programmes de réinstallation de l'UE,** plus de 50 000 personnes parmi les populations les plus vulnérables du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne ont trouvé refuge dans l'UE depuis 2015. Dans le cadre du mécanisme de relocalisation d'urgence de l'UE établi par le Conseil en 2015, près de 35 000 demandeurs d'asile (soit tous ceux qui étaient éligibles) ont été relocalisés avec succès depuis l'Italie et la Grèce vers d'autres États membres de l'UE. Le **fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique,** doté d'une enveloppe de 4,2 milliards d'euros, contribue à la lutte contre les causes profondes des déplacements forcés et de la migration irrégulière, ainsi qu'à une meilleure gestion des migrations.

- En établissant le **corps européen de gardes-frontières et de garde-côtes** et en étendant sa capacité à 5 000 membres d'ici à 2021 et à 10 000 d'ici à 2027, au plus tard, tous les États membres ont endossé une responsabilité commune supplémentaire en ce qui concerne la protection des frontières extérieures de l'UE. En outre, les frontières extérieures de l'UE ont été renforcées par l'introduction d'un **système d'entrée/sortie** et d'un **système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages.**

- Avec le **programme RescEU,** l'Union a créé une réserve supplémentaire de moyens d'intervention, comprenant notamment des avions et des hélicoptères bombardiers d'eau, pour venir en aide aux États membres en cas de besoin. Ce programme renforce aussi considérablement le soutien financier aux moyens enregistrés dans la réserve européenne de protection civile (par exemple, pour les coûts d'adaptation, de réparation et d'exploitation) et contribue au partage transfrontière d'informations et de connaissances en matière de prévention des catastrophes. Il améliore aussi la coordination avec le Fonds de solidarité de l'Union européenne qui, depuis novembre 2014, a aidé les personnes dans les régions frappées par des catastrophes, à hauteur de plus de deux milliards d'euros

- En dépit de l'ampleur des défis liés à la migration et à la sécurité, l'espace **Schengen** de libre circulation des personnes a été préservé. Il reste qu'aujourd'hui encore, plusieurs États maintiennent des contrôles temporaires aux frontières intérieures, remettant ainsi en cause le bon fonctionnement de l'espace Schengen à long terme ainsi que ses avantages pour les citoyens et l'économie de l'Europe. Dans l'esprit de la **feuille de route de la Commission intitulée «Revenir à l'esprit de Schengen»**[9] de mars 2016, les États membres doivent continuer à consentir des efforts substantiels pour renforcer la confiance mutuelle et revenir à une situation dans laquelle les frontières intérieures sont ouvertes dans toute l'Union.

- Le rôle de l'UE sur la scène mondiale s'est renforcé. L'Union a notamment consolidé son partenariat avec l'Afrique grâce à l'**alliance Afrique-Europe pour un investissement et des emplois durables** de 2018. En mobilisant 44 milliards d'euros d'investissements jusqu'en 2020, le **plan d'investissement extérieur** de l'UE donne des résultats concrets en Afrique et dans les pays du voisinage à l'appui des réformes,

[9] Communication de la Commission intitulée «Revenir à l'esprit de Schengen – Feuille de route», COM(2016) 120 final du 4.3.2016.

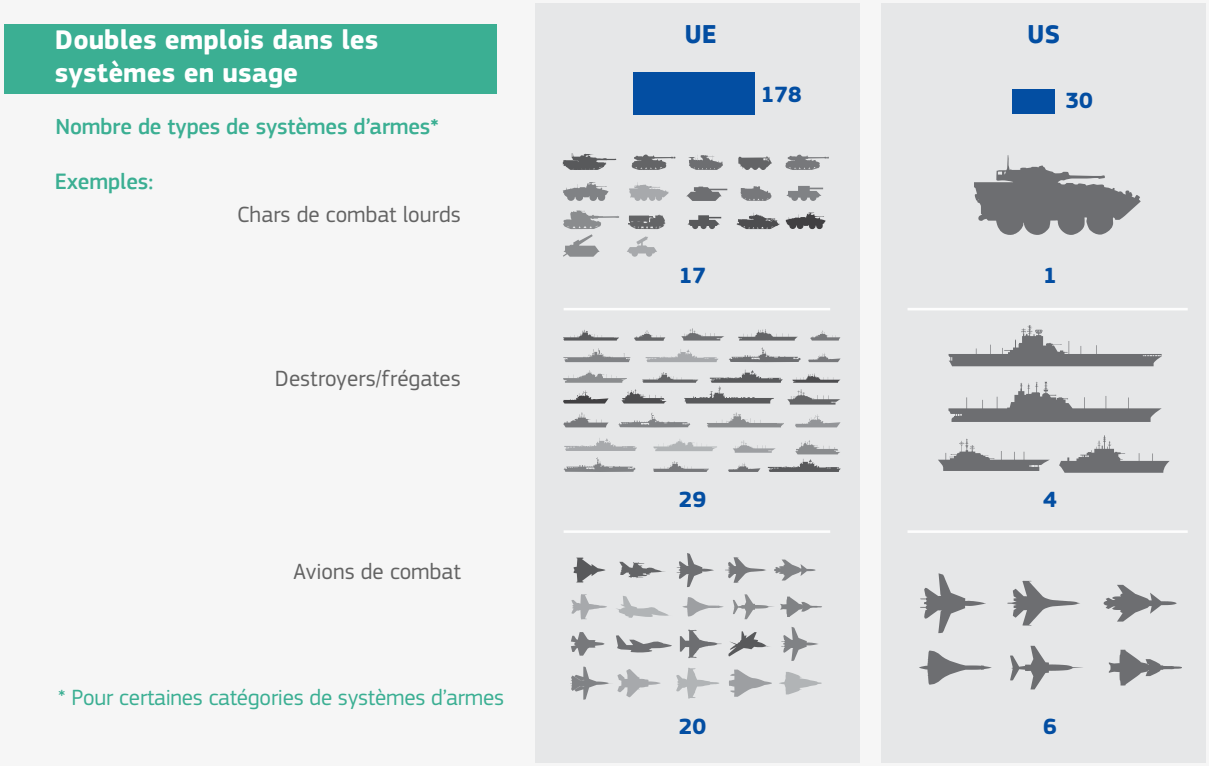
des investissements dans les infrastructures et du financement des petites et moyennes entreprises. L'UE a également redoublé d'efforts pour assurer la stabilité de son voisinage. Par sa politique d'élargissement ferme et crédible, l'UE exporte la stabilité et promeut une transformation politique, économique et sociale dans les **Balkans occidentaux.** Elle a donné un nouvel élan à ce programme avec l'adoption de la stratégie pour les Balkans occidentaux de 2018.

- Depuis 2014, sous l'impulsion du président Juncker qui a inscrit la défense parmi les priorités de son programme politique, l'UE a accompli des progrès sans précédent dans les domaines de la sécurité et de la défense. La **coopération structurée permanente,** qui rassemble 25 États membres en vue d'approfondir la coopération en matière de défense dans le cadre de l'Union, sera un moteur de progrès supplémentaires. Le **Fonds européen de la défense,** récemment adopté, ainsi que les programmes qui l'ont précédé, favorisent une industrie de la défense forte, innovante et efficace et accroissent l'autonomie de l'UE.

- Dans le cadre des efforts visant à rendre l'élaboration des politiques de l'UE plus transparente et plus responsable, l'**initiative citoyenne européenne** a été réformée de façon à la rendre plus accessible. Le processus a été simplifié et propose à présent une plateforme collaborative offrant un soutien pratique aux organisateurs, avec à la clé une hausse de 14 % d'initiatives enregistrées et une baisse de 80 % d'initiatives non enregistrées dans le cadre de la présente Commission par rapport à la Commission précédente[10].

- Au cours de son mandat actuel, aucune proposition de la Commission n'a été rejetée par le Conseil, et **deux propositions ont été formellement rejetées par le Parlement européen.** Le premier rejet concernait une proposition de nouvelles règles applicables aux organismes génétiquement modifiés (OGM) qui aurait permis à chaque État membre d'interdire des denrées alimentaires et aliments pour animaux génétiquement modifiés sur son territoire. La seconde proposition rejetée avait pour objet une réaffectation de fonds (fonds de développement régional, fonds agricoles ou fonds pour la pêche) afin d'accroître l'appui de l'Union à des réformes économiques structurelles. Dans quelques autres cas, les travaux ont effectivement été interrompus, bien qu'il n'y ait pas eu de rejet formel. Relevons par exemple une proposition de réforme visant à accroître la transparence et l'obligation de rendre des comptes des comités des représentants

Doubles emplois dans les dépenses européennes en matière de défense



Source: Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (données de 2016), Institut international d'études stratégiques (bilan militaire 2017), Centre européen de stratégie politique, Rapport de Munich sur la sécurité, 2017.

[10] Au cours du mandat de la présente Commission, 33 initiatives ont été enregistrées et seulement 4 initiatives ne l'ont pas été, contre, respectivement, 29 et 20 initiatives pendant le mandat de la Commission précédente.

nationaux qui supervisent les pouvoirs d'exécution de la Commission (connus sous le nom de «comitologie» – effectivement bloquée au Conseil) et la proposition de carte électronique européenne de services (à laquelle la commission compétente du Parlement européen s'est opposée, mais sur laquelle le Parlement n'a jamais voté en séance plénière).

Conserver l'orientation stratégique face aux difficultés et aux périodes de crise

Ces cinq dernières années, outre qu'elle devait mettre en œuvre son propre programme stratégique, l'UE a dû faire face à plusieurs crises. Il a donc fallu mettre en place de **nouvelles formes de gouvernance et de gestion au niveau de l'Union.** La Commission a pris les devants en changeant fondamentalement sa propre structure en novembre 2014, axant sa stratégie sur un nombre plus restreint de priorités et de propositions législatives. En chargeant les vice-présidents de diriger des équipes de projets concentrant leurs travaux sur des domaines d'action liés aux 10 priorités politiques, et en mettant en place des services et des groupes de travail de la Commission travaillant spécifiquement sur les nouveaux enjeux, le président Juncker a permis à la Commission de mener à bien le programme stratégique de l'UE de manière efficace et intelligible. Il l'a fait en décloisonnant les différents domaines d'action et en encourageant une perspective plus large et plus globale.

Empêcher le «Grexit»: dans les premiers mois de son mandat, la Commission Juncker a dû faire face à une nouvelle crise alors que la Grèce était incapable de mettre en œuvre le deuxième programme dont elle faisait l'objet, faisant craindre un «Grexit» pendant plusieurs semaines. Tout au long du premier semestre 2015, le président Juncker, son vice-président pour l'euro et le dialogue social et son commissaire chargé des affaires économiques et de la fiscalité ont négocié sans relâche avec le nouveau gouvernement grec, les États membres de la zone euro, le mécanisme européen de stabilité, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international pour préparer le terrain en vue de l'élaboration d'un nouveau programme de soutien à la stabilité. Ce dernier a été adopté lors du sommet de la zone euro des 12 et 13 juillet 2015. Pour la première fois, le programme a été soumis par la Commission à une analyse ex ante de ses possibles incidences sociales. La Commission a aussi élaboré un plan pour aider la Grèce à stabiliser son économie et à optimiser l'utilisation des fonds de l'UE pour stimuler l'emploi, la croissance et l'investissement. L'UE a mobilisé jusqu'à 35 milliards d'euros pour la Grèce au titre de divers programmes de financement pour la période 2014-2020, ce qui a généré en Grèce une hausse du PIB estimée à 2 %. La Commission, par l'intermédiaire de son nouveau service d'appui à la réforme structurelle créé en 2015, a fourni et coordonné un soutien technique de grande envergure pour aider la Grèce à mettre en place l'appui administratif nécessaire à ses réformes. En juillet 2015, alors que la situation était critique, la Commission, grâce à un prêt à court terme, a contribué à mobiliser 7 milliards d'euros de financementsrelais dans le cadre du mécanisme européen de stabilisation financière, évitant ainsi à la Grèce de devoir inopinément quitter la zone euro. En août 2018, la Grèce est sortie avec succès d'un programme de soutien à la stabilité de trois ans qui a fourni un total de 61,9 milliards d'euros de prêts sur la base de la mise en œuvre d'un programme de réforme global sans précédent. Il convient maintenant de maintenir cette dynamique de réforme. Quoi qu'il en soit, les efforts de la population grecque, l'appui de la Commission et la solidarité des 18 autres États membres de la zone euro ont mis fin une fois pour toutes à toutes les spéculations au sujet d'un «Grexit».

Migration: en 2015 est survenue la crise des réfugiés la plus grave que le monde ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale, ce qui a eu pour l'Union européenne des répercussions immédiates et profondes. Devant les défis à relever, le président Juncker a, pour la première fois, nommé un commissaire pour la migration. Il a également chargé son premier vicepréside nt de coordonner toutes les actions nécessaires, dans leurs dimensions tant internes qu'externes, avec l'ensemble des commissaires et des directeurs généraux. Cela a permis une présentation cohérente de la déclaration UE-Turquie et facilité les préparatifs en vue des sommets UE-Turquie, en étroite collaboration avec le président Juncker. Depuis l'adoption de l'Agenda européen en matière de migration en 2015, l'UE a pris des mesures décisives dans trois domaines d'action essentiels: la collaboration avec des partenaires de pays tiers, la protection de nos frontières extérieures et la collaboration au sein de l'Union. L'UE a étoffé sa capacité opérationnelle à aider les États membres à gérer la migration. Elle a ainsi notamment pu renforcer ses agences et fournir un appui opérationnel et financier rapide et efficace aux États membres sous pression, en particulier à la Grèce et à l'Italie.

Tensions commerciales: dans un monde où les tensions commerciales vont croissant, la Commission Juncker a pris un certain nombre de mesures depuis 2017 pour renforcer la légitimité et le caractère inclusif des processus de négociation et d'adoption en matière de politique commerciale. Tous les textes relatifs aux négociations sont publiés, notamment les recommandations relatives aux nouveaux mandats de négociation, les projets de directives de négociation, les propositions de textes de négociation, les rapports sur les cycles de négociation et les résultats des négociations en cours. La Commission a créé un groupe

consultatif sur les accords commerciaux pour pouvoir dialoguer avec la société civile et recueillir plus facilement des avis et des points de vue différents auprès d'un groupe large et équilibré de parties prenantes, réunissant des syndicats, des organisations d'employeurs, des groupes de défense des consommateurs et d'autres organisations non gouvernementales. La Commission a également adopté une nouvelle approche pour ses accords bilatéraux en matière de commerce et d'investissement. Les négociations en vue d'accords commerciaux couvrent des domaines dans lesquels l'UE dispose d'une compétence exclusive, tandis que les négociations en vue d'accords de protection des investissements couvrent à la fois des domaines dans lesquels l'UE dispose d'une compétence exclusive et ceux dans lesquels elle partage les compétences avec les États membres. L'accord de partenariat économique avec le Japon a été le premier accord à suivre avec succès cette nouvelle approche.

Le 25 juillet 2018, le président Juncker et le président Trump se sont accordés sur une nouvelle phase de liens d'amitié étroits et de relations commerciales solides entre les ÉtatsUnis et l'UE. Ils ont adopté une déclaration conjointe UE-EU, empêchant une escalade dans les tensions commerciales et établissant un programme commercial transatlantique constructif. Ils ont décidé de mettre sur pied sans délai un groupe de travail exécutif réunissant leurs plus proches conseillers en vue de la réalisation de ce programme commun. Au sein de la Commission, les travaux de ce groupe bénéficient de l'appui de tous les services de la Commission et sont coordonnés par le secrétariat général. Cela a eu pour conséquence directe l'absence d'imposition de nouveaux droits de douane jusqu'à ce jour, et l'Union européenne et les États-Unis s'emploient actuellement à éliminer tous les droits de douane existants sur les produits industriels, ainsi qu'à améliorer leur coopération. En avril 2019, le Conseil a donné mandat à la Commission pour négocier avec les États-Unis un accord relatif aux droits de douane sur les produits industriels et un accord sur les évaluations en matière de conformité, concrétisant ainsi la déclaration Juncker-Trump.

Sécurité: au lendemain des effroyables attentats terroristes qui ont frappé Paris en 2015, la Commission a adopté le programme européen en matière de sécurité, visant à orienter l'action de l'UE face à la complexité et à l'évolution rapide de l'environnement en matière de sécurité. En nommant un commissaire pour l'union de la sécurité, habilité à coordonner les mesures en matière de sécurité dans tous les domaines d'action, avec le soutien d'un groupe d'experts spécialisés issus de tous les services compétents de la Commission, le président Juncker a adopté une approche cohérente, efficace et transversale. Les diverses mesures adoptées visent à lutter contre les défis transfrontières en matière de terrorisme et de criminalité organisée en améliorant les échanges d'informations et en renforçant la cybersécurité ainsi que la coopération opérationnelle entre les autorités répressives et avec les agences de l'UE. Ces nouvelles mesures ont également doté les autorités répressives nationales des outils nécessaires à une lutte efficace contre le terrorisme, la criminalité transfrontière et la cybercriminalité, et ont augmenté la résilience de l'UE face à ces menaces.

Brexit: en janvier 2013, le Premier ministre de l'époque, David Cameron, a annoncé son intention d'organiser un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne. À la suite de la demande d'un «nouvel arrangement» formulée par le RoyaumeUni en novembre 2015, le président Juncker a mis sur pied un groupe de travail de la Commission sur les «questions stratégiques liées au référendum au Royaume-Uni», dirigé par Jonathan Faull, un directeur général expérimenté. Cette équipe était chargée d'élaborer, au nom de l'UE, de nouvelles dispositions concernant l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE. En février 2016, ces travaux ont abouti à une nouvelle série de dispositions répondant aux préoccupations du Royaume-Uni, notamment une décision juridiquement contraignante des chefs d'État ou de gouvernement de l'UE, réunis au sein du Conseil européen[11]. Les États membres de l'UE à 27 ont soutenu à l'unanimité ces nouvelles dispositions, tout comme le Royaume-Uni. Malgré ces efforts, le 23 juin 2016, 51,9 % des électeurs ont voté en faveur d'une sortie de l'UE, contre 48,1 % en faveur d'un maintien dans l'UE.

À l'issue du référendum, le président Juncker a immédiatement créé une task-force «article 50» chargée de préparer les négociations à mener avec le Royaume-Uni dans la perspective de sa sortie de l'Union européenne. Il a nommé à sa tête, en tant que négociateur en chef, M. Michel Barnier, ancien vice-président de la Commission et ancien ministre français des affaires étrangères. Le Conseil a rapidement nommé la Commission négociateur de l'Union. Les négociations n'ont toutefois démarré qu'en juin 2017, le Royaume-Uni n'ayant formellement notifié son intention de quitter l'Union, au titre de l'article 50 du traité sur l'Union européenne, qu'en mars 2017. Des élections générales ont eu lieu dans la foulée. Un accord garantissant le retrait ordonné du Royaume-Uni a alors été négocié, de même qu'une déclaration politique exposant les éléments d'un partenariat ambitieux, large, approfondi et souple. La Commission a veillé à ce que les négociations soient menées en toute transparence et en étroite coopération avec les États membres de l'UE à 27 et le Parlement européen tout au long du processus. Tant l'accord de retrait que la déclaration politique sur les relations futures entre l'Union européenne et le Royaume-Uni ont recueilli le soutien unanime de l'ensemble des États membres de l'UE à 27, ainsi que celui du gouvernement du Royaume-Uni. Parallèlement aux négociations, la Commission s'est

[11] Un nouvel arrangement pour le Royaume-Uni dans l'Union européenne, JO C 69I du 23.2.2016. En février 2016, le Conseil européen a convenu que si l'issue du référendum au Royaume-Uni devait être la sortie du pays de l'Union européenne, l'ensemble des dispositions du nouvel arrangement cesseraient d'exister.

également préparée, dès décembre 2017, à un scénario de Brexit «sans accord». Un groupe pour la préparation du Brexit a été mis en place au sein de son secrétariat général et a préparé plus de 90 communications aux parties prenantes et 19 propositions législatives afin de garantir que l'UE à 27 était bien préparée au scénario non souhaité mais possible d'un retrait désordonné du Royaume-Uni de l'Union.

Au total, la Commission a passé 4 mois à négocier de nouvelles dispositions avec le Premier ministre de l'époque, David Cameron, et 18 mois à négocier l'accord de retrait et la déclaration politique avec la Première ministre, Theresa May. La création d'équipes spécialisées au sein de la Commission pour traiter les questions relatives au Royaume-Uni a permis de faire en sorte que ces négociations ne détournent pas l'attention des travaux sur le programme concret de l'UE. Cela a permis à la Commission de se consacrer pleinement à la mise en œuvre du programme stratégique de l'UE sans aucune interférence liée au caractère imprévisible des négociations sur le Brexit. Le Conseil européen a pleinement adhéré à cette approche. Comme mentionné au point 27 des orientations du Conseil européen (article 50) pour les négociations sur le Brexit, adoptées le 29 avril 2017, «[l]e Conseil européen demeure déterminé à faire avancer de manière ambitieuse les priorités que l'Union s'est fixées. Les négociations menées avec le Royaume-Uni seront tenues séparées des activités de l'Union qui sont en cours et n'empiéteront pas sur leur déroulement».

Les défis de l'Europe dans le contexte mondial

Nous vivons une époque de transitions. Au niveau mondial, nous évoluons vers un système multipolaire au sein duquel doivent cohabiter des intérêts et des aspirations différents. Sur le plan économique, nous allons devoir composer avec une pression accrue sur des ressources toujours plus limitées et une concurrence internationale à la croissance exponentielle. À ces éléments vient s'ajouter le souhait légitime de chacun de prendre part à la prospérité future. Dans le domaine technologique, nous nous orientons vers un modèle dans lequel les capacités humaines seront de plus en plus amplifiées par les machines.

Les mutations économiques et professionnelles, le changement climatique et l'évolution de la géopolitique façonnent déjà notre Union et seront d'importants déterminants de notre futur. Les dirigeants devront y être particulièrement attentifs lorsqu'ils définiront, à la lumière des résultats des élections du Parlement européen, notre niveau d'ambition et nos priorités pour les cinq prochaines années et celles qui suivront.

Parmi les nombreux défis auxquels l'Europe sera confrontée à moyen et long terme, quatre phénomènes se détachent. Notre aptitude à en tirer avantage dépendra de la manière dont nous les anticiperons et dont nous nous y préparerons.

Le virage numérique

Le virage numérique et les nouvelles technologies vont révolutionner notre façon de vivre et de travailler. De nouvelles possibilités verront le jour, en particulier dans les domaines de la santé, de la mobilité, de l'industrie et de la science. Celles-ci recèlent un potentiel important pour la compétitivité et la croissance futures de l'Europe. Dans le même temps, le virage numérique comporte des risques, dont celui de voir le fossé en matière de compétences numériques se creuser et les fractures sociales et régionales s'élargir sur notre continent.

La croissance des données dépasse celle des capacités de traitement, ce qui rend l'intelligence artificielle de plus en plus importante pour interpréter et exploiter les flux de données. L'Europe est en concurrence avec les autres régions du monde pour avoir la maîtrise à la fois des technologies et des données. Des entreprises à la pointe de la technologie, en particulier des États-Unis et de Chine, sont rapidement devenues les plus grandes de la planète et façonnent de nouvelles chaînes de valeur mondiales. Leurs produits et leurs

Aucune entreprise européenne ne figure parmi les 15 plus grandes entreprises numériques

Rang	Entreprise	Pays	Valeur boursière (en milliards d'EUR)
1	Apple		782
2	Amazon.com		663
3	Microsoft		637
4	Google/Alphabet		626
5	Facebook		455
6	Alibaba		431
7	Tencent		409
8	Netflix		129
9	Ant Financial		127
10	eBay + Paypal		113
11	Booking Holdings		85
12	Salesforce.com		80
13	Baidu		71
14	Xiaomi		63
15	Uber		61

Total 4 732 milliards d'EUR

Source: Statista 2019 (données de mai 2018).

services redéfinissent la manière dont les Européens vivent, travaillent et consomment.

L'Europe ne manque pas d'idées commerciales innovantes dans le domaine du numérique, mais nos entreprises novatrices sont peu nombreuses à se développer et à étendre leurs activités sur notre continent ou à façonner ces marchés mondiaux. Le niveau d'ambition des autres grands acteurs, qui bénéficient souvent d'un soutien public, de normes moins élevées ou de taux d'imposition plus faibles, risque de saper l'influence de l'Europe sur les évolutions technologiques mondiales. Ces acteurs mettent aussi à rude épreuve nos valeurs, nos principes éthiques et nos intérêts en ce qui concerne des questions telles que l'économie fondée sur les données, la sécurité des données et le respect de la vie privée et menacent la sécurité de la chaîne d'approvisionnement numérique.

Le changement climatique et l'environnement

Les effets du changement climatique sont de plus en plus visibles et présentent des risques croissants pour la prospérité mondiale, le maintien des niveaux de vie et la sécurité. Les voix qui réclament des actes en Europe et dans le monde entier gagnent en puissance chaque jour, chacun ressentant de plus en plus, dans sa vie quotidienne, les incidences du changement climatique et les mesures prises pour tenter d'y remédier. Des mesures concrètes fermes, mais équitables et équilibrées, sont nécessaires dans ce domaine.

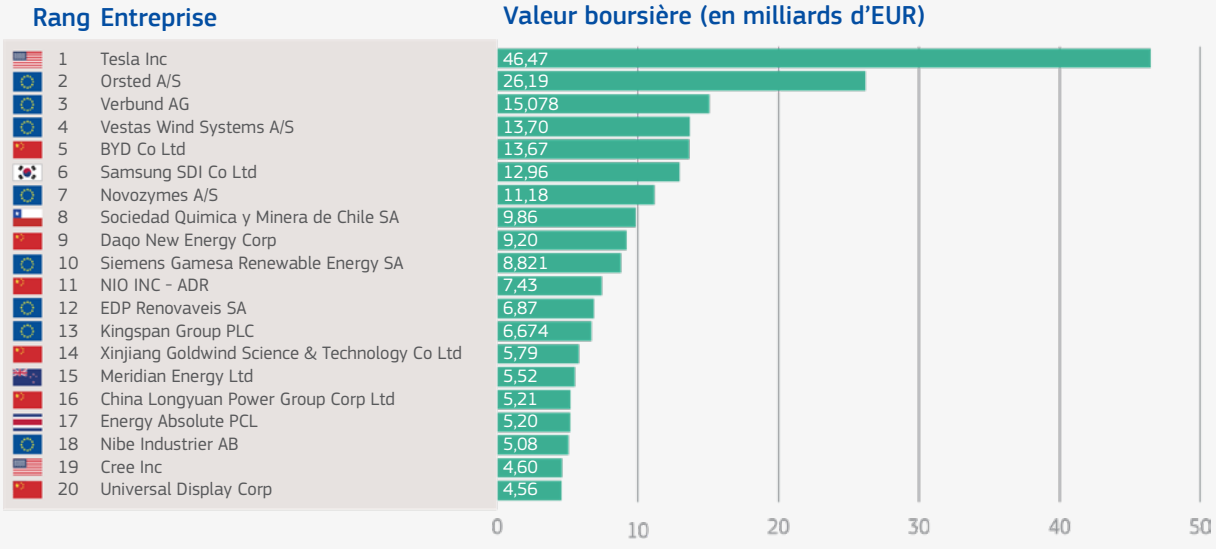
La réalisation des ambitions de l'accord de Paris exigera une forte accélération de la transition mondiale vers des énergies propres. Des investissements considérables seront nécessaires et le secteur financier devra participer à l'effort. Mais quels meilleurs retours sur investissement qu'une planète propre, une dépendance réduite à l'égard des importations d'énergie, une croissance économique durable et le recours accru à des solutions propres et efficaces sur le plan énergétique? Les entreprises européennes figurent parmi les plus grands acteurs mondiaux en ce qui concerne les technologies propres. Dès lors, le changement climatique n'est pas seulement source de problèmes: il peut aussi offrir des possibilités commerciales s'il est abordé de la bonne manière.

Par ailleurs, le changement climatique n'est pas sans difficultés ni sans risques pour l'égalité sociale; il faudra en tenir compte pour faire en sorte que la transition soit équitable pour les travailleurs et les citoyens, en particulier dans les régions qui dépendent du charbon et d'activités à forte intensité de carbone. La transition aura des incidences économiques, sociales et géopolitiques mondiales qui retentiront sur les partenariats et la politique étrangère de l'UE.

Outre le changement climatique et l'énergie, l'épuisement des ressources naturelles au-delà des limites de notre planète entraîne une dégradation de l'environnement qui met en péril notre capacité à répondre aux besoins des générations futures. Cette surexploitation des ressources naturelles menace également notre économie, qui

Les Européens restent bien représentés parmi les plus grandes entreprises au monde dans le secteur des technologies propres

Les plus grandes entreprises de l'indice NEX (New Energy Global Innovation Index), classées en fonction de leur valeur boursière (en février 2019)



Source: indice NEX (New Energy Global Innovation Index).

dépend des importations de matières premières. Pour relever les défis climatiques et environnementaux, nous devons aussi passer à une économie circulaire, protéger les écosystèmes et la biodiversité, rendre notre système alimentaire durable et limiter la déforestation.

La démographie et la société

Les effets de l'évolution démographique seront à l'origine de quelques-uns des défis les plus prévisibles auxquels notre Union et ses États membres seront confrontés à moyen terme. Grâce à la qualité de vie élevée et au bien-être dont ils bénéficient globalement, les Européens continuent de voir leur espérance de vie augmenter. D'ici 2030, notre continent deviendra le premier à afficher un âge médian d'environ 45 ans. Si l'allongement de l'espérance de vie est très positif en soi, il exerce également une pression sur les systèmes de soins de santé et de protection sociale, soulève des questions sans précédent sur le plan de l'équité intergénérationnelle et aura une incidence durable sur nos sociétés dans leur ensemble.

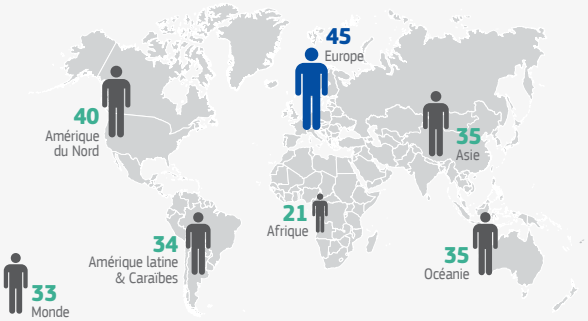
Parallèlement, une diminution globale du taux de natalité entraînera probablement un déclin de la population de l'UE d'ici 2050. Alors que celle-ci représente 6,7 % de la population mondiale aujourd'hui, ce chiffre chutera à 6,1 % en 2030 et à 5,4 % en 2050. La forte croissance de la population dans d'autres parties du monde, la divergence des normes de protection sociale et les répercussions du changement climatique et des conflits risquent d'aggraver encore les pressions migratoires en provenance d'Afrique et d'ailleurs.

L'amélioration de la qualité de vie et l'accès à des services d'enseignement, à des services de reconversion professionnelle, à des services de protection sociale et à des services publics de grande qualité et ouverts à tous figurent parmi les premières préoccupations des Européens. L'accès à des logements sociaux abordables et économes en énergie est problématique. Environ 10 % des ménages de l'UE consacrent plus de 40 % de leurs revenus au logement.

De manière générale, les écarts de prospérité entre les États membres s'amenuisent. L'Europe est de loin le continent où les progrès sont les plus importants en matière de réduction des inégalités.

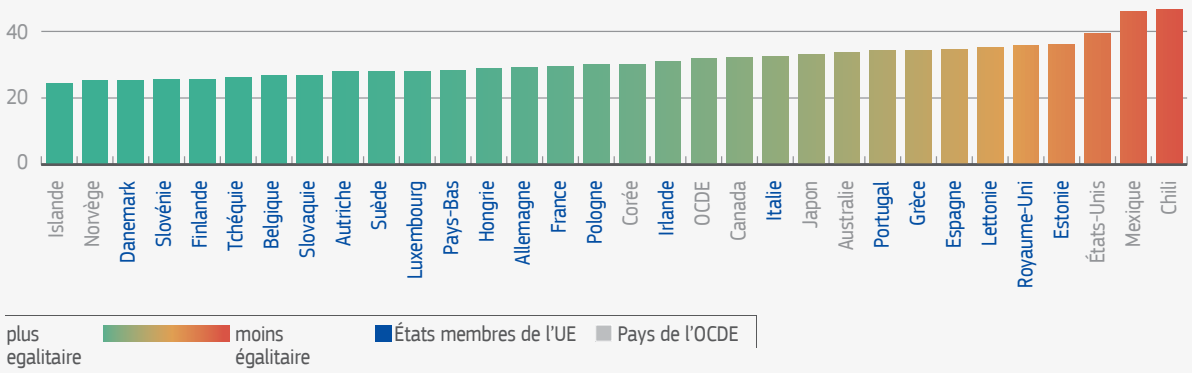
Dans le même temps, les écarts de prospérité risquent de se creuser au sein des États membres, notamment entre les zones urbaines et les régions rurales plus isolées. Bien qu'elle soit difficile, la modernisation économique offrira des possibilités de développement régional accéléré et de création d'emplois. Les technologies et

La population européenne sera la plus âgée au monde d'ici 2030
(âge médian par région du monde)



Source: Rand Europe.

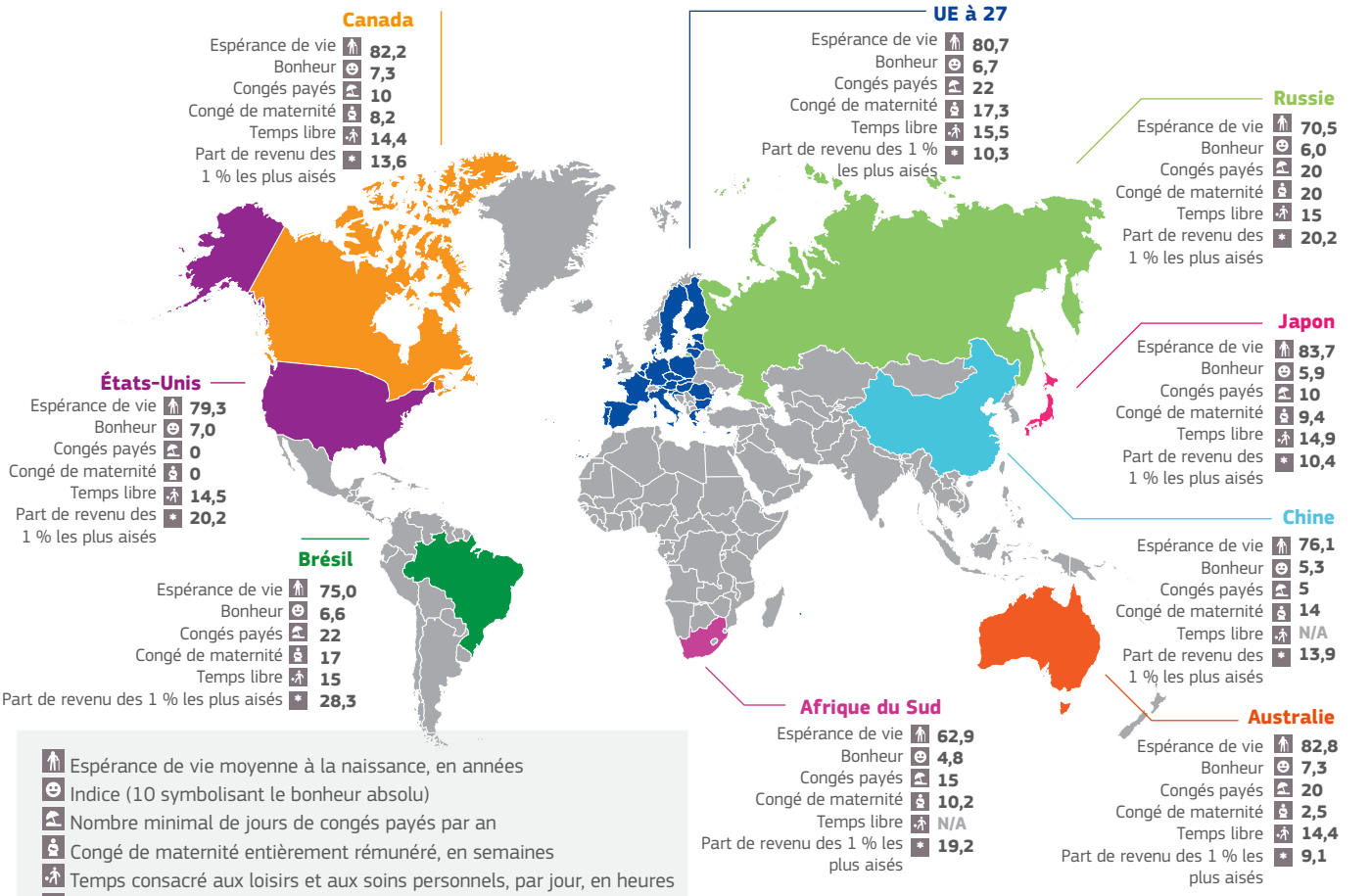
L'Europe compte en son sein les sociétés les plus égalitaires du monde



Remarque: ce graphique illustre la répartition des revenus entre les personnes selon le coefficient de Gini, 0 représentant l'égalité parfaite.
Source: OCDE, dernières données disponibles.

L'Europe figure parmi les régions du monde où la qualité de vie est la plus élevée

Données de 2016 ou dernières données disponibles



Sources: OCDE, Nations unies, Commission européenne, World Income Database.

l'automatisation continueront à modifier profondément notre façon de travailler, de fabriquer des produits et de fournir des services. De nombreux jeunes Européens exerceront des professions qui n'existent pas aujourd'hui et la plupart des travailleurs devront changer d'emploi et renouveler leurs compétences à de multiples reprises au cours de leur carrière.

Un monde de plus en plus multipolaire

L'Europe et le reste du monde sont confrontés à une situation de plus en plus complexe et instable sur le plan de la sécurité. De nouvelles puissances tentent de se faire une place sur la scène mondiale, tandis que des puissances existantes se retirent du système international fondé sur des règles ou vont jusqu'à en perturber le fonctionnement. L'ordre mondial multilatéral et fondé sur des règles est mis à rude épreuve à un moment où il est plus nécessaire que jamais.

Ces dernières années, les **conditions de sécurité** dans l'Union européenne ont profondément changé. Bon nombre de dangers actuels pour la paix et la sécurité en Europe ont pour origine l'instabilité régnant dans le voisinage immédiat de l'UE et l'évolution des formes de menaces.

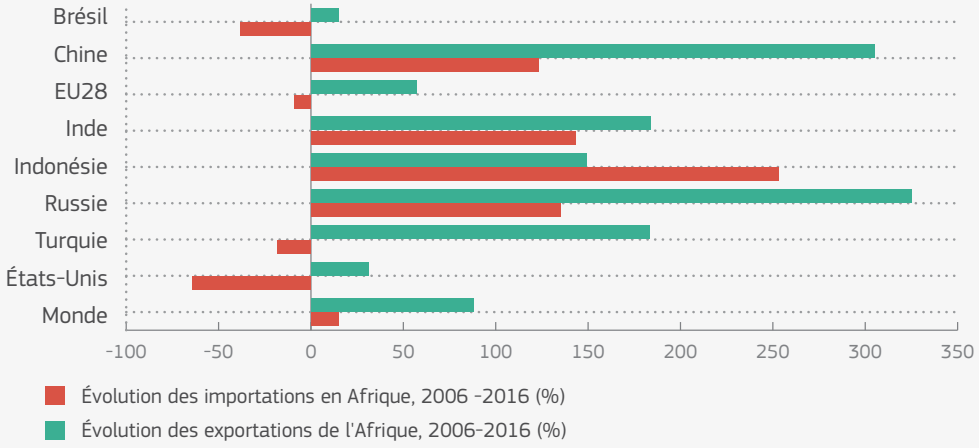
Avec la diffusion des technologies numériques, les menaces hybrides et les menaces pour les infrastructures critiques deviennent de plus en plus courantes. Le risque que des acteurs étrangers mènent des cyberactivités malveillantes et des campagnes de désinformation ciblées pour influencer l'opinion publique ou saper nos démocraties va croissant.

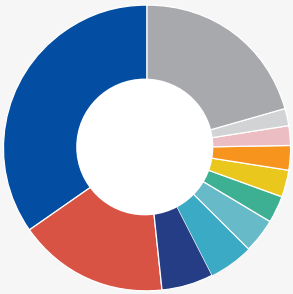
Il est peu probable que la menace terroriste se dissipe dans un avenir proche. Tant sur le plan intérieur qu'à l'étranger, davantage de groupes utilisent des canaux de communication modernes pour répandre des idéologies radicales qui ont pour effet de diviser nos sociétés et de propager l'instabilité dans le monde entier. L'Europe devra agir avec détermination, tant en matière de prévention que pour soutenir les victimes du terrorisme.

Les attentats perpétrés récemment au Sri Lanka et à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, ont montré le rôle central que joue l'internet en permettant aux organisations terroristes de radicaliser des individus, de recruter des membres ainsi que de faciliter et de diriger des activités terroristes. La détection et la suppression rapides des contenus à caractère terroriste en ligne sont essentielles et ne peuvent être efficaces que si elles sont menées aux niveaux européen et mondial, raison pour laquelle la Commission a présenté des propositions en ce sens.

La **concurrence économique** s'intensifie aussi dans le voisinage de l'UE, en Afrique et partout dans le monde. Étant donné que les matières premières se font de plus en plus rares, la concurrence pour l'accès à ces ressources, et à l'eau douce ou à la nourriture en particulier, risque de renforcer et d'amplifier les menaces pour la sécurité. La fragilité sociale et économique qui règne sur la planète en raison de l'incapacité ou de la réticence des gouvernements nationaux à fournir des services de base ou à assurer l'égalité sociale vient encore alimenter l'instabilité et les menaces pour la sécurité. Dans ce paysage mondial qui évolue rapidement, l'Europe et l'Afrique, en particulier, ont beaucoup à gagner de liens économiques et politiques plus étroits. À l'heure où d'autres acteurs mondiaux accordent une attention accrue au continent, l'Europe travaille avec l'Afrique sur la base d'un partenariat d'égal à égal et devrait tenter d'encore renforcer les investissements et les échanges commerciaux. Parallèlement, la dynamique géopolitique souligne le rôle de l'Union européenne en tant que partenaire fiable et stable et comme promoteur de l'ordre multilatéral dans un nombre croissant de pays. L'UE a, par exemple, joué un rôle crucial dans la conclusion et la mise en œuvre de l'accord sur le nucléaire iranien pour procurer à la région une stabilité et une prospérité à long terme. Elle a défendu l'ordre international fondé sur des règles en réagissant fermement à l'annexion de la Crimée par la Russie et à la déstabilisation de l'est de l'Ukraine. Elle a cherché à apporter stabilité, paix et sécurité à la région du Sahel, à la Libye et à l'Afghanistan. Elle a soutenu la mission des Nations unies, notamment en jouant un rôle de premier plan dans les négociations internationales sur le climat qui ont conduit à l'accord de Paris et dans le programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies.

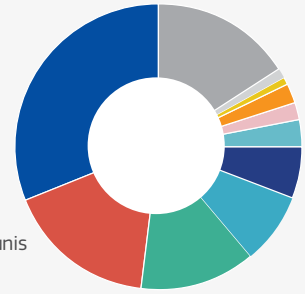
La concurrence s'intensifie pour exercer une influence en Afrique





Part des importations totales en Afrique (%)

35% EU28
17% Chine
6% États-Unis
4% Inde
3% Arabie saoudite
3% Émirats arabes unis
3% Russie
3% Turquie
2% Japon
2% Corée du Sud
21% Reste du monde



Part des exportations totales de l'Afrique (%)

31% EU28
17% Chine
13% Émirats arabes unis
8% Inde
6% États-Unis
3% Suisse
2% Japon
2% Malaisie
1% Brésil
1% Singapour
6% Reste du monde

Source: DOT (FMI), 2006-2016

Recommandations sur l'action à mener en vue du prochain programme stratégique

En mars 2017, à la veille de la commémoration du 60e anniversaire des traités de Rome, la Commission a publié son Livre blanc sur l'avenir de l'Europe[12]. Elle y exposait cinq scénarios possibles pour l'avenir d'une Union européenne comptant 27 États membres. Ces scénarios ont constitué le point de départ d'un débat de grande ampleur sur le futur de cette dernière, dont peuvent s'inspirer les principales priorités du programme stratégique 20192024. La Commission a vivement encouragé la participation des citoyens, concevant de nouvelles formes de consultation et de dialogue, rendant le débat plus souple et interactif, mettant celui-ci en ligne et touchant un public plus large et plus divers.

L'avenir de l'Europe – Réflexions et scénarios pour l'UE-27 à l'horizon 2025

(extraits du Livre blanc de la Commission sur l'avenir de l'Europe, mars 2017)

Scénario nº 1: S'inscrire dans la continuité.

Il est remédié aux problèmes au fur et à mesure qu'ils surviennent et de nouveaux actes législatifs sont adoptés en conséquence. La rapidité de la prise de décision dépend de la rapidité avec laquelle les divergences de vues sont dépassées.

Scénario nº 2: Rien d'autre que le marché unique.

L'accent est mis sur l'approfondissement du marché unique. Les États membres de l'UE-27 n'étendent pas leur collaboration actuelle dans des domaines tels que la migration, la sécurité ou la défense.

Scénario nº 3: Ceux qui veulent plus font plus.

L'UE-27 continue comme aujourd'hui, mais si certains États membres souhaitent aller plus loin, ils collaborent. D'autres peuvent les rejoindre ultérieurement.

Scénario nº 4: Faire moins de manière plus efficace.

L'UE-27 se concentre sur un nombre restreint de priorités, pour lesquelles elle agit rapidement et se dote d'outils d'exécution et d'application solides.

Scénario nº 5: Faire beaucoup plus ensemble.

Les États membres décident qu'ils ne peuvent s'attaquer aux défis qu'à 27 et consacrent davantage de pouvoirs et de ressources au processus décisionnel collectif dans tous les secteurs. Les décisions sont adoptées dans des délais plus courts et sont mises à exécution plus rapidement.

[12] Commission européenne, «Livre blanc sur l'avenir de l'Europe: Réflexions et scénarios pour l'UE-27 à l'horizon 2025», COM(2017) 2025, 1er mars 2017. Le Livre blanc a été suivi de six documents de réflexion de la Commission, à savoir:
- le document de réflexion sur la dimension sociale de l'Europe, 26 avril 2017 (élaboré par le vice-président Valdis Dombrovskis et la commissaire Marianne Thyssen);
- le document de réflexion sur la maîtrise de la mondialisation, 10 mai 2017 (élaboré par le premier vice-président Frans Timmermans et le vice-président Jyrki Katainen);
- le document de réflexion sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire, 31 mai 2017 (élaboré par le vice-président Valdis Dombrovskis et le commissaire Pierre Moscovici);
- le document de réflexion sur l'avenir de la défense européenne, 7 juin 2017 (présenté par la haute-représentante/vice-présidente Federica Mogherini et le vice-président Jyrki Katainen);
- le document de réflexion sur l'avenir des finances de l'UE, 28 juin 2018 (présenté par le commissaire Günther Oettinger et la commissaire Corina Crețu);

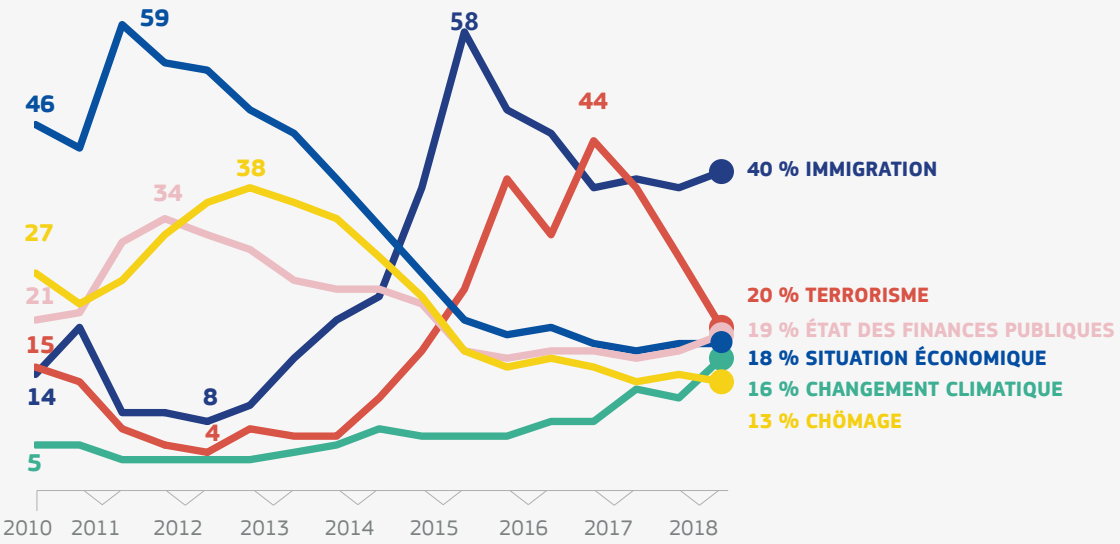
Des centaines de milliers de citoyens de différents âges et de différentes nationalités, religions et tendances politiques ont participé à près de 1 600 débats publics organisés dans des hôtels de ville, des universités et d'autres lieux partout dans l'Union européenne. Plus de 80 000 personnes ont également répondu au questionnaire en ligne sur l'avenir de l'Europe, élaboré par un panel citoyen composé de 96 citoyens européens.

Les sondages d'opinion Eurobaromètre confirment que les priorités des citoyens ont évolué au cours des dernières années, à la lumière des nouveaux défis et de l'évolution du contexte mondial.

En se fondant sur les avancées réalisées par l'Union ces dernières années, en étant attentif aux avis exprimés par les citoyens, et compte tenu du résultat des élections du Parlement européen, le programme stratégique de l'Union pour la période 2019-2024 constitue le moment idéal pour relever les défis et exploiter les possibilités face auxquels l'Europe se trouve aujourd'hui. L'Union européenne a à présent besoin de nouveaux objectifs, ambitieux, réalistes et précis, pour le prochain cycle politique. Chacune de nos actions devrait concourir à placer l'économie, la société et l'environnement de l'Europe sur une trajectoire durable. Pour rendre l'Union plus unie, plus forte et plus démocratique dans un monde de plus en plus incertain, notre action future devrait, selon la Commission, se concentrer sur cinq volets. La Commission a également publié quatre communications sur le renforcement des compétences décisionnelles de l'UE dans des domaines d'intervention essentiels[13].

«Quels sont selon vous les deux problèmes les plus importants auxquels l'UE est actuellement confrontée?»

(Deux réponses au maximum parmi une liste de quatorze propositions)



Remarque: Les données sont indiquées en pourcentage du nombre total de personnes interrogées dans l'UE. Seules les six réponses les plus fréquemment choisies sont représentées dans le graphique.
Source: Eurobaromètre, automne 2018.

[13] Communications de la Commission intitulées «Une Europe plus forte sur la scène internationale: un processus de décision plus efficace pour la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE», COM(2018) 647, 12 septembre 2018; «Vers un processus décisionnel plus efficace et plus démocratique en matière de politique fiscale dans l'Union», COM(2019) 8, 15 janvier 2019; «Une prise de décision plus efficace en matière de politique sociale: renforcer le passage au vote à la majorité qualifiée dans certains domaines», COM(2019) 186, 16 avril 2019; «Un processus décisionnel plus efficace et démocratique pour la politique de l'UE en matière d'énergie et de climat», COM(2019) 177, 9 avril 2019.

1 Une Europe qui protège

Le projet européen est synonyme de paix et de prospérité depuis plus de sept décennies. La voie choisie par l'Europe pour assurer cette paix et cette sécurité repose sur un mélange soigneusement dosé d'actions civiles et militaires ciblées: c'est ce qui fait de l'Union européenne un acteur aussi unique sur la scène internationale en matière de sécurité. La paix mondiale requiert une action à l'échelle internationale et l'UE, en tant que projet de paix le plus abouti de toute l'histoire, doit pleinement jouer son rôle à cet égard. Elle doit, chaque fois que cela est possible, contribuer à la prévention des conflits violents. Lorsque cela est impossible et que ses valeurs et intérêts sont en jeu, elle doit agir rapidement et de manière décisive en adoptant une ligne de conduite intégrée.

Nous devons poursuivre nos efforts en vue de la mise en place d'une **Union européenne de la sécurité** réelle et efficace. Le terrorisme et la sécurité constituent des préoccupations majeures pour les citoyens de l'UE. Les menaces présentant de plus en plus souvent un caractère transfrontière, l'Union a un rôle important à jouer dans le renforcement de la sécurité intérieure. Nous devons utiliser plus efficacement les ressources européennes en unissant nos efforts pour prévenir et combattre le terrorisme, la criminalité organisée, la cybercriminalité et les menaces hybrides. La sécurité des citoyens peut être améliorée au moyen de systèmes d'information interopérables et d'un cadre juridique modernisé en matière de coopération, prévoyant notamment un accès plus aisé aux preuves électroniques.

Nous devrions également progresser vers une véritable **Union européenne de la défense** en promouvant les éléments fondamentaux mis en place au cours des dernières années pour que la coopération en matière de défense devienne la norme, et non l'exception, au sein de l'UE. L'UE devrait mettre l'accent sur des domaines dans lesquels une coopération peut présenter une utilité évidente, comme l'industrie de la défense et la recherche en matière de défense, la cyberdéfense, la mobilité militaire, la gestion des crises hybrides, ainsi que les missions et opérations menées à l'étranger. Cela permettra à l'Europe d'assumer davantage la responsabilité de sa propre sécurité, d'améliorer son autonomie stratégique et, ce faisant, de renforcer l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

Nous devons faire preuve de davantage d'anticipation dans la gestion de la **migration.** Cela requiert une action englobant tous les aspects et menée à tous les niveaux, ainsi qu'une véritable approche de l'UE fondée sur le partage des responsabilités et la solidarité entre les États membres. Un système d'asile performant est un système qui tient compte des besoins et des obligations communs, de manière à permettre à l'Europe d'assumer ses responsabilités à l'égard des personnes qui ont réellement besoin d'une protection, tout en renvoyant rapidement celles qui n'ont pas le droit de séjourner sur son territoire. Une protection efficace des frontières extérieures de l'UE requiert un corps européen de garde-frontières et de garde-côtes pleinement opérationnel, qui devrait atteindre son objectif de 10 000 membres dans les plus brefs délais, et pour 2027 au plus tard. L'Europe doit continuer à promouvoir une politique d'intégration à tous les niveaux, particulièrement nécessaire pour garantir des sociétés inclusives et cohésives. De même, la gestion de la migration est étroitement liée à la nécessité de garantir la préservation de cette avancée majeure que constitue la liberté de circulation à l'intérieur de l'espace Schengen au moyen de règles fiables et prévisibles. Nous devons également avoir conscience du fait qu'il est de plus en plus crucial de suivre une approche cohérente en matière de migration légale, avec des voies d'accès légales, y compris en matière de réinstallation, réduisant l'incitation à utiliser les itinéraires empruntés par les passeurs pour arriver en Europe. Il est essentiel que nous collaborions avec les pays partenaires pour lutter contre les causes profondes de la migration, venir en aide aux réfugiés, faire face aux flux migratoires mixtes, combattre la traite des êtres humains et garantir l'efficacité de la politique en matière de retour et de réadmission. Pour pouvoir aider efficacement les personnes dans leur pays d'origine, il convient de coordonner les instruments d'aide humanitaire et d'aide au développement ainsi que les instruments politiques, comme le préconisait déjà la stratégie globale de l'UE[14] élaborée par la haute représentante/vice-présidente de la Commission Federica Mogherini.

5 recommandations

[14] «Vision partagée, action commune: une Europe plus forte. Une stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne», juin 2016.

2 Une Europe compétitive

Nous devons centrer **la recherche et l'innovation** sur les transitions écologiques, sociales et économiques et les défis sociétaux qui y sont liés. Nous devons également mettre à profit les atouts scientifiques de l'Europe pour prendre la tête dans le domaine de l'innovation radicale et disruptive. Il faut à cet effet des mesures à l'échelle européenne poursuivant des objectifs ambitieux en ce qui concerne des aspects qui nous concernent au quotidien, comme le développement des compétences, la lutte contre le cancer, les émissions nocives et l'état des océans, y compris les déchets plastiques. L'Union européenne, ses États membres et son industrie devraient unir leurs efforts pour investir ensemble dans des projets et axer les ressources financières et les compétences sur des projets de recherche et d'innovation de pointe, allant des ressources et de l'innovation au déploiement. La Commission a proposé de consacrer 100 milliards d'euros à la recherche et à l'innovation dans le prochain budget de l'UE. Les fonds alloués à la politique de cohésion de l'UE mobiliseront des montants similaires en faveur de l'innovation dans l'ensemble des régions d'Europe. L'utilisation de ces fonds devrait être étroitement liée à notre politique industrielle et aux réformes recensées dans le cadre du Semestre européen pour la coordination des politiques économiques.

Nous devons investir dans les capacités numériques européennes essentielles pour permettre à l'Europe de devenir un chef de file mondial en matière de transition numérique. Nous devons collaborer afin de **promouvoir une intelligence artificielle «made in Europe»** et centrée sur l'humain. Ces travaux devraient être guidés par la stratégie de la Commission en matière d'intelligence artificielle[15] et le plan coordonné élaboré avec les États membres en vue de promouvoir le développement et l'utilisation de l'intelligence artificielle en Europe. Des actions communes sont nécessaires dans quatre grands domaines, à savoir accroître les investissements, rendre davantage de données accessibles, encourager les talents et garantir la confiance. L'UE devrait développer et promouvoir des approches éthiques, centrées sur l'être humain, dans le domaine des technologies, tant au sein de l'UE qu'à l'échelle internationale. Une coordination renforcée est essentielle pour permettre à l'Europe de devenir un chef de file mondial en matière de développement et de déploiement d'une intelligence artificielle de pointe, éthique et sûre. Elle doit s'accompagner d'efforts visant à permettre la production de superordinateurs européens de renommée mondiale et le développement de capacités cyberstratégiques.

Nous devons préparer notre avenir technologique et industriel de façon plus stratégique. Une **politique industrielle moderne** fournira les infrastructures nécessaires, encouragera l'innovation, facilitera l'adoption de nouvelles technologies, favorisera un écosystème réglementaire intelligent et soutiendra l'industrie en général. Une telle politique devrait s'appuyer sur le marché unique et mettre l'accent sur les chaînes de valeur stratégiques[16], telles que la production de batteries durables en Europe. Dans ce contexte, nous devrions être prêts à réagir immédiatement en cas de distorsion des conditions de concurrence par des concurrents internes ou externes. L'UE devrait élaborer de nouveaux outils permettant de remédier aux distorsions résultant de participations et d'aides publiques étrangères. Les règles de l'UE en matière de concurrence demeurent par ailleurs le fondement d'une concurrence équitable, au profit des consommateurs, du choix et de l'innovation. Pour tenir compte des nouvelles avancées technologiques, et notamment de la dépendance accrue en ce qui concerne l'accès aux données dans les différents secteurs industriels, il est important que ces règles soient tenues à jour[17].

Nous devons améliorer, moderniser et réaliser pleinement le **marché unique** dans toutes ses dimensions, en supprimant les éventuelles distinctions artificielles entre marchés «physiques» traditionnels et marchés numériques. Nous devons tenir compte des nombreux appels lancés par le Conseil européen en vue de l'achèvement et de l'approfondissement du marché unique, notamment en nous attaquant aux domaines les plus ardus, tels que les services, qui représentent 70 % de notre PIB (et pour lesquels nous accusons du retard par rapport à certains concurrents en termes de productivité). Un marché unique approfondi s'accompagnant d'une dimension intégrée de l'économie numérique fondée sur la protection des données permettra aux entreprises de se développer et

[15] Communication de la Commission intitulée «L'intelligence artificielle pour l'Europe», COM(2018) 237 final, 25 avril 2018.

[16] «EU Industrial Policy after Siemens-Alstom: Finding a new balance between openness and protection» (La politique industrielle de l'UE après Siemens-Alstom: trouver un nouvel équilibre entre ouverture et protection), 18 mars 2019.

[17] Voir le rapport demandé par la commissaire à la concurrence Margrethe Vestager et intitulé «Competiton policy for the digital era» (La politique de concurrence pour l'ère numérique), 2019.

de procéder plus facilement à des échanges par-delà les frontières. De nouvelles règles en matière de protection des données, adaptées à l'ère numérique, une meilleure protection des lanceurs d'alertes, ainsi qu'une mise en application plus efficace de la législation renforceront la confiance des consommateurs. Le respect des règles de concurrence est essentiel pour renforcer la compétitivité des entreprises européennes à l'échelle mondiale en les incitant à investir et à chercher à améliorer leurs modèles commerciaux. La modernisation des règles relatives à l'imposition des sociétés et à la TVA permettra aux entreprises d'exploiter pleinement le potentiel du marché unique.

Nous devons continuer à encourager la croissance et à garantir une prospérité durable en approfondissant encore l'**Union économique et monétaire**[18] et en renforçant les réformes structurelles entreprises au niveau national. Avec l'arrivée probable de nouveaux membres dans la zone euro au cours des cinq prochaines années, l'UE et la zone euro vont peu à peu devenir, comme prévu, l'espace monétaire unique de l'ensemble de l'Union. Nous devrions donc encore renforcer le système bancaire et accélérer l'intégration des marchés des capitaux européens. Un marché des capitaux européen profond et liquide permettra un partage accru des risques par le secteur privé, rendra l'Union plus compétitive et résiliente et constituera le fondement d'un rôle plus important de l'euro à l'échelle internationale. Des progrès doivent encore être accomplis pour ce qui est de la convergence entre les politiques économiques, budgétaires et sociales des États membres. Une simplification du pacte de stabilité et de croissance permettrait une transparence accrue et un meilleur respect des règles tout en favorisant l'élaboration progressive d'une orientation budgétaire commune pour la zone euro[19]. Un actif européen sans risque, introduit progressivement, constituerait également un instrument de stabilisation utile aux fins de l'achèvement de l'Union économique et monétaire. Cela exigerait de se pencher en parallèle sur le traitement réglementaire des expositions souveraines.

Il convient d'introduire dans le cadre financier pluriannuel de l'UE **un instrument budgétaire de convergence et de compétitivité pour la zone euro** qui encouragera la mise en œuvre de réformes et la réalisation d'investissements, ainsi que cela a été proposé par la Commission et approuvé lors du sommet de la zone euro de décembre 2018. Nous avons également besoin à l'avenir, aux fins de l'achèvement de l'Union économique et monétaire, d'une fonction de stabilisation qui nous permettra d'encore accroître notre résilience.

Nous devons continuer à soutenir la transformation du **marché du travail européen** tout en garantissant son caractère équitable. Les conditions de travail, de même que la santé et la sécurité au travail, doivent encore être améliorées. La mobilité du travail doit être équitable et bien gérée et les règles existantes devraient être mises en œuvre efficacement. Nous devons aider les États membres à adapter leurs systèmes d'éducation et de formation, de façon à doter les citoyens des compétences appropriées pour le marché du travail d'aujourd'hui[20]. Dans une société vieillissante et face à la numérisation, il sera essentiel de garantir une protection sociale adéquate à tous les citoyens dans le domaine du travail, en investissant dans l'apprentissage tout au long de la vie, la formation et l'amélioration des compétences des travailleurs de l'UE et en garantissant des perspectives égales pour tous.

Nous devons mettre en place un **cadre réglementaire moderne et souple pour la mobilité et les transports,** en particulier pour la mobilité connectée et automatisée. Il convient d'améliorer la connectivité dans l'ensemble de l'Europe en parachevant l'espace européen unique des transports. L'Europe devrait ouvrir la voie en élaborant de nouvelles normes internationales pour une mobilité sûre, intelligente, durable et résiliente. Les règles de l'UE doivent protéger efficacement nos systèmes de transport contre les menaces nouvelles et évolutives pesant sur la mobilité sûre, telles que les cyber-attaques. Nous devons réduire les effets de nos systèmes de transport sur l'environnement et le climat. Il faut, à cet effet, déployer de toute urgence des carburants de substitution et continuer d'améliorer les normes automobiles en matière d'émissions de CO_2, de polluants et de bruit. Il convient également d'adopter une approche économique réellement circulaire et de remédier à l'incidence, sur le plan social, du passage à des modes de transport plus propres et davantage automatisés.

[18] En poursuivant la trajectoire déjà définie dans le rapport des cinq présidents intitulé «Compléter l'Union économique et monétaire européenne» et publié en juin 2015.

[19] En janvier 2019, le président Juncker a invité le comité budgétaire européen à procéder pour la fin juillet 2019 à l'appréciation des règles budgétaires de l'UE en vigueur, en mettant l'accent en particulier sur les simplifications pouvant être apportées à ces règles.

[20] Communication de la Commission intitulée «Renforcer l'identité européenne par l'éducation et la culture - Contribution de la Commission européenne à la réunion des dirigeants du 17 novembre 2017 à Göteborg», COM(2017) 673 final, 14 novembre 2017.

3 Une Europe équitable

Nous devons poursuivre la **mise en place du socle européen des droits sociaux** qui a été proclamé conjointement par le Parlement européen, le Conseil et la Commission en novembre 2017. Nous devons réduire les inégalités et remédier aux difficultés sociales constatées dans les régions et les États membres, mais également dans différents secteurs de l'économie. Les inégalités sont souvent la cause d'un sentiment de manque de perspectives d'avenir. Nos efforts devraient viser prioritairement à permettre non seulement la création d'un nombre accru d'emplois, mais également l'offre d'emplois de plus grande qualité, l'accès à la protection sociale, ainsi que l'égalité d'accès à un enseignement, à une formation et à un apprentissage tout au long de la vie qui soient de qualité élevée. D'autres pistes, comme la mise en place progressive d'un régime commun de réassurance chômage, devraient également être explorées.

Nous devons également collaborer avec les États membres en vue de promouvoir **l'inclusion et l'égalité sociales,** notamment en corrigeant les disparités régionales, en répondant aux besoins des minorités, en examinant les questions de genre et en relevant le défi que constitue le vieillissement de la population. Il a été constaté que les inégalités, tant sociales que territoriales, génèrent souvent un sentiment croissant d'injustice. Les institutions européennes devraient donner l'exemple, notamment en ce qui concerne les questions de genre, et défendre l'égalité des chances pour tous.

Nous devons soutenir et promouvoir fermement les valeurs communes et la confiance mutuelle qui constituent le fondement de l'Union européenne. Celles-ci guident nos politiques et favorisent un sentiment d'appartenance, fondé sur notre culture commune. Cela est particulièrement important pour **l'état de droit,** qui constitue une condition indispensable à la démocratie et aux droits fondamentaux, ainsi que pour le bon fonctionnement de notre marché intérieur et la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures. Nous devons encore accroître notre capacité commune à préserver et à renforcer l'état de droit. Il convient à cet effet de développer une culture de l'état de droit dans l'ensemble de l'UE, en nous engageant à traiter efficacement les problèmes et en améliorant les instruments dont nous disposons pour ce faire.

Nous devons protéger nos **droits fondamentaux** dans le monde numérique. Les nouvelles technologies ne sont pas, et ne doivent pas être, synonymes de nouvelles valeurs. L'UE devrait étendre le rôle moteur qu'elle joue dans le domaine de la protection des données et de la vie privée pour en faire un argument clé vantant le modèle qu'elle constitue d'une économie des données reposant sur des valeurs. Un cadre réglementaire solide devrait permettre d'anticiper les problèmes éthiques et juridiques entourant l'intelligence artificielle. Le virage numérique nécessite également des normes élevées en matière de cybersécurité et de protection des consommateurs.

Nous devons nous doter d'une **politique fiscale** équitable et moderne, adaptée aux défis de l'économie numérique et garantissant des conditions de concurrence équitables aux géants de l'internet, aux plateformes de commerce en ligne et aux entreprises locales. La lutte contre la fraude et l'évasion fiscales nécessitera une coopération renforcée à l'échelle internationale ainsi qu'entre les autorités fiscales nationales.

Nous devons **promouvoir des soins de santé de qualité élevée, abordables et accessibles** par la transformation numérique des systèmes de santé. Les règles de l'UE applicables aux produits pharmaceutiques devraient suivre les progrès scientifiques, permettre de lutter contre la résistance aux antimicrobiens, remédier au problème des pénuries de médicaments et améliorer la disponibilité et le caractère abordable des thérapies, ainsi que l'accès à celles-ci. L'UE devrait soutenir les efforts déployés par les États membres pour rendre leurs systèmes de santé efficaces, accessibles et résilients, notamment par la transformation numérique des systèmes de santé. Il faut aussi résoudre le problème des «déserts médicaux» caractérisés par une diminution du nombre de médecins hautement qualifiés dans plusieurs régions de l'UE, où l'accès aux soins de santé de base est compromis.

Nous devons favoriser l'accès à des **logements de qualité, économes en énergie et abordables** pour tous en Europe, en aidant les États membres à garantir des marchés du logement efficaces et une offre adéquate de logements sociaux.

4 Une Europe durable

Nous devons accorder une attention particulière à la réalisation de l'ensemble de nos objectifs en matière de durabilité, au niveau tant européen que mondial, conformément au **programme de développement durable à l'horizon 2030** adopté par les Nations unies. Pour atteindre ces objectifs, nous devons moderniser notre économie afin d'adopter des modes de consommation et de production durables, mettre fin aux déséquilibres caractérisant notre système alimentaire et placer notre mobilité, nos modes de production et d'utilisation de l'énergie et la conception de nos bâtiments sur une trajectoire durable. Cette transition doit être équitable sur le plan social et ne laisser personne sur le bord de la route. Nous devons également adapter l'enseignement, les sciences, le financement, la fiscalité, les échanges et la gouvernance aux besoins de la réalisation des objectifs de développement durable.

Nous devons intensifier les efforts que nous déployons pour **combattre le changement climatique et inverser la dégradation de l'environnement** menaçant la biodiversité, tant terrestre que marine. Nous devons atteindre nos objectifs en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 et mettre en œuvre notre stratégie ambitieuse à long terme en vue d'une réduction des émissions de gaz à effet de serre. À cette fin, la Commission a consacré 25 % du futur cadre financier pluriannuel à la réalisation d'investissements en faveur de l'action pour le climat. Nous devons enrayer et inverser le processus d'appauvrissement de la biodiversité et mieux anticiper et atténuer les risques de catastrophes et de maladies liées au climat, au moyen notamment du mécanisme de protection civile de l'UE (rescEU) mis en place récemment. Une politique agricole commune modernisée devrait venir appuyer cette approche intégrée en faveur de la durabilité.

Nous devons passer à une **économie circulaire** plus efficace en termes de ressources en promouvant une croissance verte, la bio-économie et des innovations durables. Nous devons intensifier nos efforts pour pousser les entreprises à adopter un comportement responsable, inciter les consommateurs à poser des choix durables et encourager les financements privés provenant de différentes sources. Un nouveau plan d'action en faveur de l'économie circulaire pourrait mettre l'accent sur l'utilisation durable des ressources, en particulier dans les secteurs à forte intensité de ressources et à fort impact, afin de placer l'Europe sur une trajectoire durable. Un tel plan répondrait aux attentes des citoyens, qui souhaitent pouvoir manger des aliments sûrs, sains et abordables[21]. Une stratégie ambitieuse en matière de «zéro pollution» stimulerait l'innovation en faveur de solutions de remplacement et de substitution plus propres, offrant un air pur et des sols et des océans propres aux générations présentes et futures.

Nous devons exploiter au mieux l'**Union de l'énergie** en relevant les défis majeurs restants, parmi lesquels la sécurité de l'énergie, les coûts énergétiques supportés par les ménages et les entreprises et l'incidence sur le changement climatique. L'Union européenne dispose déjà du cadre législatif le plus avancé en matière d'énergies propres. Elle devrait à présenter se concentrer sur la mise en œuvre de celui-ci. Elle devrait poursuivre ses efforts en vue d'une diversification de l'approvisionnement énergétique et d'une interconnexion des réseaux d'énergie nationaux et soutenir la transition vers des sources d'énergie durables et l'efficacité énergétique. La taxation des produits énergétiques peut encourager la transition vers des énergies propres et contribuer à une croissance durable et socialement juste.

[21] La directive sur les pratiques commerciales déloyales [directive (UE) 2019/633 du 17 avril 2019] qui a été adoptée récemment a permis à l'UE de prendre des mesures concrètes pour soutenir les revenus et, de ce fait, la durabilité de ses agriculteurs.

5 Une Europe influente

Face à un monde de plus en plus divisé et multipolaire, l'UE devra renforcer sa position afin de garantir sa propre prospérité, sa sécurité et ses valeurs. Cela nécessitera un effort collectif: aucun État membre ne peut agir seul. Seule l'UE dans sa globalité peut peser sur les événements à l'échelle mondiale et garantir que les Européens fixent les normes au lieu de les suivre. Ce n'est qu'en unissant nos efforts que nous préserverons le mode de vie européen face à une concurrence mondiale féroce et que nous défendrons nos valeurs partout dans le monde.

Ainsi que cela est souligné dans la stratégie globale de juin 2016, l'Europe doit montrer la voie à suivre au reste du monde en encourageant fermement et de façon cohérente l'ordre **mondial multilatéral, fondé sur des règles, avec les Nations unies comme élément central.** L'Union européenne devrait promouvoir une gouvernance mondiale basée sur les valeurs fondamentales que sont les droits de l'homme, l'état de droit, le développement durable, le multilatéralisme et le respect du droit international humanitaire.

Nous devrions exploiter la puissance économique significative de l'UE avec plus de fermeté pour promouvoir nos intérêts au niveau mondial. Un programme en faveur d'échanges ouverts et équitables offre des perspectives aux citoyens et aux entreprises tout en garantissant des conditions de concurrence équitables, aussi bien en Europe qu'à l'étranger. Nous devrions chercher en priorité à préserver le **système commercial multilatéral fondé sur l'Organisation mondiale du commerce (OMC),** qui a été révisé afin de répondre aux nouvelles réalités du commerce mondial, et renforcer notre coopération avec nos principaux partenaires commerciaux internationaux.

L'UE devrait user de tout son poids économique pour améliorer sa capacité en matière de sanctions, en rendant ses propres mesures plus efficaces et en se dotant d'instruments plus efficaces pour lutter contre les effets extraterritoriaux des sanctions unilatérales imposées par des pays tiers. L'**intensification du rôle joué par l'euro au niveau international** renforcerait la souveraineté économique et monétaire de l'Europe, réduisant les coûts et les risques commerciaux sur le plan international et contribuant à une stabilité financière accrue.

L'UE devrait également chercher en priorité à instaurer avec ses voisins proches des relations solides, fondées sur un équilibre clair entre droits et obligations. Elle devrait notamment, à cet effet, **encourager la transformation de la région des Balkans occidentaux par une politique d'élargissement transparente et crédible,** dans le cadre de laquelle elle devra respecter ses engagements. Elle devrait également contribuer à la stabilisation de la situation dans **les pays voisins situés à l'Est et au Sud** tout en relevant les défis qu'elle partage avec ceux-ci. Elle devrait consolider les liens qu'elle a tissés avec l'Afrique et accroître les engagements qu'elle a pris à l'égard de celle-ci en vue de permettre un rapprochement des deux continents sur le plan économique et politique, de promouvoir leurs intérêts conjoints et de relever leurs défis communs. L'alliance Afrique-Europe pour un investissement et des emplois durables, conclue en septembre 2018, doit être pleinement mise en œuvre pour pouvoir offrir de nouvelles perspectives grâce à l'intensification des échanges et à des investissements ciblés, notamment dans le domaine de l'éducation et des compétences ad hoc. Cette alliance débouchera sur un partenariat solide en vue de l'établissement d'un ordre international fondé sur des règles et des valeurs.

03

L'AVENIR DE L'EUROPE

Communiquer l’Europe, un enjeu unique. Comment communiquer efficacement sur l’ensemble d’un continent à une époque de fragmentation et de désinformation croissantes?

L'AVENIR DE L'EUROPE

Communiquer l'Europe, un enjeu unique. Comment communiquer efficacement sur l'ensemble d'un continent à une époque de fragmentation et de désinformation croissantes?

Dans un monde de plus en plus polarisé et volatile, c'est dans l'unité et les valeurs partagées que l'Europe trouvera la force nécessaire pour relever les défis auxquels elle est confrontée. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons répondre efficacement aux attentes des citoyens, qui veulent que l'Union les protège et leur donne les moyens d'agir. Cependant, cela ne suffit pas. Pour que l'Europe puisse prospérer, sa construction doit bénéficier de l'engagement actif et durable de ceux pour qui elle est construite. Cette entreprise nécessite une communication constante, honnête et transparente sur ce qu'est l'UE, ce qu'elle fait, les valeurs qu'elle défend et la manière dont ses décisions sont prises.

Communiquer sur l'UE est une responsabilité partagée des institutions de l'UE et des États membres à tous les échelons – national, régional et local. On ne saurait la prendre à la légère ou y voir une question accessoire. Son objectif essentiel doit être de permettre aux citoyens de poser des choix en connaissance de cause et de participer pleinement à la démocratie européenne. C'est pourquoi la communication sur l'Europe doit se faire dans les langues que ses citoyens comprennent. La communication multilingue est un signe distinctif de l'UE et de sa diversité culturelle.

Lorsque les citoyens européens iront voter entre le 23 et le 26 mai 2019, ils devraient pouvoir s'appuyer non seulement sur les programmes politiques des partis, mais aussi sur des preuves et des faits. Or, ce n'est pas toujours si simple que cela, à une époque où le cadre médiatique et de l'information est de plus en plus fragmenté et polarisé et où les médias sociaux jouent un rôle de plus en plus important. À l'ère numérique, les informations sont plus faciles à trouver et à produire que jamais auparavant. De ce fait, les possibilités d'élargir et d'approfondir le débat dans l'ensemble de l'Union sont énormes. Cette situation comporte également des risques et accroît la nécessité d'assurer la fiabilité et la précision des informations qui servent de base au débat. Les institutions de l'UE et les États membres doivent unir leurs efforts pour qu'il en soit bien ainsi.

Au cours de l'actuelle législature, les institutions de l'UE et en particulier la Commission Juncker ont cherché à privilégier une communication à la fois plus politique et plus stratégique. Dans cette section, nous avons regroupé quelques-uns des enseignements tirés de cette expérience.

La communication sur l'UE est une responsabilité partagée

L'Union européenne est avant tout une union de peuples et de valeurs, dotée d'un système unique de démocratie qui complète les systèmes démocratiques nationaux, régionaux et locaux de tous les États membres et interagit avec eux, tout en fonctionnant en interaction directe avec les citoyens et la société civile. Tous ceux qui sont concernés par l'avenir de l'Europe ont un rôle à jouer en expliquant ce que l'appartenance à cette Union implique et en exposant les avantages ou les conséquences de ses politiques et de ses choix.

Il convient également, lorsqu'il s'agit d'expliquer l'UE aux citoyens, de faire preuve d'une plus grande honnêteté en reconnaissant la **responsabilité conjointe de tous les acteurs de l'élaboration des politiques et du processus décisionnel.** Il est temps de casser la tendance consistant à nationaliser les réussites et à européaniser les échecs, et de mieux expliquer nos politiques et décisions communes. Aucun système ne peut survivre si les co-responsables de sa conception sont aussi ses détracteurs les plus virulents. Le discours nationaliste-populiste repose sur une fausse opposition entre les intérêts nationaux et européens. Les institutions de l'UE et les États membres doivent y répondre d'une seule voix, par un contre-discours fort qui explique le rôle et les avantages fondamentaux de l'UE.

Si l'on veut que les citoyens accordent leur confiance à l'Europe, il faut que l'on réponde à leurs préoccupations et à leurs attentes légitimes. Les Européens ont souvent l'impression de ne pas être suffisamment informés sur l'action de l'UE[22]. Pour que cela change, il faut que notre communication explique en quoi l'UE influe sur la vie des gens, et qu'elle développe et nourrisse une meilleure compréhension du fonctionnement de l'UE et une meilleure connaissance des questions qui relèvent de sa responsabilité.

La liberté et le pluralisme des médias sont et doivent rester une pierre angulaire de l'Union, comme le prévoit l'article 11 de la Charte des droits fondamentaux. Les médias traditionnels, dont les journalistes accrédités auprès des institutions européennes, mais aussi les médias régionaux et locaux, sont des partenaires cruciaux lorsqu'il s'agit de communiquer sur ce que fait l'Union. Les points presse de la mi-journée de la Commission permettent à plus de 1 000 journalistes et représentants de médias accrédités provenant de près

- La communication doit **être d'emblée intégrée** à l'élaboration des politiques, et non être conçue après coup ou comme un moyen d'«embellir» les politiques.
- La communication doit être une conversation à double sens – on commence par **écouter**, puis on **dialogue**.
- Elle doit être **factuelle tout en faisant aussi appel aux émotions**, étayée par des **données**, **adaptée** au **public cible**, et formulée en **termes clairs.**
- La communication devrait partir de nos valeurs partagées, puis se concentrer sur les résultats concrets des **politiques de l'UE pour les Européens,** soutenir la **construction d'une communauté***.
- **La réussite de l'élaboration des politiques passe par une bonne communication multilingue, qui permet de la comprendre et de se l'approprier.**

* Comme le recommande le rapport intitulé «À la rencontre des citoyens de l'Union: une nouvelle chance» rédigé en 2017 par Luc Van den Brande, conseiller spécial du président Juncker chargé de la proximité avec les citoyens.

[22] Eurobaromètre Standard 88, novembre 2017.

de 60 pays du monde entier de poser des questions sur les politiques de l'UE et son processus décisionnel. Au même titre que d'autres séances d'information, ils sont conçus pour aider les journalistes à structurer le débat européen parmi les différents débats nationaux propres à chaque État membre. Le public fait davantage confiance à la presse traditionnelle qu'aux médias sociaux en tant que source indépendante d'informations et d'analyses sur l'UE[23]. Toutefois, le point de vue unique que les médias basés à Bruxelles proposent est souvent éclipsé ou marginalisé par des sujets envisagés à travers un prisme principalement national. Un soutien permanent aux journalistes et aux médias spécialisés qui s'intéressent réellement aux questions européennes, combiné à un discours politique plus européen de la part des dirigeants nationaux, restera essentiel pour la création d'un véritable «espace public européen» en vue de discussions et de débats éclairés.

Communiquer sur l'Europe n'est pas une tâche qui incombe à une seule institution ou à une personne déterminée. Lorsqu'elles communiquent sur l'UE, les institutions doivent agir en pleine connaissance de leur devoir d'expliquer et de justifier leur action dans la transparence. Cependant, elles ne peuvent, ni ne devraient, assumer seules la responsabilité de la défense de l'Union. S'il est vrai que la Commission joue un rôle spécifique en tant que gardienne des traités et initiatrice de la législation de l'UE, elle n'a pas la même influence ou la même proximité que les gouvernements nationaux ou régionaux pour communiquer avec leurs propres citoyens. Elle ne peut pas non plus combler toutes les lacunes en matière d'information. Un engagement ferme des autres institutions de l'UE et des États membres à tous les niveaux est donc essentiel pour communiquer sur les politiques de l'UE.

En vertu des traités, les décisions de l'UE devraient être prises dans le plus grand respect possible du principe d'ouverture et le plus près possible des citoyens[24]. Même si beaucoup de progrès ont été faits, une responsabilisation et une clarté accrues dans le processus décisionnel sont essentielles pour parvenir à une meilleure appropriation commune des résultats des processus politiques. Cette évolution contribuerait aussi à éviter un «mythe de la crise» persistant et la tendance consistant à axer la communication principalement sur les points de désaccord. Les controverses et débats entre dirigeants, gouvernements, institutions et citoyens sur les politiques de l'Union ne sont pas un signe de conflit, mais un signe d'engagement démocratique sain et dynamique. **La nécessité constante de parvenir à des compromis équilibrés et durables est inhérente à la forme de gouvernance que les Européens se sont choisie.** Il est important que tous les acteurs du processus décisionnel insistent sur ce point.

Il existe de nombreux exemples de collaborations fructueuses entre institutions de l'UE et États membres pour projeter une image d'unité européenne sur la scène mondiale. En 2015 par exemple, la communication sur l'Année européenne pour le développement a souligné l'engagement de l'Union en faveur des objectifs de développement durable des Nations unies, en réunissant toutes les institutions de l'UE ainsi que les organisations non gouvernementales de développement. Il convient d'améliorer encore la communication et l'information visant les publics des pays tiers afin de promouvoir les intérêts stratégiques de l'UE.

Transparence dans les négociations sur le Brexit

[23] La confiance du public dans les médias traditionnels (radio et télévision et presse écrite) a augmenté en 2017, alors que la confiance dans l'internet et les réseaux sociaux a diminué. Les médias traditionnels sont les sources d'information qui inspirent le plus confiance: la radio (70 %), la télévision (66 %) et les journaux et magazines d'actualités imprimés (63 %). Par contraste, moins de la moitié des gens (47 %) jugent fiables les journaux et magazines en ligne, et cette proportion est encore inférieure en ce qui concerne les plateformes web qui hébergent des vidéos et des podcasts (27 %), les réseaux sociaux et les applications de messagerie en ligne (26 %) – Eurobaromètre Flash 464, février 2018.

[24] Article 1er du traité sur l'Union européenne.

L'accord de libre-échange entre l'UE et le Japon est un autre exemple de situation où la Commission, le Conseil et les gouvernements nationaux ont présenté un front uni, en communiquant tous avec détermination sur les avantages de l'accord. La Commission actuelle a délibérément choisi de publier et d'assurer la transparence sur tous les mandats et documents de négociation, en tirant les enseignements de négociations antérieures qui ont souvent été fortement critiquées pour leur manque de transparence.

De même, dans la communication de la Commission sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, un message d'unité clair et simple a été repris par 27 États membres, tandis que les négociations sur le retrait se déroulaient avec un niveau d'ouverture et de transparence sans précédent. En confiant principalement à une task force spéciale de la Commission la communication sur le Brexit, on a fait en sorte que le programme positif de l'Union européenne ne puisse être détourné ou pollué par ce dossier.

Les sommets et réunions à haut niveau avec les pays tiers constituent une occasion privilégiée, pour les institutions de l'UE et les États membres, de mettre en évidence le rôle important que joue l'Union en tant que porteur de changement positif sur son propre territoire et dans le reste du monde. La transparence assurée par la publication de documents de négociation dans d'autres domaines d'action sous-tend cette approche. Le rôle déterminant joué par l'UE dans la conclusion de l'accord sur le changement climatique à Paris en décembre 2015 l'a démontré. L'approche de transparence a contribué à assurer l'unité entre les États membres et à tenir les citoyens informés et associés tout au long du processus.

Les nombreux exemples de cette nature démontrent la valeur d'une communication conjointe et coordonnée. Il y a toutefois beaucoup d'enseignements à tirer des épisodes où notre communication n'a pas été à la hauteur. Il est fréquent que des promesses exagérées suivies de résultats insatisfaisants nuisent aux efforts de communication de l'UE. Cela apparaît clairement lorsqu'on fait le compte du nombre de fois où les dirigeants de l'UE ont pris l'engagement, dans les conclusions du Conseil européen, d'«achever le marché unique numérique» ou «l'union bancaire». À l'inverse, il arrive souvent aussi que l'Union pèche par une modestie excessive dans sa communication par rapport aux résultats obtenus. La communication sur les migrations en offre un exemple éloquent. Même si les termes «crise migratoire en Europe» figurent toujours en bonne place dans le discours public et politique, la réalité est que les arrivées dans l'UE sont redescendues aux niveaux d'avant la crise.

Souvent, la communication institutionnelle de l'UE est aussi entravée par son incapacité à se faire entendre face à des voix nationales persuasives ou à des plateformes en ligne. Dans le dossier de la réforme de la législation de l'UE en matière de droit d'auteur, les institutions de l'UE ont été confrontées, pendant les dernières semaines précédant le vote décisif au Parlement européen, à de puissantes campagnes de lobbying et de communication lancées contre la réforme proposée. En l'absence de réponse d'une puissance équivalente de la part de l'UE, le public n'a pas pu connaître suffisamment les objectifs et les motifs de la réforme envisagée, même si celle-ci a finalement été approuvée par une nette majorité au Parlement européen.

Une communication plus coordonnée au niveau national est indispensable pour enrayer ces tendances et remédier à ces faiblesses. Les dirigeants de l'UE devraient notamment mieux coordonner leur communication sur les résultats des négociations et des sommets lorsqu'ils s'adressent à des publics nationaux.

Il existe bien d'autres possibilités de communication commune que les institutions de l'UE et les États membres devraient saisir, à toutes les étapes du processus décisionnel.

Ces exemples mettent tous en exergue la nécessité d'une coordination accrue des efforts de communication sur l'UE aux échelons européen, national, régional et local. La coopération entre les institutions de l'UE en matière de communication est bien développée, notamment entre la Commission et le Parlement européen. En signant une déclaration commune en décembre 2017, les services de communication des deux institutions se sont mis d'accord sur une collaboration et une mise en commun de ressources dans la perspective des élections européennes, auxquelles la campagne www.cettefoisjevote.eu a ouvert la voie. Ils reconnaissent en effet leur responsabilité commune de **mobiliser les citoyens et leur donner les moyens de prendre des décisions en connaissance de cause sur l'avenir de l'Europe.**

Cette approche pragmatique a fait naître une nouvelle culture de coopération, surmontant les rivalités institutionnelles pour promouvoir les avantages qu'offre l'Union aux citoyens, grâce à la marque UE. Dans le même esprit, toute la communication visuelle des institutions autour du 60e anniversaire du traité de Rome a utilisé la marque «UE» plutôt que l'identité propre à chaque institution.

Au-delà des prochaines élections, le Parlement et la Commission devraient s'appuyer sur la coopération entre les bureaux de liaison du Parlement et les représentations de la Commission dans les États

membres. Ils doivent favoriser de nouvelles synergies dans leur communication permanente et combiner leurs activités d'information. Les organisations non gouvernementales, les partenaires sociaux, les centres d'information Europe Direct, d'autres réseaux et le monde universitaire devraient aussi être associés à ces efforts. Les représentations de la Commission et les bureaux de liaison du Parlement européen affirment beaucoup plus fortement la présence de l'Union et la marque UE avec leurs espaces communs dans les **«Maisons de l'Europe»** dans l'ensemble de l'Union, et les installations «Europa Experience» déjà mises en place dans plusieurs États membres. Par exemple, plus de 70 000 personnes ont visité l'installation **«Europa Experience»** récemment ouverte à Helsinki.

Le Centre de contact Europe Direct

le numéro de téléphone unique de l'Europe où les citoyens peuvent poser leurs questions sur l'UE. Réponse par téléphone/courriel dans n'importe laquelle des 24 langues officielles de l'UE. En chiffres:

- 109 000 questions en 2018
- 27 000 questions entre janvier et mars 2019
- 85% de clients satisfaits

Appel gratuit depuis l'UE: +800 6 7 8 9 10 11.

Formulaire de contact en ligne:
https://europa.eu/european-union/contact_fr

Le réseau Europe Direct

comprend environ

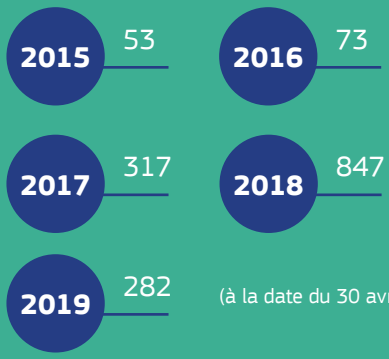
- 440 centres d'information Europe Direct établis dans tous les États membres et
- 330 centres de documentation européenne.

Le réseau couvre de manière assez homogène les villes, les zones rurales et les régions ultrapériphériques des 28 États membres.

Un dialogue permanent avec les citoyens

Les dialogues avec les citoyens en chiffres
(y compris 25 dialogues avec les citoyens en direct sur Facebook)

1572 dialogues dans **583** villes



Il est essentiel de nouer un dialogue continu avec les citoyens afin de renforcer la démocratie et l'identité européennes et d'assurer une meilleure appropriation du projet européen. Les commissaires ont été vivement encouragés à participer aux dialogues avec les citoyens dans l'ensemble de l'Union.

La communication avec les citoyens ne fonctionnera que si elle s'effectue dans les deux sens. Ces dialogues offrent l'occasion de présenter les priorités politiques de la Commission et, plus important encore, d'écouter les idées et les attentes des citoyens. Les représentations jouent un rôle essentiel, constituant «les yeux, les oreilles et la voix» de la Commission sur le terrain, pour garantir que ces dialogues sont adaptés au contexte national et local.

le Livre blanc sur l'avenir de l'Europe, publié par la Commission européenne en mars 2017, a donné un nouvel élan à ce processus. Au cours des cinq dernières années, des centaines de milliers de personnes ont participé à quelque 1 600 dialogues avec les citoyens et consultations citoyennes organisés dans toute l'Europe ou avec le concours de la Commission. Depuis janvier 2015, des centaines de membres du Parlement européen, des gouvernements nationaux et des gouvernements régionaux ainsi que l'ensemble des 28 membres de la Commission ont participé à ces dialogues et consultations. Le Comité des régions a également porté le débat dans les régions dans le cadre de son processus «Réflexions sur l'Europe», tandis que le Comité économique et social a associé la société civile à des dialogues sur l'avenir de l'Europe. Le soutien explicite du président français Emmanuel Macron en faveur de cette nouvelle forme d'interaction en a sensiblement amélioré la visibilité.

Le rapport de la Commission sur les dialogues avec les citoyens et les consultations citoyennes publié le 30 avril 2019 confirme que la plupart des citoyens jugent l'Europe essentielle pour relever les défis mondiaux, mais attendent d'elle davantage d'efficacité et de transparence[25].

Tout au long de ce processus de dialogue, de consultation et de débat, la Commission a tenu compte des attentes des citoyens et leur a donné suite. En novembre 2017 par exemple, les institutions européennes ont proclamé le **socle européen des droits sociaux** en réponse aux demandes largement exprimées en faveur d'une Europe plus sociale. En janvier 2018, elles ont adopté la **toute première stratégie européenne sur les matières plastiques,** faisant suite au soutien massif de l'opinion publique en faveur de la transition vers une économie plus circulaire.

L'UE s'est également efforcée de mettre en lumière les effets tangibles des politiques de l'UE. Dans cet ordre d'idées, le **corps européen de garde-frontières et de garde-côtes** a été lancé à un point de passage frontalier en Bulgarie le 6 octobre 2016 — un message visible à l'attention des habitants de la région dont la vie a été le plus affectée par le problème de la migration mondiale. Il reste cependant beaucoup à faire pour renforcer l'appropriation commune du projet européen par les citoyens. Dans cet esprit, il faut maintenir la dynamique des dialogues avec les citoyens et des consultations citoyennes après l'élection du nouveau Parlement européen et l'entrée en fonction de la prochaine Commission.

Les dirigeants de l'UE ont récemment pris des mesures importantes dans ce sens. Pour la première fois, les conclusions du Conseil européen de décembre 2018 ont salué la tenue des dialogues avec les citoyens et des consultations citoyennes, qui constituent, selon les dirigeants européens, «une occasion sans précédent de communiquer avec les citoyens européens et pourraient inspirer des dialogues et consultations à venir»[26]. Les conclusions ont également établi un lien direct entre la communication avec les citoyens et le prochain programme stratégique de l'Union européenne, qui sera élaboré lors de la réunion informelle des dirigeants de l'UE-27 à Sibiu.

[25] Commission européenne, «Dialogues avec les citoyens et consultations citoyennes - Principales conclusions», 30 avril 2019, (https://ec.europa.eu/commission/progress-reports-citizens-dialogues-and-consultations_fr)
[26] Conclusions du Conseil européen des 13/14.12.2018, point 15.

Ce que les citoyens attendent prioritairement de l'UE

- Une **Europe qui protège:** les citoyens attendent de l'UE qu'elle soit à l'écoute de leurs préoccupations et prenne des mesures pour promouvoir la sécurité, la santé et la sécurité. Ils attendent que les droits sociaux soient respectés et protégés contre la criminalité.
- **Relever le défi migratoire:** les citoyens attendent des politiques européennes en matière de migration qu'elles mettent fin à la perte de vies humaines, mais aussi qu'elles mettent un terme aux flux migratoires irréguliers.
- Une **économie dynamique:** les citoyens attendent des mesures pour prévenir de futures crises économiques. Ils attendent de l'UE qu'elle apporte la prospérité, connaisse la croissance et réglemente le secteur de la technologie pour rester compétitive à l'échelle mondiale. Ils aimeraient que l'Union accorde une priorité à la recherche, l'innovation et l'investissement, en mettant tout particulièrement l'accent sur l'économie circulaire et l'économie numérique.
- **Lutter contre le changement climatique et protéger l'environnement:** les citoyens attendent de l'UE qu'elle assume un rôle de premier plan au niveau mondial en matière d'action pour le climat et de protection de l'environnement.
- Une **Europe des valeurs** — y compris la démocratie, la transparence et l'état de droit: les citoyens attendent de plus amples informations sur le processus décisionnel de l'UE et de meilleurs canaux pour exercer une influence. Ils attendent de l'UE qu'elle respecte ses valeurs et notamment ses principes fondateurs en matière d'égalité entre les hommes et les femmes et de non-discrimination.
- Des **perspectives pour les jeunes:** les citoyens attendent de l'Europe qu'elle améliore les perspectives d'avenir des jeunes, notamment en luttant contre le chômage des jeunes et en investissant dans l'éducation.
- Une **Europe plus forte sur la scène internationale**: les citoyens attendent de l'Europe qu'elle soit un acteur puissant sur la scène mondiale, guidé par des principes.

Les résultats de ces dialogues et consultations doivent être communiqués de manière ouverte et alimenter le processus d'élaboration des politiques. En d'autres termes, il convient de publier les principaux résultats de chaque dialogue, de compiler et d'analyser régulièrement les tendances et de veiller à ce qu'elles soient prises en compte dans la conception des politiques.

Il est tout aussi important d'exploiter l'énorme potentiel de la communication en ligne pour dialoguer au quotidien avec les citoyens. Cela devrait se faire par l'intermédiaire des médias sociaux et d'autres canaux en ligne ainsi que d'Europa, le site web de l'Union qui a accueilli plus de 200 millions de visiteurs uniques en 2018.

Il est possible d'aller au-delà des résultats obtenus ces dernières années, tels que le portail «Donnez votre avis» sur le site web Europa, pour que les citoyens et les parties prenantes transmettent leurs préoccupations et leurs intérêts directement aux décideurs et décideurs politiques. Il faut également faire connaître ces mécanismes à un public plus large.

Pour soutenir ces efforts, il est essentiel d'encourager et de favoriser une meilleure connaissance générale de l'histoire de l'UE, de son fonctionnement et de ses compétences, au moyen notamment de programmes éducatifs. L'éducation et l'apprentissage ont un rôle fondamental à jouer pour expliquer et promouvoir la compréhension des rôles et des compétences respectifs de l'Union et des États membres. Tout en respectant les compétences des États membres, l'UE devrait s'efforcer de mettre en place des partenariats avec les établissements d'enseignement aux niveaux national et régional, en vue de **garantir que l'éducation civique européenne fait partie intégrante de l'apprentissage formel.** Apprendre l'Europe et notre histoire commune favoriserait également une meilleure compréhension des valeurs et des droits fondamentaux de l'UE.

Le domaine web Europa:

- en **tête du classement mondial** dans la catégorie des sites web des sociétés et gouvernements
- Le **deuxième site le plus fréquenté 3 700 000** parmi les 3 700 000 sites web enregistrés pour le domaine
- En 2018, plus de **300 millions** de visites effectuées par plus de **200 millions** de visiteurs uniques
- **24** langues officielles de l'UE

https://europa.eu/

Un message unifié grâce à la communication institutionnelle

Au cours des cinq dernières années, les institutions de l'UE, et notamment la Commission, se sont employées à décloisonner leur propre communication. Pour percevoir en quoi l'UE modifie positivement leur vie, les citoyens ont besoin d'une communication claire et cohérente sur ce que représente l'UE et sur la manière dont ils bénéficient de ses politiques et de ses actions. Plutôt qu'une communication détachée sur les différentes politiques et les divers programmes, une approche unifiée permet aux citoyens de percevoir plus clairement ce que les politiques leur apportent. Tel est l'objectif de la stratégie de la Commission en matière de communication institutionnelle: informer les citoyens sur les valeurs et actions de l'UE, sur les défis et les opportunités et sur la manière de les aborder conjointement.

Communication sur les médias sociaux d'une manière vibrante avec des visuels puissants

La Commission actuelle s'est principalement concentrée sur les domaines stratégiques dans lesquels l'UE pourrait apporter des avantages. Lorsqu'elle a présenté les dix priorités politiques du président Juncker en juillet 2014, elle s'est engagée à expliquer ses objectifs au moyen de messages clés à la fois clairs et cohérents. Les campagnes de communication institutionnelle qui en résultent, mettant en évidence les valeurs de l'Union et porteuses d'un contenu émotionnel fort, aident à faire passer ces messages généraux.

Cette approche repose sur un discours unique clair et cohérent, qui présente les avantages pour les citoyens dans un cadre de narration. La narration est un moyen très efficace de gagner l'intérêt des citoyens et de communiquer avec eux. Une politique ou une priorité politique qui n'est pas expliquée et étayée par des exemples et des émotions a peu de chances d'être accueillie de la même manière par les citoyens qu'elle implique et concerne. Raconter l'histoire de l'UE d'une manière plus attrayante et touchante est un moyen de communication plus efficace qu'un exposé se limitant à des arguments factuels et des données probantes. Cette approche est également en accord avec la nature de l'Union en tant qu'une union des valeurs, et pas seulement une union des économies.

Dans cette approche, chaque politique conserve sa propre communication sur mesure avec les parties prenantes dans le cadre d'un discours positif plus large. Dans le même temps, **la communication institutionnelle garantit que les citoyens et les parties prenantes reçoivent, dans leur propre langue, des messages clairs et précis** adaptés à leur âge, à leur culture et à leur passé, en utilisant davantage d'infographies, de récits visuels et de vidéos racontant une histoire. L'approche rationalisée a permis à la Commission de faire entendre une voix institutionnelle européenne.

La communication institutionnelle a eu un impact réel et s'est avérée rentable, financée exclusivement par des moyens existants. En mettant en commun les ressources, la Commission a été mieux à même **de communiquer avec les citoyens, d'améliorer la compréhension des valeurs, politiques et priorités politiques de l'UE, et d'encourager les citoyens à participer activement** à la construction de l'UE. L'évaluation et le retour d'information confirment l'efficience, l'efficacité, la pertinence et la cohérence de cette approche. L'évaluation récente de la campagne #InvestEU, qui couvre l'ensemble des fonds européens consacrés à l'incitation à l'investissement, révèle qu'en à peine un an, la campagne a potentiellement atteint 240 millions de contacts avec une augmentation de 4 à 5 points de pourcentage en ce qui concerne la perception positive de l'incidence du financement européen dans les régions de l'UE[27].

[27] Rapport final sur l'étude: Monitoring the performance of EC communication activities for the Investment plan for Europe (Suivi de la performance des activités de communication de la Commission européenne en faveur du plan d'investissement pour l'Europe), Technopolis Group, novembre 2018.

Soucieuse de répondre aux préoccupations majeures des citoyens, la Commission a bâti un discours autour des dix priorités politiques de son mandat. Trois campagnes publiques complémentaires de communication institutionnelle ont présenté ces messages de manière innovante et créative, afin de susciter une conversation à travers l'Europe concernant l'impact de l'UE sur la vie quotidienne de ses citoyens.

Eu égard à l'utilisation croissante des médias sociaux, de la communication audiovisuelle et des outils numériques, les thèmes de la campagne ont été soigneusement choisis:

InvestEU - utilise 100 histoires véridiques illustrant comment les investissements de l'UE sont en train de créer des emplois, de transformer des vies et de revitaliser les communautés dans toute l'Europe;

EUandME - dialogue avec les jeunes Européens, afin de nouer une conversation sur les valeurs et les réalisations de l'UE au moyen d'une série de courts métrages et d'histoires concernant des jeunes dont la vie a été influencée par l'UE; et

EUprotects - explique comment des «héros ordinaires» travaillent ensemble dans toute l'Europe pour apporter une réponse aux préoccupations des citoyens en matière de sécurité et de sûreté, démontrant ainsi l'action de l'UE sur les défis mondiaux qui ne peuvent être traités au niveau national.

La Commission organise également une **campagne pilote de communication institutionnelle dans un certain nombre de zones rurales,** afin d'expliquer la valeur de la coopération de l'UE dans les communautés plus difficile à toucher. La campagne durera 18 mois, débutant par des réunions avec des acteurs ruraux en mars 2019 et des groupes de discussion en mai en vue de déterminer les principaux thèmes et messages propres à chaque pays, avant de mettre en place des activités de communication sur mesure. La Commission lancera également une campagne sur la **coopération de l'UE avec l'Afrique,** parallèlement aux efforts de communication existants sur les projets et programmes spécifiques.

Battant le pavillon de l'UE, les **campagnes de communication institutionnelle préparent le terrain pour que les communicateurs de l'UE, à tous les niveaux, puissent travailler conjointement.** Les départements thématiques de la Commission fournissent des connaissances et des informations spécialisées qui alimentent les campagnes; tandis que des groupes de recherche et de discussion contribuent à faire en sorte que les messages appropriés ciblent les publics appropriés, et que les représentations de la Commission adaptent le contenu aux intérêts et sensibilités locaux.

L'expérience des campagnes de communication institutionnelle menées au cours du mandat de l'actuelle Commission a montré comme l'impact est important lorsque l'on s'adresse aux citoyens avec des narrations émouvantes et des messages sur mesure pour les différents États membres et régions. La Commission a proposé de poursuivre la méthode de communication institutionnelle dans le cadre financier pluriannuel post-2020, en identifiant les principaux messages et priorités en matière de communication sur plusieurs années. Ce modèle devrait également être développé à l'appui des objectifs stratégiques de l'Union pour l'avenir.

Les autres institutions de l'UE sont invitées à soutenir et à adopter cette approche de la communication institutionnelle dans leurs propres efforts de communication, en contribuant à élaborer des discours partagés, soutenus et cohérents. Les États membres devraient également mettre au point des outils de communication complémentaires aidant les citoyens à mieux comprendre le lien entre les politiques de l'UE et leur impact local.

Communiquer et interagir sur les médias sociaux

@EU_Commission plus d'**1 million** d'abonnés

Commission européenne: près de **923 000** fans

europeancommission: plus de **240 000** abonnés

Commission européenne: plus de **580 000** abonnés

EUTube: près de **83 000** abonnés

Agir ensemble contre la désinformation

83% des Européens pensent que les fausses informations constituent une menace pour la démocratie

73% des internautes s'inquiètent de la désinformation en ligne en période préélectorale

Source: Eurobaromètre 2018.

La lutte contre la désinformation, alliée à la défense de la liberté et du pluralisme des médias, est fondamentale pour protéger la démocratie européenne. L'évolution rapide des technologies numériques a non seulement modifié la manière dont les citoyens consomment l'information, mais a également transformé leurs modes d'interaction. **Les plateformes en ligne relient les citoyens, leur permettent de créer du contenu et de faire tomber les barrières géographiques et sociétales.** Les plateformes en ligne sont devenues de puissants canaux d'information[28], dont les responsables ont financièrement intérêt à fournir aux utilisateurs des services d'information personnalisés.

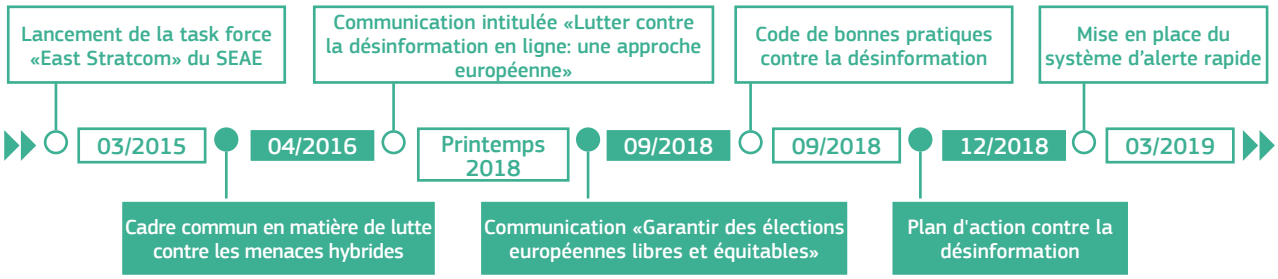
Si cet environnement permet aux citoyens d'interagir et d'exprimer plus facilement leurs opinions politiques, contribuant ainsi au bon fonctionnement des sociétés démocratiques, il permet également la propagation rapide d'une désinformation préjudiciable qui cherche à perturber les processus démocratiques. Divers éléments montrent que des acteurs étatiques étrangers déploient également de plus en plus de stratégies de désinformation visant à influencer des débats sociétaux, à introduire des clivages et à intervenir dans les processus de prise de décision démocratiques.

La Commission définit la désinformation comme des «informations dont on peut vérifier qu'elles sont fausses ou trompeuses, qui sont créées, présentées et diffusées dans un but lucratif ou dans l'intention délibérée de tromper le public et qui sont susceptibles de causer un préjudice public»[29]. L'objectif de la désinformation consiste à distraire et diviser, pour semer le doute, en déformant et en falsifiant les faits, afin de désorienter les gens et d'affaiblir leur confiance dans les institutions et les processus politiques en place.

Il est de notre devoir à tous de défendre la valeur fondamentale que constitue la liberté d'expression et de protéger les Européens contre la désinformation. Cet objectif appelle une triple action: **des mesures efficaces pour réglementer les fournisseurs de contenu et de services en ligne, une communication innovante pour renforcer la résilience face à la désinformation et une défense ininterrompue de la liberté et du pluralisme des médias.**

Au cours des cinq dernières années, l'UE a intensifié ses efforts de lutte contre la désinformation. À la suite des conclusions du Conseil européen de mars 2015, la task force East Stratcom a été créée au sein du Service européen pour l'action extérieure (SEAE). En collaboration avec la Commission et les délégations de l'UE dans les pays tiers, la task force communique sur les politiques de l'Union dans les pays du voisinage oriental, en renforçant l'environnement médiatique et en soutenant la liberté et l'indépendance des médias. Elle améliore la capacité de l'UE à prévoir les activités de désinformation, à y riposter et à y sensibiliser le public.

La Commission s'est attaquée au problème de la désinformation sous l'angle de la législation, de la sécurité et de la communication. Au cours de l'année



[28] 62 % des informations sont consultées sur des plateformes mobiles — Centre de recherche Pew: http://www.journalism.org/2012/10/01/future-mobile-news
[29] Communication de la Commission intitulée «Lutter contre la désinformation en ligne: une approche européenne, COM(2018) 236 final, 26.4.2018.

écoulée, elle a insisté sur l'importance de garantir des élections européennes libres et équitables[30]. Elle a encouragé les grandes plateformes à adhérer à un code de bonne pratique contre la désinformation et a présenté un plan d'action assorti de propositions visant à coordonner la réaction de l'UE au défi de la désinformation. Les plateformes doivent désormais assumer leur juste part de responsabilité pour garantir un débat libre et impartial en Europe.

Le plan d'action[31] retient quatre modes d'action pour renforcer les capacités de l'UE et des États membres et renforcer la coopération: 1) améliorer les capacités à détecter, à analyser et à mettre en lumière les cas de désinformation; 2) renforcer la coopération et offrir des réponses conjointes grâce à un nouveau système d'alerte rapide; 3) collaborer avec les plateformes en ligne et le secteur des services en ligne, conformément au code de bonnes pratiques signé par les plateformes en ligne, les grands réseaux sociaux, les annonceurs et le secteur privé; et 4) sensibiliser les citoyens et leur donner des moyens d'agir par des campagnes ciblées et des programmes spécifiques visant à promouvoir l'éducation aux médias aux niveaux européen et national.

La lutte contre la désinformation nécessite fondamentalement la diffusion continue de messages factuels qui aident les citoyens à distinguer la réalité du mensonge.

La Commission répond à la désinformation directement par l'intermédiaire de son service du porte-parole et des représentations de la Commission dans les États membres ainsi que sur les réseaux sociaux en s'appuyant sur l'expertise de son réseau contre la désinformation, un groupe de traqueurs de mythes («mythbusters») de la Commission, sur l'analyse des données des médias sociaux et sur les connaissances produites par les sciences comportementales. La Commission fournit des informations factuelles et précises sur ses politiques et ses priorités politiques et réfute toute désinformation qui vise à induire les Européens en erreur à propos de l'UE.

Dans les États membres, les représentations de la Commission jouent également un rôle dans la lutte contre les mythes[32] en rétablissant la vérité sur les mensonges les plus persistants et les plus courants à propos de l'UE.

Dans un monde où la désinformation évolue de plus en plus rapidement, **les institutions doivent poursuivre leurs efforts pour s'adapter très vite, non seulement à l'évolution des situations politiques mais aussi à l'évolution du paysage technologique.** L'utilisation de «bots» (robots en ligne qui exécutent des tâches répétitives sur la base d'algorithmes) dans le domaine de la communication est déjà une réalité[33]. Dans un avenir

L'Union européenne va «interdire» les crayons de couleur et les crayons gras:

En 2017, des journaux ont titré à tort que l'UE s'apprêtait à interdire les crayons gras et les crayons de couleur. En réalité, l'UE proposait, sur la base d'éléments scientifiques, d'abaisser la limite de la teneur en plomb dans les jouets. Ces mesures garantissent que les enfants peuvent utiliser des crayons en toute sécurité sans être exposés à une intoxication au plomb.

L'UE interdit les doner kebabs:

À la suite d'un débat qui a eu lieu en 2017 au Parlement européen sur les additifs phosphatés dans les produits transformés à base de viande, des rumeurs ont circulé selon lesquelles l'UE voulait interdire les kebabs. En réalité, la recherche scientifique a établi un lien entre les substances chimiques et les maladies cardiaques. La proposition visait à modifier la production de la viande de kebab, mais aucunement à interdire ce mets apprécié.

[30] Communication de la Commission intitulée «Garantir des élections européennes libres et équitables», COM(2018) 637, 12.9.2018.
[31] Communication conjointe de la Commission européenne et de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité intitulée «Plan d'action contre la désinformation», JOIN(2018) 36 final, 5.12.2018.
[32] Par exemple, les représentations de la Commission à Paris (https://decodeursdeleurope.eu), Vilnius (https://ec.europa.eu/lithuania/home_lt) et Londres (https://blogs.ec.europa.eu/ECintheUK/euromyths-a-z-index)
[33] En 2017, les «bots» (ou robots en ligne exécutant des tâches répétitives sur la base d'algorithmes) représentaient plus de la moitié de l'ensemble du trafic internet; si les bots honnêtes génèrent 23 % de l'ensemble du trafic internet, quelque 29 % de celui-ci peuvent être attribués à des créateurs poursuivant des buts illégitimes. Voir le manuel de l'agence suédoise de sécurité civile «Countering Information Influence Activities: The State of the Art», 2018 (https://rib.msb.se/filer/pdf/28698.pdf)

proche, l'intelligence artificielle sera également de plus en plus sollicitée pour assurer la communication. Les institutions de l'UE et les États membres doivent poursuivre leurs efforts pour s'adapter à cette nouvelle réalité et prendre les devants. Les systèmes éducatifs ont un rôle à jouer sur ce point. Le plan d'action en matière d'éducation numérique pourrait encourager une formation plus spécialisée dans le domaine de l'intelligence artificielle.

europa.eu/!Yu47QU

Décodeurs de l'Europe - une initiative de la représentation de la Commission à Paris
https://ec.europa.eu/france/news/decodeurseurope_fr

Pour poursuivre la lutte contre la désinformation croissante, les États membres et les institutions doivent faire équipe en s'appuyant sur les synergies existantes et en unissant leurs ressources. Ensemble, les États membres et les institutions de l'UE doivent veiller à exploiter pleinement le nouveau système d'alerte rapide. Au-delà du partage de l'information, **il convient de créer une véritable communauté de la connaissance recueillant l'expertise disponible sur les différentes facettes de la désinformation,** qui mettrait à profit les enseignements fournis par la recherche et les universités, les vérificateurs de faits, les plateformes en ligne, les experts en technologie et les partenaires internationaux. La Commission est prête à mettre en relation l'expertise de son réseau contre la désinformation avec le système d'alerte rapide et à fournir une plateforme pour les contenus liés à la politique de l'UE en matière de lutte contre la désinformation.

Keyboard Warriors – une initiative de la représentation de la Commission à Varsovie

facebook.com/groups/wojownicyklawiatury/

La Commission entend faciliter la création d'une **communauté pluridisciplinaire européenne** vouée à favoriser la coopération entre toutes les parties concernées, en particulier **les vérificateurs de faits et les chercheurs universitaires indépendants** engagés dans la lutte contre la désinformation. À cette fin, elle prévoit de créer une plateforme européenne sur la désinformation, qui portera à un niveau supérieur la collaboration entre les vérificateurs de faits et les chercheurs universitaires afin d'assurer une couverture complète du territoire de l'Union et de favoriser la montée en puissance et l'interconnexion des organisations nationales concernées, dont les centres nationaux de lutte contre la désinformation.

Communication de l'UE au service des citoyens et de la démocratie

Lors de leur rencontre qui aura lieu à Sibiu, en Roumanie, le 9 mai 2019, les dirigeants de l'UE sont invités à:

1 **Ne pas perdre de vue que la communication sur l'Union européenne est une responsabilité partagée à la fois par les États membres, les gouvernements à tous les niveaux et les institutions de l'UE.** Nous devons communiquer davantage, au moyen de messages communs, portant le sceau de l'UE, en expliquant aux citoyens l'incidence qu'auront pour eux les décisions et les politiques adoptées, et les résultats tangibles qu'elles produisent. Nous devons tirer parti des décisions et accords politiques majeurs conclus lors des réunions du Conseil européen et profiter des événements marquants ou historiques pour mettre en avant l'unité européenne (comme la Journée de l'Europe le 9 mai, les anniversaires des élargissements de l'Union et les traités).

2 **Élargir le dialogue et l'interaction avec les citoyens au sujet des politiques et questions liées à l'Union européenne.** Les institutions et les États membres de l'UE doivent redoubler d'efforts pour maintenir un dialogue permanent avec les citoyens au sujet de l'Union européenne, dans le cadre de dialogues avec les citoyens et de rencontres citoyennes, en organisant des consultations ou des conventions et en s'appuyant sur les technologies numériques et audiovisuelles. Ils doivent informer les citoyens de tous les moyens dont ils disposent pour donner leur avis sur l'Union européenne et ses politiques, et veiller à ce qu'il existe un processus et des canaux de retours d'information sur les résultats des consultations des citoyens et des dialogues noués avec ceux-ci.

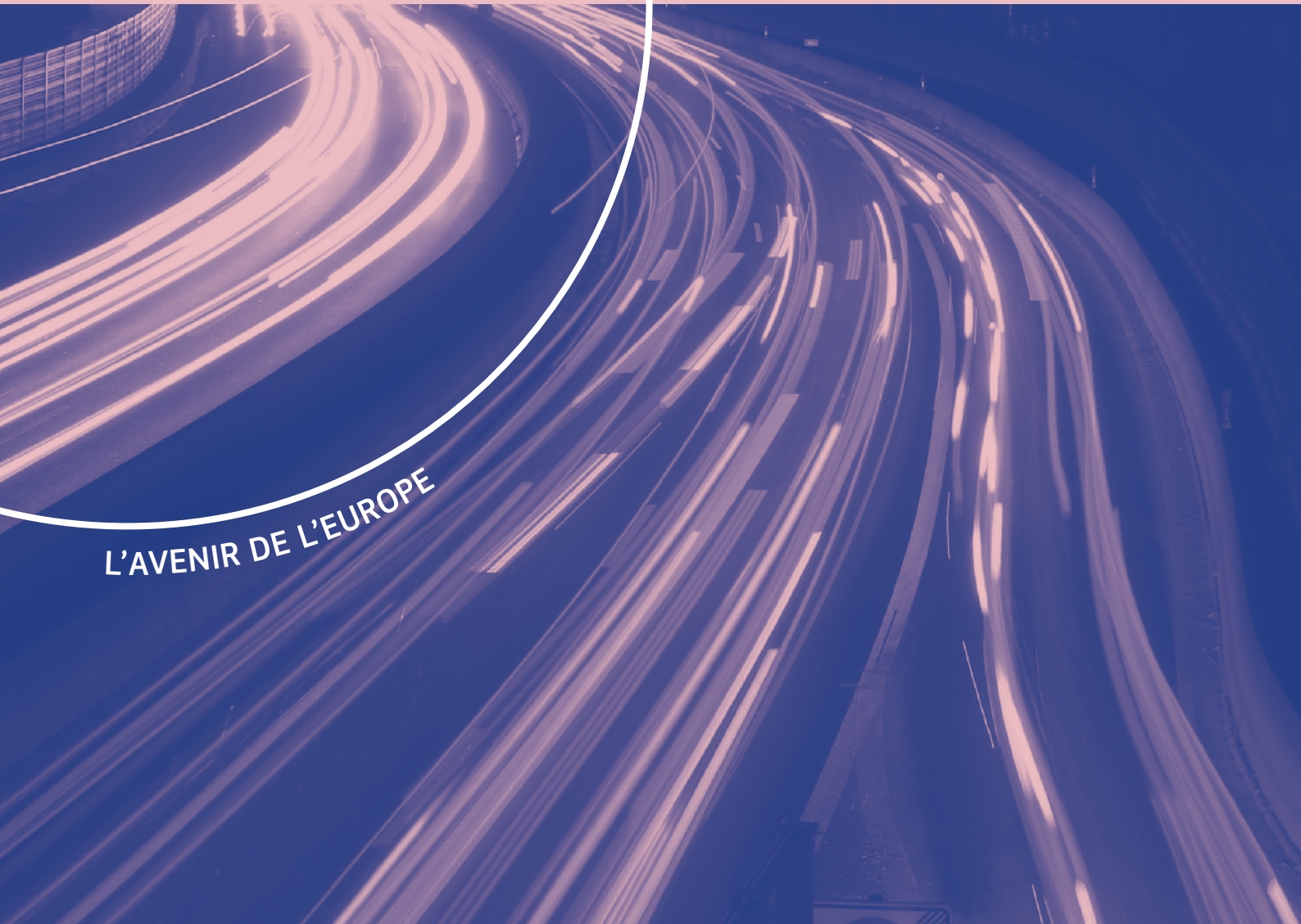
5 recommandations

3 **Veiller à ce qu'à l'avenir, les institutions de l'Union coopèrent plus étroitement, dans le cadre de campagnes de communication globales de l'UE, fondées sur les valeurs européennes communes,** montrant aux citoyens les effets positifs que produit l'Union européenne dans leur vie quotidienne. Ces campagnes doivent s'adresser à tous les publics, dans leur langue, d'une manière attrayante, inspirante et évocatrice. Elles doivent être pleinement en phase avec les priorités stratégiques du prochain cycle politique.

4 **Coopérer pour combattre la désinformation, avec une communication de l'UE fondée sur les faits.** Renforcer les services indépendants de vérification des faits aux niveaux national et européen, promouvoir l'éducation aux médias et le développement des compétences en matière d'intelligence artificielle. Améliorer la collaboration avec les réseaux sociaux et les plateformes en ligne au niveau de l'UE pour encourager les bonnes pratiques tout en défendant la liberté des médias et le pluralisme. Intensifier les efforts pour mettre en commun les ressources européennes et nationales, en vue de garantir aux citoyens le droit à des informations factuelles, objectives et fiables sur l'Union européenne.

5 **Favoriser l'enseignement et l'apprentissage portant sur l'Union européenne à tous les niveaux d'enseignement,** de façon à accroître les connaissances des apprenants au sujet de l'Union européenne, de ses valeurs, de son fonctionnement et de ses domaines d'action. Il convient que l'UE mette en place des partenariats avec les établissements d'enseignement aux niveaux national et régional, en vue de garantir que l'éducation civique européenne fasse partie de l'apprentissage formel. Associer les anciens étudiants d'Erasmus et membres du corps européen de solidarité à ces efforts. Veiller à ce que les citoyens de l'UE soient informés de leurs droits.

04



L'AVENIR DE L'EUROPE

Conclusion

Alors que les Européens se préparent à se rendre aux urnes entre le 23 et le 26 mai 2019, ils doivent pouvoir voter en connaissance de cause, en ayant une vision éclairée des défis auxquels l'UE se trouve confrontée et des perspectives qu'elle peut leur offrir. Ils doivent être au fait des différentes conceptions de l'avenir de l'Europe qui sont exposées et débattues dans le contexte de la campagne actuelle en vue des élections au Parlement européen.

La réunion informelle des dirigeants de l'UE à 27 qui se déroulera à Sibiu le 9 mai 2019 constitue le moment idéal pour rappeler notre unité et notre vision commune, en respectant la saine divergence des vues défendues dans le contexte des élections, sans toutefois s'y limiter. L'unité dans la diversité constitue la marque de fabrique de l'Union européenne et n'est pas près de disparaître. C'est grâce à cela qu'elle fonctionne, notamment dans les temps difficiles. En ce sens, Sibiu constituera le moment et l'endroit indiqués pour démontrer que le prochain programme stratégique prendra en compte les préoccupations des citoyens et pour délivrer un message d'espoir et indiquer la direction que doit prendre l'Union à l'avenir dans le contexte mondial actuel marqué par l'incertitude.

L'Europe doit se montrer confiante à l'heure où elle se penche sur son avenir. Si les nations qui la composent sont capables de se rassembler autour d'une série d'objectifs communs, il n'est de défi qu'elles ne puissent surmonter. Et si les décideurs européens sont à même de mobiliser et d'impliquer les citoyens et de faire en sorte qu'ils aient davantage leur mot à dire, il n'est de division qu'ils ne puissent dépasser.

Le prochain programme stratégique de l'UE offre l'occasion de démontrer clairement que nous sommes à même de surmonter nos divergences internes et de relever ensemble les défis de notre époque. Le monde n'attendra pas l'Europe. Il est temps, au contraire, que l'Europe commence à y exercer tout son poids.

05

L'AVENIR DE L'EUROPE

Annexes

ANNEXE I

Évolution de la situation économique

L'ambitieux programme de l'UE en faveur de l'emploi, de la croissance et de l'investissement, de même que ses activités sur le marché unique, ont contribué à une reprise économique solide. L'économie européenne a connu la croissance pendant six années consécutives. Quelque 12,6 millions d'emplois ont été créés depuis l'entrée en fonction de la Commission Juncker, et le chômage est à un niveau historiquement bas au cours de ce siècle. Dans le même temps, l'état des finances publiques s'est amélioré dans tous les secteurs et les disparités dans la répartition des richesses entre les États membres se réduisent à nouveau.

UNE CROISSANCE SOLIDE ET DES INVESTISSEMENTS ACCRUS

Au cours des dernières années, l'Europe est passée d'une phase de reprise économique à une phase d'expansion.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

dans l'UE et la zone euro

La croissance s'est établie à environ **2%** dans l'UE et la zone euro ces dernières années

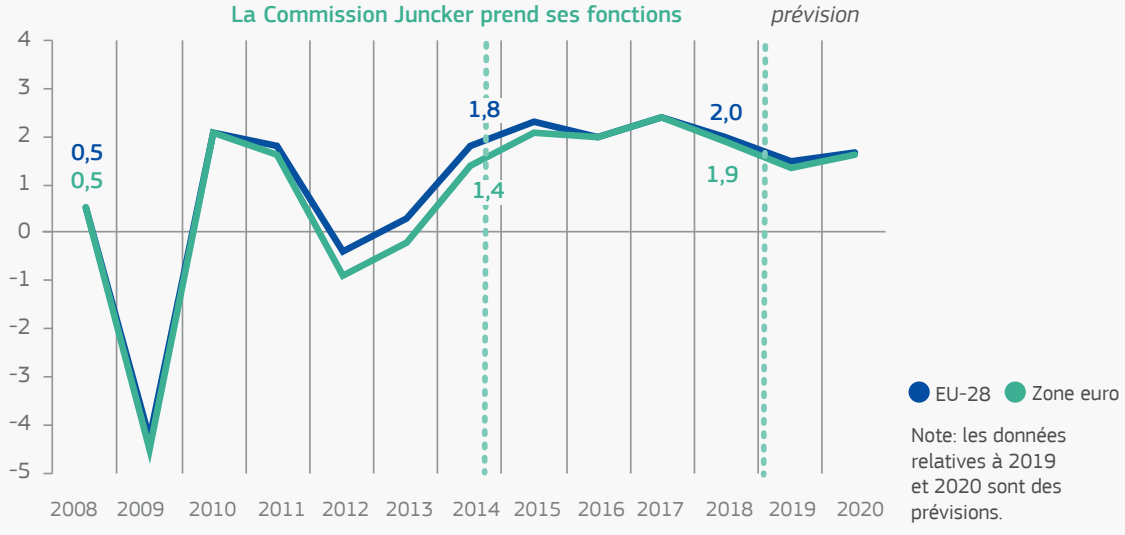
Tous les États membres ont connu la croissance en 2018

L'UE et la zone euro enregistrent désormais **24 trimestres consécutifs**

En dépit des défis mondiaux à relever, l'économie de l'UE devrait **continuer à croître en 2019 et 2020**

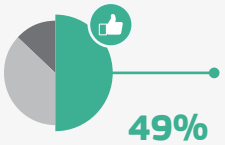
Le produit intérieur brut (PIB) est en progression constante

Variation du PIB réel en %



Note: les données relatives à 2019 et 2020 sont des prévisions.

Source: Commission européenne (Eurostat, sauf prévisions).



Les Européens ont une **opinion positive** de la situation actuelle de l'économie européenne.

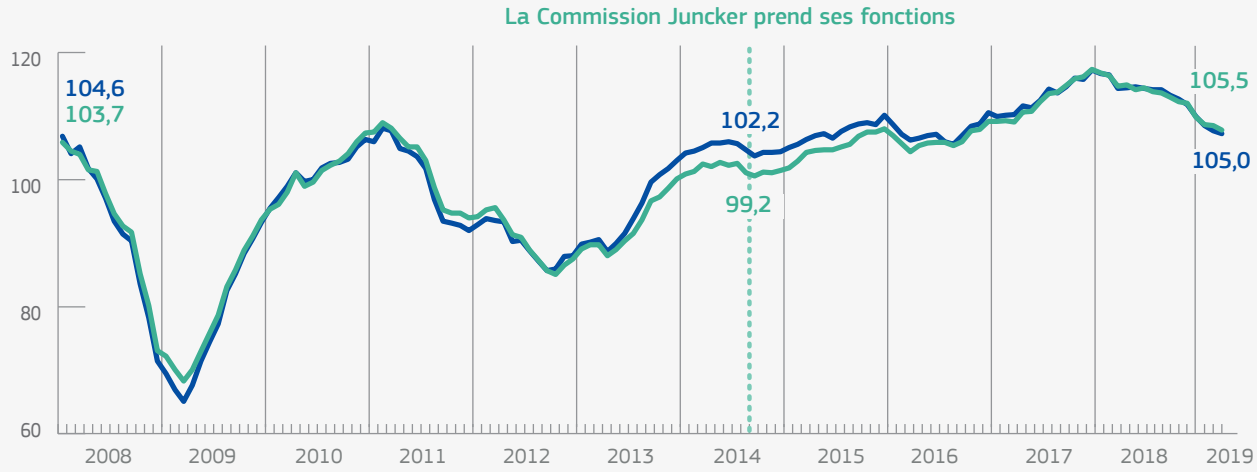
49%

38% d'avis négatifs

13% «sans avis»

Source: Eurobaromètre, automne 2018.

L'indicateur du climat économique à des niveaux élevés



EU-28 Zone euro

Source: Commission européenne.

L'investissement a retrouvé ses niveaux antérieurs à la crise et est en constante augmentation

D'ici à 2020, le Fonds Juncker devrait générer:

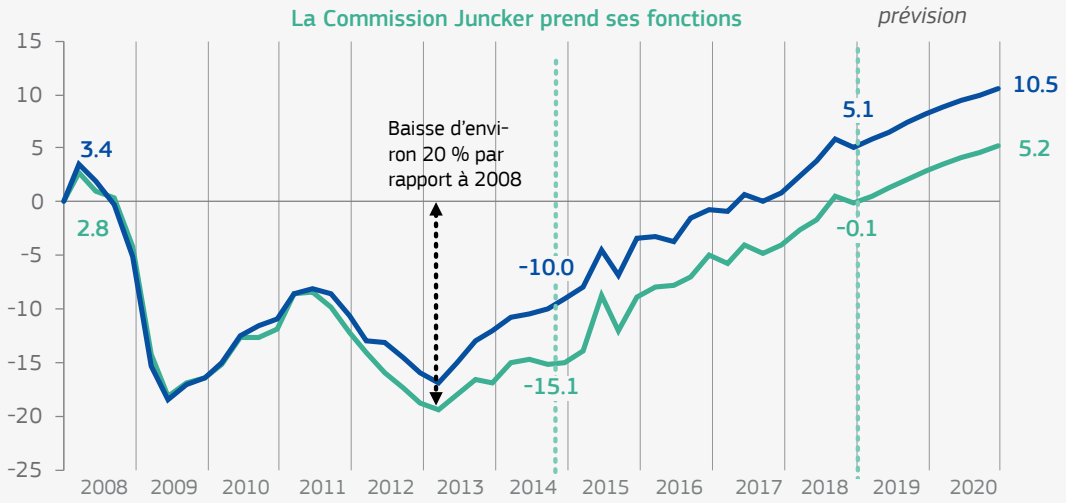
500 milliards € d'investissements supplémentaires dans toute l'Europe

1,4 million d'emplois

1,3% de hausse du PIB de l'UE

L'investissement se redresse

Variation du niveau des investissements par rapport à 2008, en %



EU-28 Zone euro

Note: les données relatives à 2019 et 2020

Source: Commission européenne (Eurostat, sauf prévisions).

DES EMPLOIS PLUS NOMBREUX ET DE MEILLEURE QUALITÉ

La croissance économique est un moyen, pas une fin en soi. Elle a contribué à l'avènement d'une Europe plus sociale.

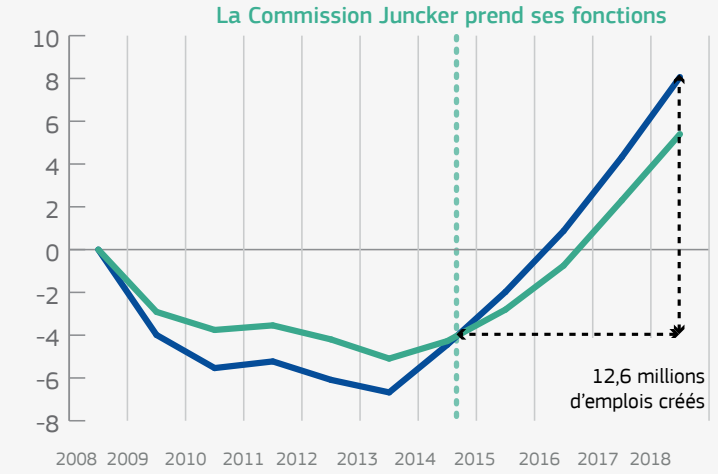
12,6

millions d'emplois

ont été créés dans l'UE depuis l'entrée en fonction de la Commission Juncker

Une reprise riche en emplois se confirme

Emplois créés depuis 2008 (en millions de personnes)

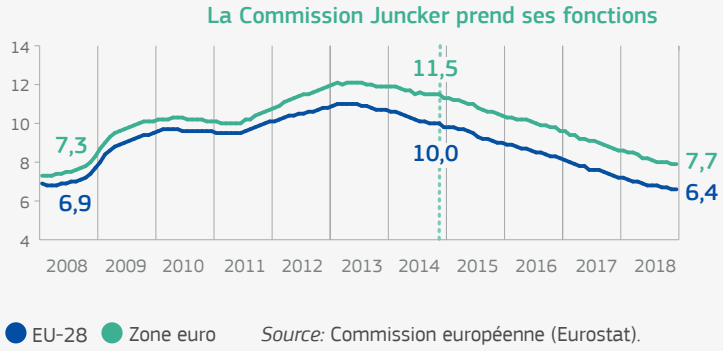


Source: Commission européenne (Eurostat, sauf prévisions).

S'il est encore trop élevé dans certains États membres, le chômage est à son plus bas niveau à l'échelle de l'UE depuis le début du siècle.

Le chômage diminue

% de la population active



Source: Commission européenne (Eurostat).

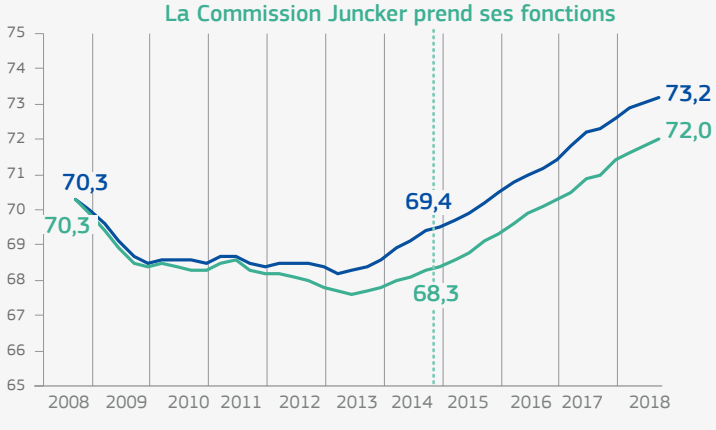
L'emploi en Europe atteint niveau historiquement élevé

240

millions de personnes travaillent dans l'ensemble de l'Union

Le taux d'emploi progresse

% de la population en âge de travailler



Source: Commission européenne (Eurostat).

DES FINANCES PUBLIQUES SAINES

Des progrès considérables ont été accomplis pour faire en sorte que les finances publiques des pays européens soient saines, viables et capables d'absorber de futurs chocs.

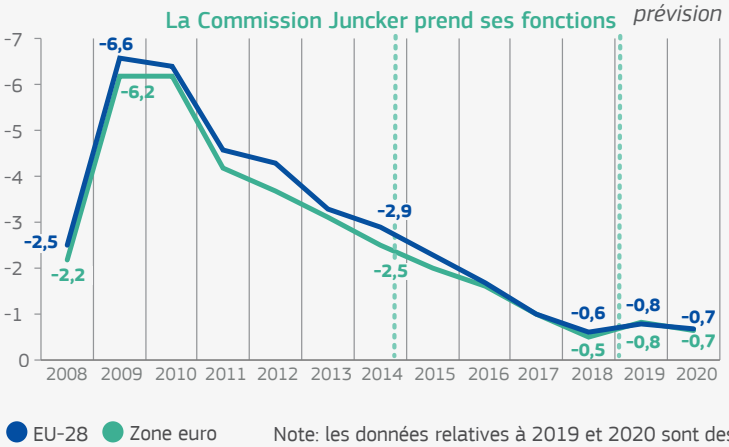
Le déficit public dans l'UE a diminué de

6,6% → 0,6%

2009 2018

Le déficit public diminue dans les pays de l'UE

% du PIB



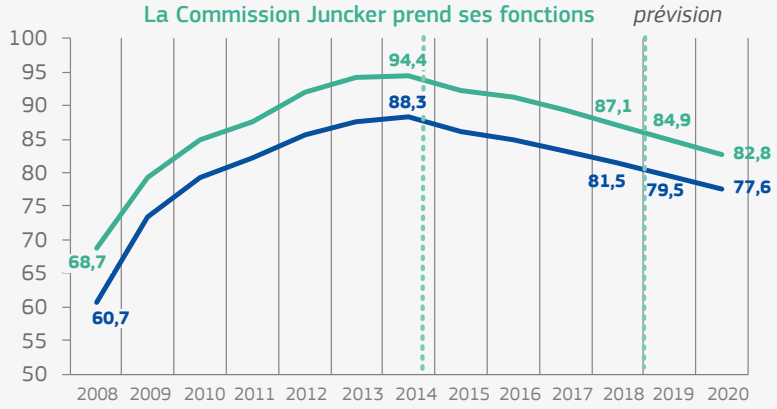
Note: les données relatives à 2019 et 2020 sont des prévisions.
Source: Commission européenne (Eurostat, sauf prévisions).

Le ratio de a dette publique au PIB diminue de

88,3%
2014
à
81,5%
2018

La dette publique est sur une trajectoire descendante

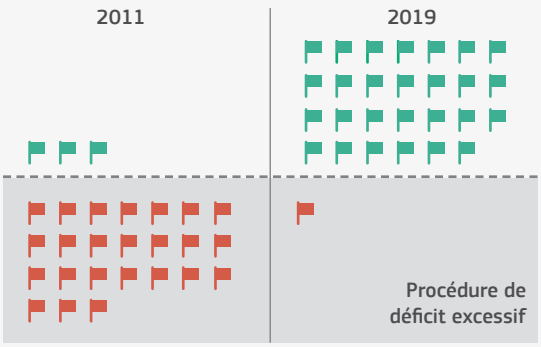
% du PIB



Note: les données relatives à 2019 et 2020 sont des prévisions.
Source: Commission européenne (Eurostat, sauf prévisions).

1

État membre est actuellement soumis à la procédure de déficit excessif révue par le pacte de stabilité et de croissance, contre 24 en 2011



L'utilisation de la flexibilité offerte par les règles du pacte de stabilité et de croissance a permis de trouver le bon équilibre entre la poursuite de politiques budgétaires saines et le soutien de la croissance, notamment grâce à des réformes et à l'investissement.

Selon les estimations, le recours à la flexibilité a fait croître le PIB de l'UE **de 0,8 % au cours des quatre dernières années et s'est concrétisé par environ. 1,5 million d'emplois.**

Source: Commission européenne

UNE STABILITÉ FINANCIÈRE AMÉLIORÉE

Plus de dix ans après l'éclatement de la crise financière, les banques européennes sont devenues plus fortes et plus sûres.

LES BANQUES

...sont **mieux capitalisées et sont proches des**

20%

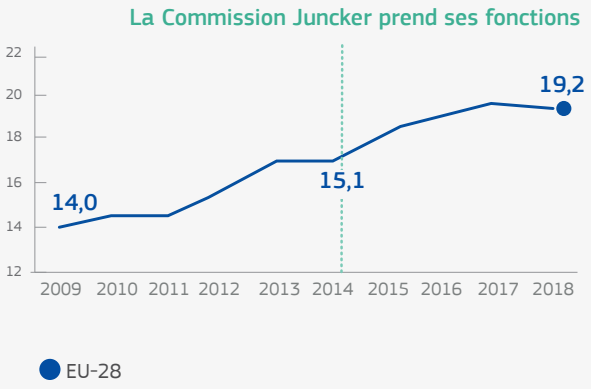
de ratio de fonds propres total moyen **pour les banques de l'UE**
(Q3 2018)

...ont **de meilleurs coussins de liquidité**

Depuis 2014, le **stock d'actifs liquides a augmenté de 812 milliards €**

...et sont **donc mieux armées pour financer l'économie réelle et résister aux chocs**

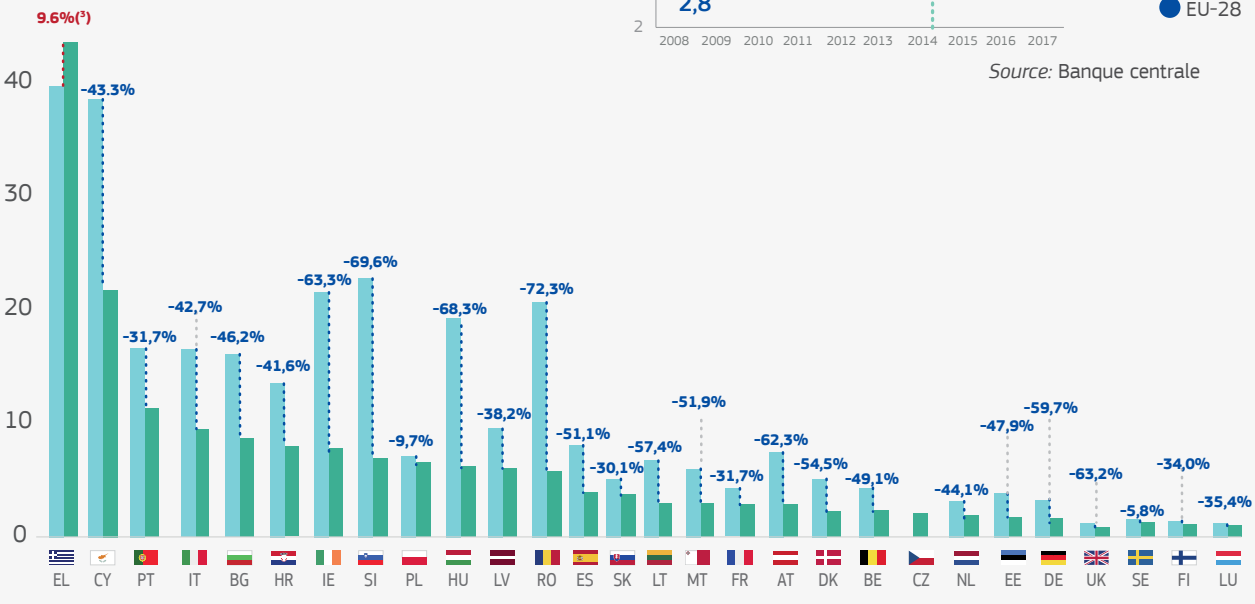
Ratio de fonds propres total des banques, en %



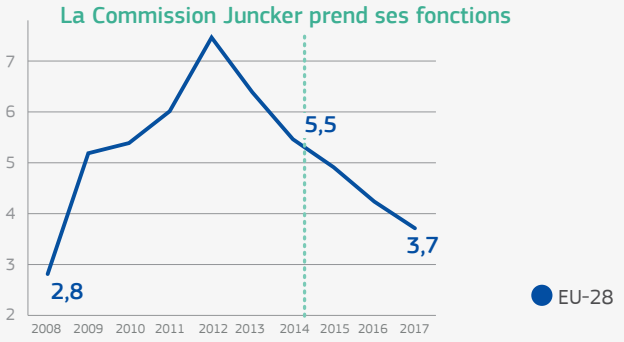
Source: Commission européenne.

Le **ratio de prêts non performants** des banques de l'UE **a diminué de plus de moitié** depuis 2014, atteignant son plus bas niveau depuis le dernier trimestre de ladite année

Avances et prêts bruts non performants par État membre
en % du total des avances et prêts **bruts**



Avances et prêts bruts non performants - total UE
en % du total des avances et prêts bruts, valeurs de fin de trimestre



Source: Banque centrale

Source: Banque centrale

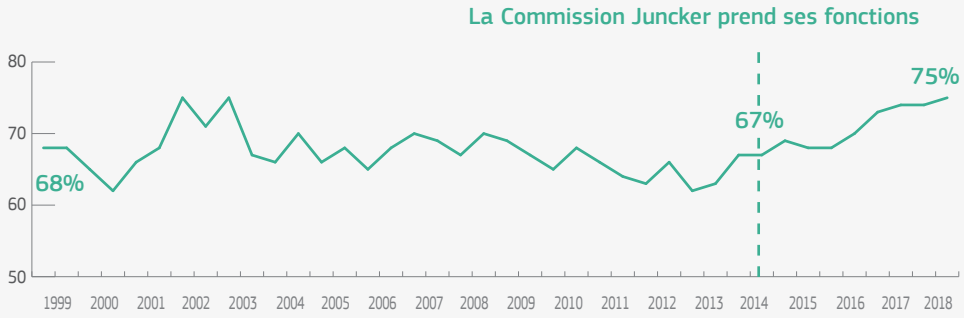
(3) Après avoir atteint un pic de 47,4 % au 3e trimestre 2016, le ratio de prêts non performants en Grèce a diminué pour s'établir à 43,5 % au 3e trimestre 2018. Cette amélioration progressive représente une diminution de 8,1 %.

LE RÔLE DE L'EURO

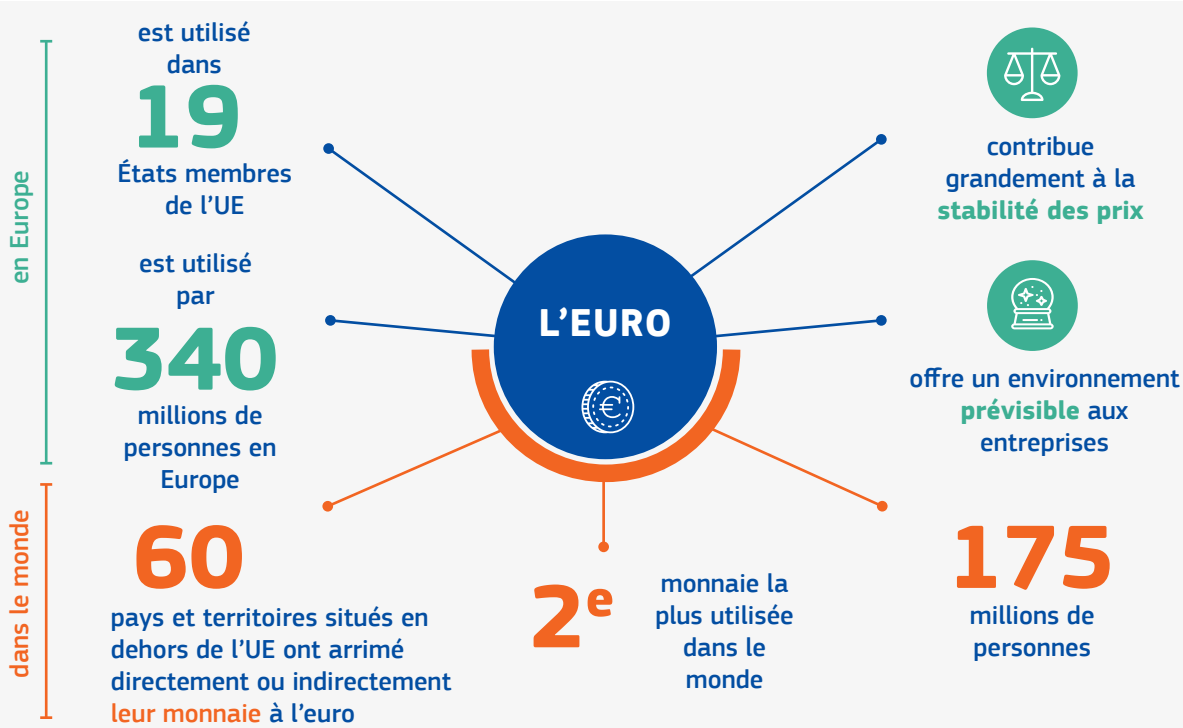
L'euro est source de stabilité et d'avantages concrets. Son rôle sur la scène mondiale est de plus en plus important.

Trois citoyens de la zone euro sur quatre soutiennent la monnaie unique. C'est la part la plus élevée jamais enregistrée.

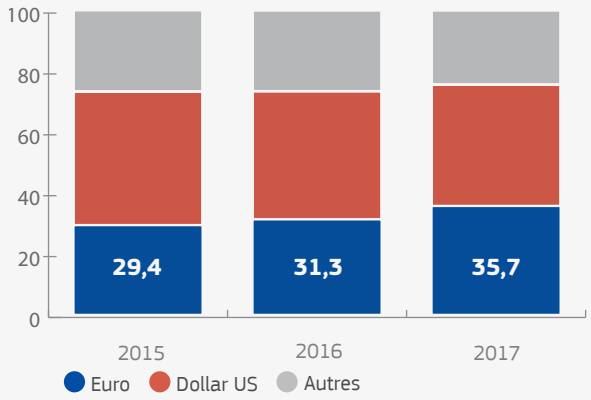
Soutien en faveur de l'euro parmi les citoyens de la zone euro, en %



Source: Eurobaromètre, automne 2018.



La part de l'euro dans les paiements internationaux en %



L'euro a grandement facilité la vie des Européens:

- **stabilité des prix:** inflation en moyenne inférieure à 2 %
- **des marchés plus transparents et plus concurrentiels:** des prix aisément comparables
- **baisse des frais de voyage:** disparition des frais de change
- **augmentation du commerce transfrontière:** disparition des coûts liés au taux de change
- **réduction de la charge d'intérêts pour les États membres à la suite de l'introduction de l'euro:** jusqu'à 70 milliards € par an

Source: Commission européenne.

ANNEXE II

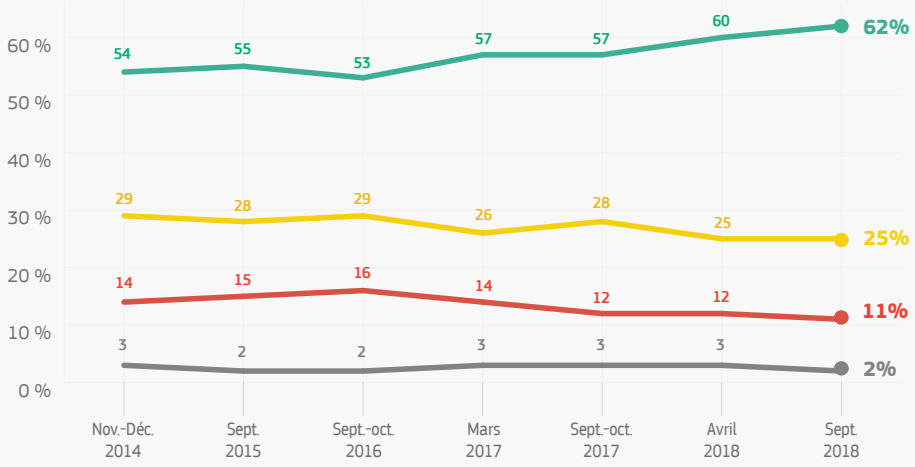
L'opinion publique de l'UE 2014-2019

Par rapport à 2014, l'opinion publique en 2019 est plus positive envers l'Union européenne. Des enquêtes Eurobaromètre font état d'un large soutien global au projet européen et à ses réalisations.

Appartenance à l'UE

Une majorité sans cesse croissante d'Européens considère comme une bonne chose pour leur pays le fait qu'il soit membre de l'UE. Il s'agit du niveau le plus élevé observé en 27 ans.

D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (notre pays) de faire partie de l'UE est... ?



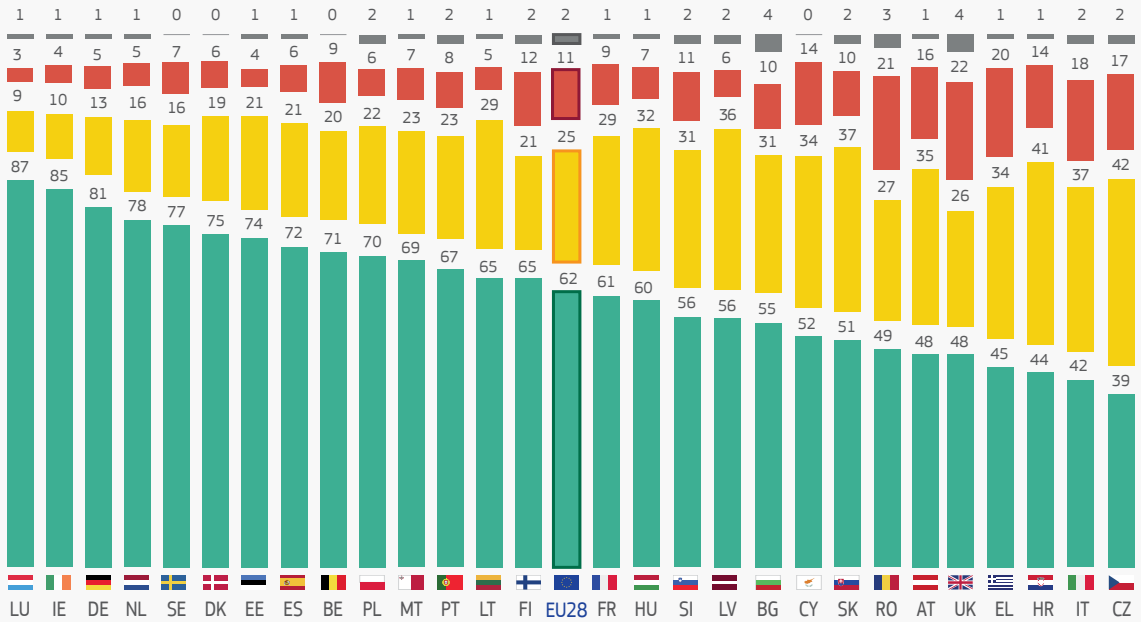
UNE BONNE CHOSE

UNE CHOSE NI BONNE, NI MAUVAISE

NE SAIT PAS

UNE MAUVAISE CHOSE

Automne 2018

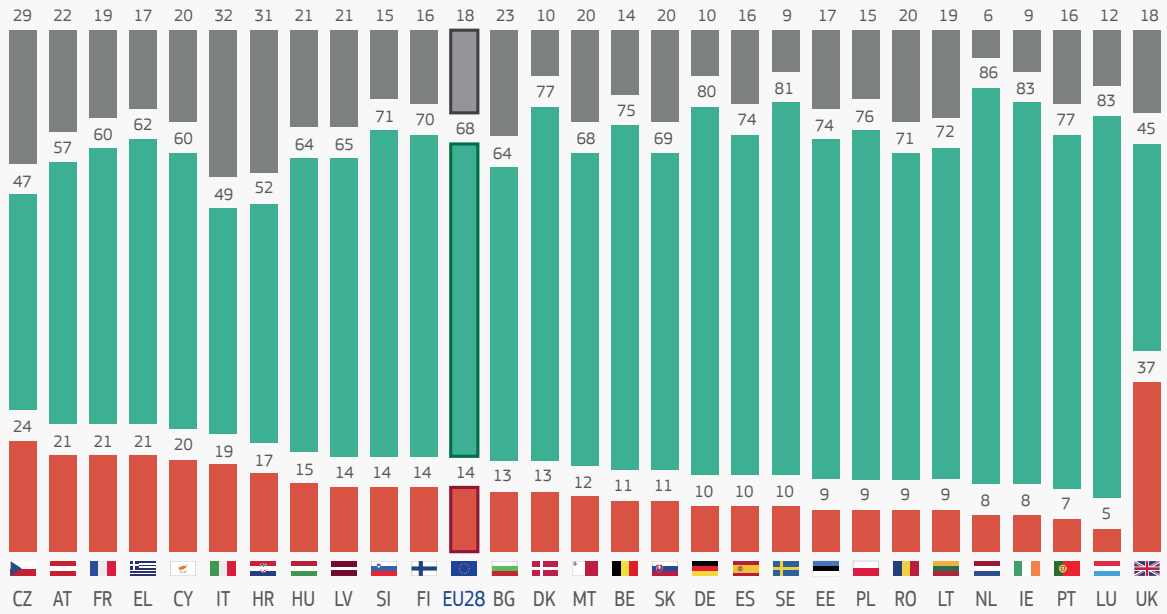


Comparaison avec la dernière enquête réalisée avant le Brexit (septembre 2015)

Si un référendum se tenait demain sur l'appartenance de (NOTRE PAYS) à l'UE, comment voteriez-vous? (%)

VOTE POUR RESTER DANS L'UE
NE SAIT PAS QUOI FAIRE
VOTE POUR QUITTER L'UE

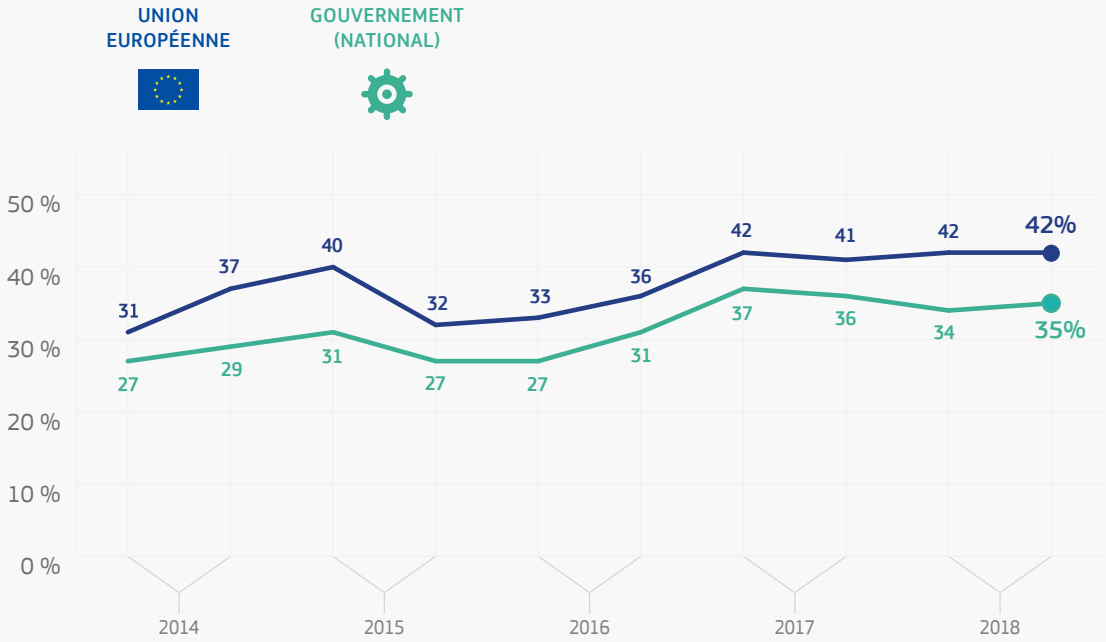
Source: Eurobaromètre 2019 (91.1), QA3s.



Confiance dans l'Union européenne

La confiance dans l'UE est en moyenne plus élevée que la confiance dans les gouvernements nationaux.

«J'ai plutôt confiance dans les institutions suivantes»

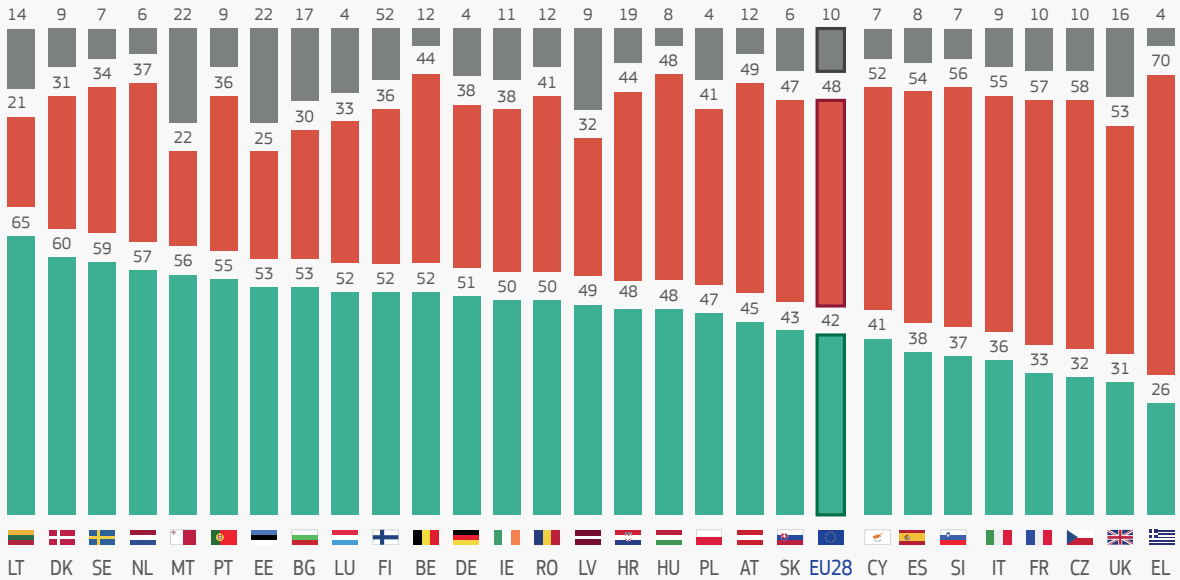


Quelle confiance vous inspirent certains médias et certaines institutions? Pour chacun des médias suivants et chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en lui/elle?

PLUTÔT CONFIANCE
NE SAIT PAS
PLUTÔT PAS CONFIANCE

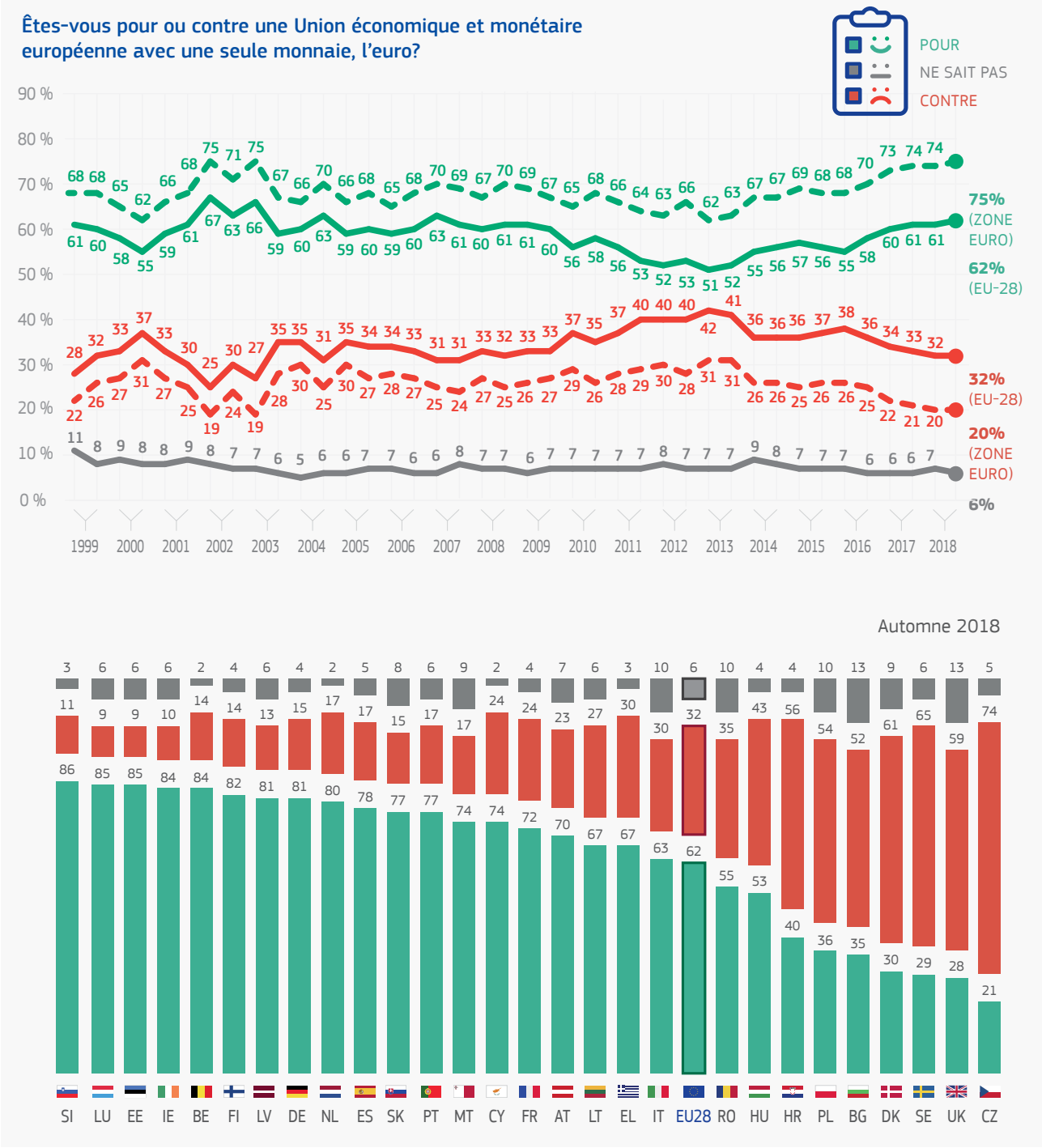
L'Union européenne (%)

Automne 2018



Soutien en faveur de l'euro

Les citoyens de la zone euro sont favorables à l'euro à hauteur de 75 %, soit le taux le plus élevé depuis l'introduction de cette monnaie.



Source:

- Eurobaromètre Standard 90, automne 2018 (Commission européenne)
- Parlemètre 2018 (Parlement européen)

ANNEXE III

Les 20 principales réalisations de l'UE entre 2014 et 2019

1 Le Fonds européen pour les investissements stratégiques

Afin de soutenir la reprise après la crise financière et économique et de créer les conditions favorables à l'emploi et à la croissance, la Commission Juncker a lancé le plan d'investissement pour l'Europe (communément appelé «Fonds Juncker pour le plan d'investissement pour l'Europe») en 2014. Le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI) en est une pièce maîtresse. Les objectifs étaient triples: inverser la tendance à la baisse des investissements en supprimant les obstacles à l'investissement; apporter de la visibilité et une assistance technique aux projets d'investissement; et utiliser de manière plus efficace les ressources financières publiques limitées en mobilisant l'investissement privé grâce à une garantie publique.

Aujourd'hui, l'économie européenne est en croissance pour la sixième année de suite. L'EFSI a déjà permis d'investir 392,6 milliards d'euros dans les petites et moyennes entreprises et dans des domaines aussi essentiels que les infrastructures, la recherche, les énergies renouvelables, l'environnement et les projets numériques et sociaux. L'objectif pour 2020 est fixé à 500 milliards d'euros, ce qui doit entraîner au total la création de 1,4 million d'emplois nouveaux dans l'UE. Le programme InvestEU doit prolonger ce succès dans le contexte du prochain budget à long terme.

2 L'utilisation de la flexibilité prévue par le pacte de stabilité et de croissance

Dans sa communication de janvier 2015, la Commission a exposé la manière dont elle entendait utiliser la flexibilité prévue par les règles du pacte de stabilité et de croissance. Le modus operandi exposé par la Commission a été soutenu par Conseil de ministres et a concouru au redressement économique de l'Europe en permettant de trouver le bon équilibre entre la poursuite de politiques budgétaires saines et le soutien de la croissance, notamment grâce à des réformes et des investissements. Selon les estimations, le recours à cette flexibilité a fait croître le produit intérieur brut de l'UE de 0,8 % au cours des quatre dernières années et a contribué à la création de 1,5 million d'emplois. Parallèlement, la dette publique a diminué de 6,8 points de pourcentage entre 2014 et 2018, et le déficit de l'UE a baissé en moyenne d'environ 3 % à 0,6 %.

3 Le maintien de la Grèce dans la zone euro

La Commission Juncker est entrée en fonction après l'éclatement d'une nouvelle crise de la dette grecque. Non seulement la Commission a facilité les négociations entre tous les acteurs, mais elle a lancé, en juillet 2015, un plan visant à aider la Grèce à stabiliser son économie et à optimiser son utilisation des fonds de l'UE pour stimuler l'emploi, la croissance et l'investissement, en mobilisant jusqu'à 35 milliards d'euros en faveur de la Grèce au titre de divers programmes de financement de l'Union européenne couvrant la période 2014-2020. À cette heure d'une extrême gravité, un prêt à court terme de 7 milliards d'euros a été accordé à la Grèce à titre de financement-relais dans le cadre du mécanisme européen de stabilisation financière, ce qui a effectivement évité au pays de se retrouver subitement en dehors de la zone euro. La Commission a également proposé un soutien technique de grande envergure en vue de contribuer à la mise en place de l'appui administratif nécessaire par l'intermédiaire du service d'appui à la réforme structurelle de la Commission, créé en 2015.

En août 2018, la Grèce est sortie d'un programme de soutien à la stabilité de trois ans qui lui a permis d'obtenir au total 61,9 milliards d'euros de prêts en échange de la mise en œuvre d'un programme de réforme complet

et sans précédent. La croissance est désormais positive et atteint, à environ 2 %, ses niveaux les plus élevés des dix dernières années. Bien qu'il soit encore trop élevé, le chômage a également baissé de manière significative après avoir atteint des sommets. La Grèce fait l'objet d'un suivi renforcé qui vise à lui permettre de tirer un bénéfice maximal du soutien de l'UE et de poursuivre sur la voie du progrès.

4 L'accord de Paris sur le climat

L'UE a joué un rôle de premier plan dans la négociation de l'accord de Paris sur le climat, un accord historique et ambitieux d'envergure mondiale. 195 pays sont convenus d'un simple objectif: transmettre aux générations futures une planète en meilleure santé et des sociétés plus prospères, modernes et justes. L'UE est la seule grande économie du monde à avoir adopté toutes les mesures législatives nécessaires pour tenir les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris et elle réduira d'au moins 40 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, se préparant à une économie neutre pour le climat.

Il s'agit d'un investissement dans notre prospérité et dans la préparation d'une économie durable, neutre pour le climat et circulaire.

5 L'interdiction de produits en plastique à usage unique

Afin de réduire la quantité de déchets en plastique produits chaque année (25 millions de tonnes) et d'augmenter le taux de recyclage des matières plastiques (tout juste 30 % aujourd'hui), l'UE est la première dans le monde à avoir adopté une stratégie globale sur les matières plastiques. Dans le cadre de cette stratégie, des mesures strictes ont été prises en ce qui concerne les dix produits en plastique le plus souvent retrouvés sur nos plages et les engins de pêche abandonnés. Ces mesures comprennent l'interdiction, s'il existe des solutions de rechange, de certains produits en plastique à usage unique, tels que les cotons-tiges, les couverts, les assiettes, les pailles, les touillettes et les bâtonnets pour ballons. Ces mesures permettront d'éviter l'émission de 3,4 millions de tonnes d'équivalent CO_2, de réduire les déchets océaniques et leurs effets négatifs sur l'environnement et de nous rapprocher d'une économie véritablement circulaire.

6 Les accords commerciaux de l'UE avec le Japon et le Canada

L'accord de partenariat économique UE-Japon est le plus grand accord commercial jamais négocié par l'UE et le tout premier accord commercial qui prévoit un engagement en faveur de l'accord de Paris sur le climat. Ensemble, l'UE et le Japon représentent près d'un tiers du produit intérieur brut mondial, et l'accord conclu créera une zone de libre-échange englobant plus de 600 millions de personnes.

Cet accord a été complété par la conclusion d'une décision d'adéquation mutuelle avec le Japon, qui a créé le plus grand espace de libre circulation de données au monde, moyennant un niveau de protection élevé.

L'UE a également conclu un accord commercial moderne avec le Canada, qui ouvre le marché des biens et des services et les marchés publics canadiens aux entreprises européennes et contribue à la protection des droits des travailleurs et de l' environnement. Cet accord permettra aux entreprises de l'UE, en particulier aux plus petites d'entre elles, d'exporter plus facilement et à moindre coût vers le Canada.

Les suppressions de droits de douane prévues par les deux accords permettront aux entreprises européennes d'économiser jusqu'à 1,59 milliard d'euros par an.

7 La déclaration conjointe UE-USA du 25 juillet 2018

À la suite de tensions commerciales croissantes, le président Juncker et le président Trump ont ouvert une nouvelle phase dans les relations commerciales entre l'UE et les États-Unis à la Maison Blanche le 25 juillet 2018.

Les deux parties sont convenues de n'imposer aucun nouveau droit de douane et de s'employer à supprimer tous les droits de douane actuellement appliqués aux produits industriels, ainsi que de renforcer leur coopération dans un certain nombre de domaines, notamment dans le secteur de l'énergie et sur les aspects réglementaires. Un groupe de travail exécutif UE – États-Unis, constitué à cette occasion, s'emploie déjà à mettre en œuvre la déclaration conjointe.

8 La déclaration UE-Turquie

À la suite de la déclaration UE-Turquie, les deux parties se sont engagées à fournir une aide humanitaire aux réfugiés, notamment à ceux qui fuient la guerre civile en Syrie. En raison de l'amélioration de la gestion des flux migratoires, les arrivées enregistrées en Méditerranée orientale en 2018 ont diminué de 90 % par rapport à 2015. Parallèlement, l'UE a financé l'aide aux réfugiés se trouvant en Turquie à hauteur de 3 milliards d'euros au cours de la période 2016-2017 et elle a déjà versé une partie (1,2 milliard d'euros) d'un montant identique nécessaire au maintien futur de cette aide vitale.

9 La réinstallation des réfugiés et le fonds fiduciaire régional de l'UE

Depuis 2015, les programmes de réinstallation de l'UE ont permis d'aider plus de 50 000 personnes parmi les plus vulnérables, originaires du monde entier, à trouver refuge dans l'UE. Grâce à leur collaboration, les États membres ont été en mesure de localiser les priorités, telles que les réfugiés syriens en Jordanie, au Liban et en Turquie ou les réfugiés évacués de Libye. L'an dernier, les États membres ont, dans le cadre du nouveau programme UE de réinstallation volontaire de 50 000 personnes proposé par le président Juncker, pris le plus grand engagement collectif en matière de réinstallation que l'UE ait jamais connu.

Le fonds fiduciaire régional de l'UE a mobilisé 1,5 milliard d'euros pour financer 46 projets éducatifs, sanitaires, socio-économiques et de protection bénéficiant à plus de deux millions de Syriens en Irak, en Jordanie, au Liban et en Turquie.

10 La sécurisation des frontières de l'UE

Grâce à la nouvelle Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, plus de 1 600 gardes-frontières sont actuellement déployés pour participer à la surveillance des frontières extérieures de l'Union en Bulgarie, en Grèce, en Espagne et en Italie. Maintenant qu'un accord a été trouvé sur la proposition de la Commission, l'étape suivante consistera à développer l'Agence en la dotant de son propre équipement et d'un corps permanent de 5 000 gardes-frontières dès 2021 et de 10 000 gardes-frontières en 2027 au plus tard, ainsi qu'en renforçant son mandat en matière de retours. Un ensemble de nouveaux systèmes d'information améliorés et interopérables rendra nos frontières à la fois plus sûres et plus commodes pour les voyageurs. Le système d'entrée/de sortie permettra d'accélérer les procédures pour les voyageurs de bonne foi et d'identifier les cas douteux, et le système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages contribuera à augmenter l'efficacité des contrôles préalables des visiteurs exemptés de visa. Les États membres échangeront toutes les informations utiles en temps réel pour veiller à ce que les règles soient correctement appliquées.

11 Le fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique et le plan d'investissement extérieur

Le fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, doté d'un budget de 4,2 milliards d'euros, est l'un des outils les plus efficaces dont dispose l'UE pour financer des projets liés à la migration et pour remédier aux causes profondes de la migration irrégulière. À ce jour, 193 projets ont été approuvés et ont trait à un large éventail de domaines allant du développement et de la gouvernance économiques aux soins de santé et à la migration, en passant par l'aide vitale ciblée aux personnes ayant besoin d'une protection. En outre, le plan d'investissement extérieur, fondé sur l'expérience acquise dans le contexte du Fonds Juncker, doit mobiliser plus de 44 milliards d'euros d'investissements publics et privés d'ici 2020 en Afrique et dans le voisinage de l'UE. Le plan d'investissement extérieur et son Fonds européen pour le développement durable visent à stimuler les investissements dans un certain nombre de domaines prioritaires, tels que l'énergie propre, le financement des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, l'agriculture et la numérisation pour un développement inclusif.

12 RescEU, le nouveau mécanisme de protection civile de l'UE

L'Union européenne a dû faire face à un grand nombre de catastrophes de plus en plus fréquentes et complexes, entraînant des pertes de vies humaines et d'autres conséquences préjudiciables pour les citoyens, les entreprises, les communautés et l'environnement. En 2018, près de 100 personnes ont été tuées dans des catastrophes naturelles en Europe et des incendies de grande ampleur ont fait rage dans certaines régions européennes jusqu'alors épargnées. Le coût économique de ces catastrophes est considérable: on a enregistré pour près de 10 milliards d'euros de dommages en Europe en 2016. L'UE doit être à la hauteur du défi à relever et doit mieux protéger ses citoyens de ces catastrophes, en renforçant et en améliorant la prévention et la préparation. En 2018, les pays de l'UE ont demandé une aide à près de 10 reprises, principalement pour des incendies de forêt, un appui médical et une pollution marine. RescEU mobilise des capacités de protection civile en faveur des victimes de catastrophes qui ont le plus besoin d'aide en Europe et dans le reste du monde. Cette réserve de moyens d'intervention doit être utilisée lorsque les pays ont besoin d'une aide rapide pour faire face à un désastre. Elle comprend des bombardiers à eau ainsi que d'autres moyens de réaction à des situations telles que des urgences médicales. En 2017 et en 2018, le mécanisme de protection civile de l'UE a été activé à 52 reprises.

13 Le règlement général sur la protection des données

Le règlement général sur la protection des données, qui a été mis en application le 25 mai 2018, a non seulement doté l'Europe d'un cadre adapté à l'ère numérique, mais il a également établi une nouvelle norme mondiale pour la protection de la vie privée. Cette réglementation paneuropéenne unique garantit le droit fondamental des citoyens à la protection des données tout en permettant aux personnes physiques et aux entreprises de profiter pleinement des possibilités offertes par le marché unique numérique sans devoir se soumettre à 28 procédures coûteuses et bureaucratiques différentes. Les avantages sont estimés à 2,3 milliards d'euros par an.

Les citoyens disposent désormais de droits renforcés, tels que le droit d'accéder à leurs données, le droit de rectification, le droit à l'oubli numérique et le droit à la portabilité des données. Les nouvelles règles protègent les Européens en prévoyant des sanctions sévères en cas d'usage abusif de leurs données à caractère personnel, par exemple dans le contexte de la campagne pour les élections européennes.

En ce qui concerne les entreprises, la réforme clarifie et uniformise les règles qu'elles doivent appliquer et elle contribue à restaurer la confiance des consommateurs. À l'échelle internationale, l'UE commence à marquer de son empreinte les règles en matière de protection des données: elle a créé le plus grand espace mondial de libre circulation sécurisée des données avec le Japon, tandis que l'Argentine, l'Uruguay, le Canada, le Mexique, l'Inde, Israël, la Californie et la Nouvelle-Zélande ont tous commencé à travailler sur des lois sur la protection de la vie privée inspirées de la nouvelle norme européenne.

Entre mai 2018 et janvier 2019, 95 180 plaintes ont été notifiées aux autorités chargées de la protection des données en Europe. L'inobservation des règles peut être sanctionnée d'amendes élevées: en Autriche, un établissement de paris sportifs a été condamné à une amende de 5 280 euros pour avoir effectué une vidéosurveillance illégale; en Allemagne, l'opérateur d'un réseau social a dû payer 20 000 euros pour ne pas avoir sécurisé les données des utilisateurs; et en France, Google a dû débourser 50 millions d'euros pour ne pas avoir demandé à ses utilisateurs s'ils consentaient à recevoir des annonces publicitaires.

14 La fin des frais d'itinérance

Depuis le 15 juin 2017, tous les Européens peuvent téléphoner, envoyer des SMS et utiliser l'internet mobile sans frais supplémentaires lorsqu'ils voyagent dans l'UE. La disparition totale des frais d'itinérance a été l'aboutissement d'une décennie de baisse importante et progressive des prix, et a résulté de la proposition sur l'itinérance de la Commission. Les frais d'itinérance ont baissé de plus de 90 % entre 2007 et 2016. Les Européens ont immédiatement profité des avantages de l'«itinérance aux tarifs nationaux»: l'utilisation des données mobiles a duodécuplé et le nombre d'appels téléphoniques effectués par les voyageurs a doublé par rapport aux habitudes d'avant-juin 2017.

À partir du 15 mai 2019, les frais d'appel à l'étranger au sein de l'UE suivront la tendance et diminueront à leur tour de manière spectaculaire: le coût d'un appel ne dépassera plus 19 cents par minute et celui d'un SMS 6 cents, plus TVA, ce qui sera jusqu'à 10 fois moins cher qu'auparavant.

15 La réforme de la directive sur le détachement des travailleurs et l'Autorité européenne du travail

Ceux qui font le même travail, sur un même lieu, doivent toucher le même salaire. Afin de garantir que ce principe fondamental, consacré par le socle européen des droits sociaux, s'applique également aux plus de 2 millions de travailleurs détachés temporairement dans un autre État membre, les règles relatives au détachement de travailleurs ont été réformées.

Afin de veiller à ce que toutes les règles de l'UE sur la mobilité de la main-d'œuvre soient appliquées de manière équitable, simple et efficace, un nouvel organisme de contrôle européen a été créé. Cette Autorité européenne du travail favorisera la coopération entre les pays de l'UE dans le domaine de l'application transfrontière du droit applicable de l'Union, notamment en facilitant les inspections communes. Elle facilitera également l'accès des individus et des employeurs aux informations relatives à leurs droits et obligations ainsi qu'aux services correspondants.

16 Le Parquet européen

Le Parquet européen, qui contribuera à protéger l'argent du contribuable européen, est actuellement mis en place avec le concours de 22 États membres. Il a pour mission d'enquêter ou d'engager des poursuites dans des affaires pénales dans lesquelles les intérêts financiers de l'UE sont en jeu, comme l'utilisation abusive de fonds de l'UE ou la fraude transfrontière à la taxe sur la valeur ajoutée, qui coûtent chaque année au contribuable au moins 50 milliards d'euros en recettes perdues pour les budgets nationaux. Il en résulte une modification radicale du rôle de l'UE dans ce domaine, car elle dispose pour la première fois d'un instrument de poids pour faire respecter la législation.

La Commission a également présenté une initiative visant à élargir les compétences du Parquet européen pour qu'il puisse poursuivre les infractions terroristes transfrontières. Étant donné que le terrorisme ne connaît pas de frontières, l'Europe doit être en mesure de poursuivre les terroristes de manière plus coordonnée et efficace.

17 La réforme de la directive sur le gaz

La dépendance de l'Union européenne à l'égard des importations de gaz naturel augmente. Cette tendance va probablement se poursuivre en raison de la diminution de la production intérieure de gaz, qui n'est que partiellement compensée par la baisse de la demande de gaz liée aux politiques d'efficacité énergétique et de décarbonation. La part des importations nettes de gaz par rapport à la consommation totale de gaz de l'UE était de 74,4 % en 2017.

La réforme de la directive sur le gaz garantit l'application des mêmes règles sur l'ensemble du territoire (terrestre et maritime) de l'UE et prévoit un contrôle efficace de l'application des règles du marché intérieur de l'UE. Elle améliore la transparence et la coopération des autorités nationales. Il s'agit d'une étape importante pour assurer le bon fonctionnement, la transparence et la compétitivité du marché intérieur du gaz de l'UE, dans lequel tous les fournisseurs observeront les mêmes règles de l'UE.

18 La coopération structurée permanente et le Fonds européen de la défense

Le manque de coopération entre les États membres dans le domaine de la défense a un coût annuel qui, selon les estimations, oscille entre 25 milliards d'euros et 100 milliards d'euros. Il existe 178 systèmes d'armes en Europe contre 30 aux États-Unis, ce qui rend les dépenses européennes en matière de défense beaucoup moins efficaces. Voilà pourquoi l'UE renforce son rôle de garante de la sécurité et de la défense de ses citoyens, tout en construisant une Union européenne de la défense. La coopération structurée permanente (CSP), à laquelle participent 25 États membres, a été lancée pour renforcer la sécurité et la défense de l'Europe. Le Fonds européen de la défense est opérationnel, et les premiers projets encouragent les investissements transfrontières dans des technologies et des équipements de défense de pointe fonctionnant en parfaite interopérabilité, dans des domaines tels que les logiciels de chiffrement et la technologie des drones.

19 L'accord sur la Macédoine du Nord

En juin 2018, Athènes et Skopje ont conclu un accord bilatéral (l'«accord de Prespa») sur le règlement des différends entre les deux pays, y compris le nom, mettant fin à l'un des plus anciens conflits existant dans la région. La République de Macédoine du Nord a officiellement notifié l'entrée en vigueur de l'accord à l'UE en février 2019.

L'Union européenne s'est fermement engagée en faveur de cet accord historique signé par les Premiers ministres Tsipras et Zaev au terme de négociations menées sous les auspices des Nations unies. La signature de cet accord n'aurait pas été possible sans l'action menée par l'UE dans le pays et sans la nouvelle incitation et la nouvelle impulsion de la stratégie pour les Balkans occidentaux en 2018. Il a fallu du courage politique, du leadership et le sens des responsabilités de toutes parts pour régler l'un des différends les plus tenaces de la région. Les deux pays ont saisi cette occasion unique pour donner un exemple de réconciliation à l'Europe toute entière et ouvrir de nouvelles perspectives européennes dans la région.

20 La réforme de l'initiative citoyenne européenne

Plus de 9 millions d'Européens ont soutenu une initiative citoyenne européenne à ce jour et la Commission a pris des mesures concrètes, notamment en proposant une législation, pour donner suite à des initiatives qui avaient recueilli au moins 1 million de signatures. Les nouvelles règles permettront de rendre cet instrument participatif beaucoup plus accessible et plus convivial. Il sera plus facile pour les citoyens de mettre en place des initiatives et de les signer. Une plateforme collaborative en ligne a été créée pour fournir des conseils et permettre aux citoyens de toute l'Europe de nouer des contacts pour préparer leurs initiatives. La Commission proposera également aux organisateurs un service en ligne gratuit de collecte des signatures.

ANNEXE IV

Ce qui reste à faire: les 10 principaux dossiers européens en attente d'un accord final

1 Le cadre financier pluriannuel 2021-2027

Les propositions de la Commission relatives à un nouveau cadre financier pluriannuel pour la période 2021-2027, présentées en mai et juin 2018, jettent les bases d'un budget à long terme plus moderne et efficient permettant à l'UE de se concentrer sur les priorités essentielles.

Sur 4 euros dépensés, 1 euro sera consacré aux actions pour le climat, tandis que le financement pour les programmes en faveur de la jeunesse, comme Erasmus, atteindra plus du double.

Les propositions présentent à la fois une vision de l'Union à laquelle nous aspirons et un programme pragmatique pour la réaliser. Il s'agit véritablement d'une valeur ajoutée apportée par l'UE, et le but est d'investir encore davantage dans les domaines dans lesquels un État membre ne peut agir seul ou dans lesquels il est plus efficace d'agir ensemble. C'est pourquoi la recherche et l'innovation, les investissements stratégiques européens, le marché unique et les programmes spatiaux bénéficieront d'un financement total de 187,4 milliards d'euros, tandis que l'action extérieure pourra compter sur un financement de 123 milliards d'euros; le financement des programmes relatifs à la gestion des frontières et aux migrations sera porté à 34,9 milliards d'euros et les dépenses dans le domaine de la sécurité et de la défense seront augmentées pour atteindre 27,5 milliards d'euros.

2 La réforme du régime d'asile européen commun

Ces dernières années, l'Europe a accompli de grands progrès en matière de politique migratoire et a réussi à traverser la crise de 2015-2016. Il n'en reste pas moins nécessaire de créer un régime d'asile pleinement efficace, humain et capable de faire face à de futures crises. Le régime d'asile européen commun garantit des normes minimales communes pour le traitement de toutes les demandes d'asile. Il se compose d'un cadre juridique qui couvre tous les aspects de la procédure d'asile et d'une agence d'appui: le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO). La série de propositions visant à réformer le régime d'asile, présentées par la Commission en mai et juillet 2016, prévoit un équilibre entre solidarité et responsabilité. Ces mesures bénéficieraient aux personnes qui recherchent une protection, grâce à des conditions plus cohérentes et à une prise de décision plus simple et plus rapide. Elles permettraient de réduire les incitations aux mouvements secondaires, de décourager la course au droit d'asile et de favoriser des procédures de retour plus efficaces pour les personnes qui n'ont pas le droit de rester. Les règles déterminant quel pays de l'UE est responsable du traitement d'une demande d'asile seraient rendues plus claires et plus efficaces, et seraient assorties d'un système plus structuré et plus prévisible pour soutenir les États membres soumis à une pression disproportionnée. Un régime d'asile modernisé, capable de résister aux pressions futures, reste plus que jamais nécessaire.

3 La vie privée et les communications électroniques

L' Europe fait figure de précurseur dans le monde en ce qui concerne les normes de protection des données, mais ses règles sur le respect de la vie privée en ligne sont complètement dépassées: les fournisseurs de services en ligne peuvent lire nos communications sur l'internet et les partager sans notre consentement. 92 % des Européens interrogés en 2016 souhaitaient que la confidentialité de leurs courriers électroniques et de leurs messages instantanés soit garantie. La proposition présentée par la Commission le 10 janvier 2017 permettrait d'assurer cette protection.

4 Les preuves électroniques et la prévention de la diffusion en ligne de contenus à caractère terroriste

Les criminels laissent des traces numériques — dans les courriers électroniques ou dans les documents stockés dans le nuage — qui peuvent servir de preuves devant les tribunaux. La proposition de la Commission présentée le 17 avril 2018 prévoit de nouvelles règles adaptées au monde numérique, qui permettraient aux autorités policières et judiciaires des différents États membres d'obtenir plus facilement et plus rapidement les preuves dont elles ont besoin pour enquêter ainsi que pour poursuivre en justice et faire condamner les criminels et les terroristes. Ces dernières années, les grandes entreprises de l'internet comme Facebook, Twitter et Google ont de plus en plus souvent retiré des contenus à caractère terroriste en ligne. Toutefois, l'ampleur de la menace dépasse de loin la réponse apportée. La proposition de la Commission présentée le 12 septembre 2018 garantirait un cadre juridique clair et harmonisé visant à empêcher l'utilisation abusive de services d'hébergement aux fins de la diffusion en ligne de contenus à caractère terroriste, en imposant la suppression automatique de tels contenus dans un délai maximum d'une heure.

5 L'espace Schengen – préserver à la fois la sécurité et la libre circulation

Il importe d'actualiser les règles relatives à la réintroduction temporaire du contrôle aux frontières au sein de l'espace Schengen. La proposition présentée par la Commission le 27 septembre 2017 garantirait le juste équilibre entre une réponse efficace aux menaces qui pèsent actuellement sur la sécurité intérieure et l'assurance que les contrôles aux frontières intérieures restent exceptionnels et ne restreignent pas indûment la libre circulation en Europe.

6 Des règles fiscales modernes pour une économie moderne

La proposition de la Commission relative à une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés, présentée le 25 octobre 2016, permettrait aux entreprises d'exercer leurs activités plus facilement et à moindre coût au sein du marché unique européen. Elle permettrait également de fermer de nombreuses voies d'évasion fiscale et d'assurer ainsi des conditions de concurrence équitables pour les entreprises multinationales. Cela n'impliquerait pas d'établir des taux d'imposition communs: chaque pays de l'UE continuerait de fixer ses propres taux. Les règles internationales en matière de fiscalité des entreprises sont particulièrement obsolètes en ce qui concerne les services numériques. La proposition de la Commission relative à une taxe sur les services numériques, présentée le 21 mars 2018, établirait clairement que l'impôt doit être payé là où les bénéfices sont réalisés, même si les géants de la technologie ne sont pas présents physiquement. La proposition de la Commission relative à la création d'un espace unique de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans l'Union, présentée le 18 janvier 2018, rendrait le système de TVA plus étanche à la fraude et préserverait les recettes publiques.

7 Le système européen d'assurance des dépôts et le filet de sécurité pour le Fonds de résolution unique

La proposition de la Commission relative à un système européen de garantie des dépôts, présentée le 17 novembre 2015, compléterait l'union bancaire et constituerait une composante essentielle d'un système financier fondé sur une monnaie commune. Il compléterait l'union économique et monétaire, améliorerait la protection des clients des banques et renforcerait la stabilité et la résilience du système financier dans la zone euro et au-delà. Le filet de sécurité pour le Fonds de résolution unique, qui est approuvé en principe mais pas encore opérationnel, renforcerait la confiance dans le système bancaire de l'Union en octroyant une ligne de crédit au Fonds et en réduisant à un minimum le risque pour les contribuables de devoir secourir les banques défaillantes. La taille cible du Fonds de résolution unique, qui est préfinancé par les contributions des banques de la zone euro, est d'environ 55 milliards d'euros. La taille du filet de sécurité correspondra à celle du Fonds.

8 L'accès une eau potable sûre

La proposition de la Commission européenne sur l'eau potable, présentée le 1er février 2018, est le résultat de la toute première initiative citoyenne européenne à avoir abouti. Elle permettrait d'améliorer la situation de près de deux millions de personnes dans l'UE. Actuellement, chaque année, environ 5 % de la population de l'UE est exposée à des problèmes de santé liés à l'eau (ce risque varie considérablement d'un pays de l'UE à l'autre). La pénurie d'eau touche 11 % de la population de l'UE. La proposition réduirait le risque pour la santé à moins de 1 % et garantirait l'accès à l'eau pour tous. Une eau du robinet plus sûre permettrait de diminuer la consommation d'eau en bouteille, de réaliser des économies et de limiter les déchets plastiques ainsi que les émissions de CO_2 au cours du processus

9 La réforme de la coordination de la sécurité sociale

En 2017, 17 millions d'Européens (3,3 % de la population de l'UE) vivaient ou travaillaient dans un autre État membre, soit près de deux fois plus qu'il y a dix ans. L'interaction entre les dispositions en matière de sécurité sociale dans les différents pays de l'UE est complexe, ce qui représente une charge pour les travailleurs, les employeurs et les administrations de sécurité sociale. La proposition de la Commission présentée le 13 décembre 2016 établirait des règles plus simples et plus équitables.

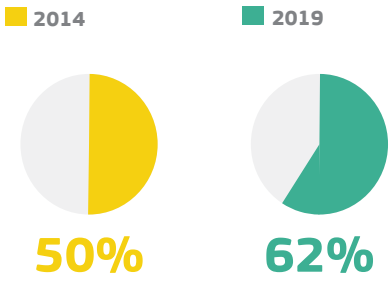
10 L'instrument relatif aux marchés publics internationaux

La valeur des marchés publics dans le monde atteint un total de 8 000 milliards d'euros par an, mais plus de la moitié est inaccessible aux entreprises de l'UE, qui ne remportent qu'environ 10 milliards d'euros de contrats dans les pays tiers. L'ouverture des marchés serait non seulement bénéfique pour l'emploi et la croissance en Europe, mais elle entraînerait également une baisse des coûts dans les pays concernés. La proposition révisée de la Commission, présentée le 29 janvier 2016, fournirait un nouvel outil pour lutter contre le protectionnisme de nombreux pays hors d'Europe — y compris, en dernier recours, en désavantageant les entreprises des pays protectionnistes lors des appels d'offres publiés dans les pays européens.

ANNEXE V

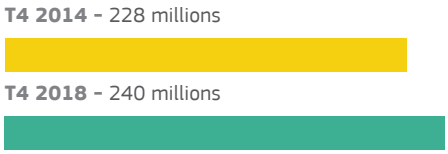
Chiffres-clés sur l'UE pour la période 2014-2019

Soutien de l'UE



L'UE **62 %** d'opinions favorables, contre 50 % avant l'entrée en fonction de la Commission actuelle.

Emploi

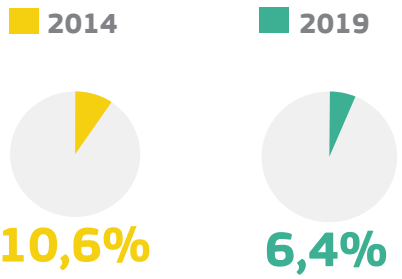


240 millions de personnes travaillent dans l'UE, contre 228 millions au quatrième trimestre 2014.

Euro

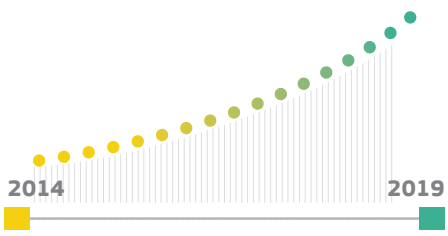
175 millions de personnes **de 60** pays de par le monde utilisent l'euro ou ont une monnaie qui y est liée.

Chômage



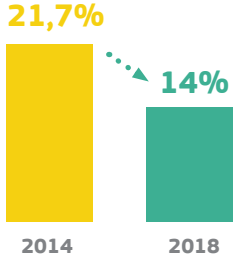
Il y avait **6,4%** de chômeurs en mars 2019 contre 10,6 % en février 2014.

Croissance économique



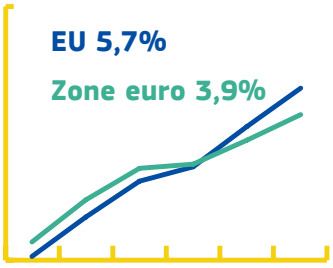
6 ans de croissance ininterrompue

Chômage des jeunes



Le chômage des jeunes est passé de 21,7 % en 2014 à **14%** fin 2018 dans l'UE.

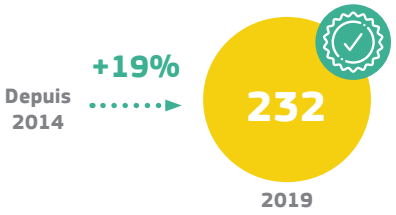
Salaires



2014 - 2019

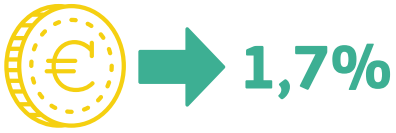
Après avoir diminué à la suite de la crise, les salaires ont connu une forte tendance à la hausse, en particulier depuis 2017. Les salaires ont augmenté de **5,7 %** dans l'UE et de **3,9 %** dans la zone euro entre 2014 et 2019.

Indications géographiques



Depuis 2014, les règles de l'UE applicables à la concurrence déloyale protègent **232** vins, spiritueux ou produits alimentaires de plus [Choucroute d'Alsace – France, Salam de Sibiu – Roumanie, Cornish Pasty – Royaume-Uni]; ce qui représente une hausse de **19 %.**

Des prix stables



Depuis l'introduction de l'euro, en 1999, l'inflation dans la zone euro s'est élevée en moyenne à **1,7 %**.

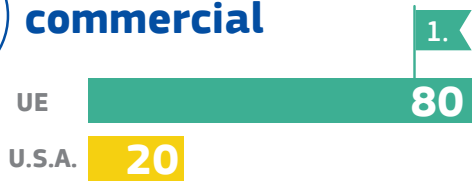
Exportations

36 millions d'emplois dans l'UE — **1 sur 7** — sont soutenus par les exportations.

Accords commerciaux

De nouveaux accords ont été conclus avec **15 partenaires** (+ 4 avec 13 pays supplémentaires)

Principal partenaire commercial

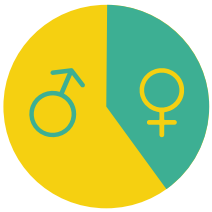


L'UE est le principal partenaire commercial dans le monde: elle est le **premier** partenaire commercial de **80 pays**, tandis que les États-Unis sont le premier partenaire de seulement 20 pays.

Soutien des enfants dans le besoin

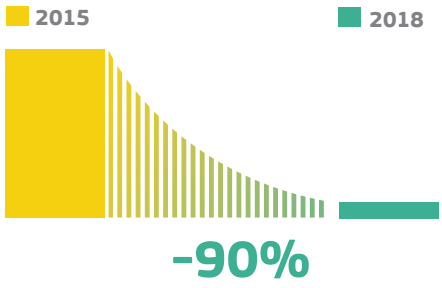
Depuis 2014, les financements de l'UE offrent des possibilités d'éducation à plus de **6,5 millions d'enfants** dans 55 pays confrontés à des conflits et à des catastrophes.

Mixité des postes d'encadrement



39,9% des postes d'encadrement à la Commission européenne sont aujourd'hui occupés par des femmes, contre 30 % en novembre 2014, ce qui représente une augmentation de 30 %.

Migration



90% de baisse des arrivées irrégulières depuis 2015

Augmentation du recours au système d'information Schengen

Les policiers et les gardes-frontières ont consulté le système d'information Schengen plus de 6 milliards de fois en 2018 – une augmentation de **200 %** par rapport à 2014. Cela a donné 267 239 résultats positifs en ce qui concerne la localisation de personnes ou objets recherchés.

Conseil européen de la recherche

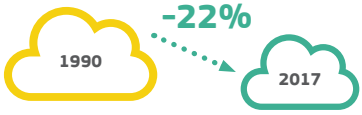
5 500 scientifiques de haut vol, dont **4** lauréats du prix Nobel, ont bénéficié de financements du Conseil européen de la recherche (CER).

Mécanisme de protection civile de l'UE

2017-2018

En 2017 et en 2018, le mécanisme de Protection civile de l'UE a été activé à **52** reprises.

Émissions de gaz à effet de serre



Les émissions ont baissé de **22 %** entre 1990 et 2017, tandis que le produit intérieur brut a augmenté de 58 % au cours de la même période.

Pêche durable

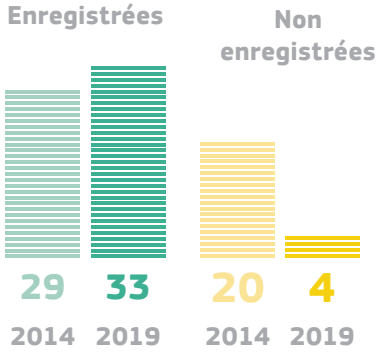
2014 - 27 quotas soumis à la pêche durable

2019 - 59 quotas soumis à la pêche durable

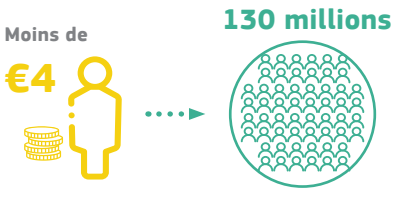
Le nombre de quotas soumis à une récolte durable dans l'océan Atlantique, la mer du Nord et la mer Baltique a plus que **doublé** depuis 2014.

Dialogues avec les citoyens

Davantage d'initiatives citoyennes européennes enregistrées



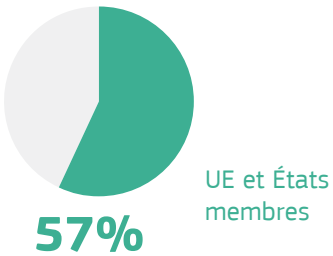
Aide humanitaire de l'UE



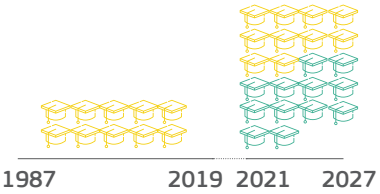
Moyennant une dépense de moins de **4 €** par citoyen, l'UE contribue au salut de le monde chaque année. **130 millions** de victimes de crises humanitaires dans le monde chaque année.

L'UE premier donateur mondial dans le domaine du développement

74,4 milliards € en 2018



Erasmus



Le programme a bénéficié à 10 millions d'étudiants d'apprentis et d'enseignants depuis 1987.
La Commission a proposé de doubler le budget d'Erasmus dans le futur budget à long terme de l'UE. Cela devrait permettre à **12 millions de personnes supplémentaires** de bénéficier d'une aide **entre 2021 et 2027**.

La Commission européenne ne peut en aucun cas être tenue pour responsable de l'usage fait de cette publication en cas de réutilisation.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2019

© Union européenne, 2019

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source

La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est régie par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Toute utilisation ou reproduction de photos ou de tout autre matériel dont l'Union européenne ne possède pas les droits d'auteur requiert l'autorisation préalable des titulaires des droits en question.

Print	ISBN 978-92-76-02477-4	doi:10.2775/955800	NA-02-19-259-FR-C
PDF	ISBN 978-92-76-02459-0	doi:10.2775/745868	NA-02-19-259-FR-N

CRÉDITS

© Toutes les photos sont la propriété de l'Union européenne, sauf mention contraire.

P. 8-9: © DDP sur Unsplash

Office des publications
de l'Union européenne